

La situation des pupilles de l'État

Enquête au
31 décembre 2024

juillet 2026

La situation des pupilles de l'État

Enquête au 31 décembre 2024

L'ONPE remercie les directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) et les services des conseils départementaux. Leur disponibilité et leur participation ont permis d'obtenir 100 % de retour pour la publication de cette enquête annuelle.

Ce rapport résulte d'un travail réalisé par Milan Momić, démographe et chargé d'études, consistant en la collecte des données auprès des services déconcentrés de l'État et des conseils départementaux, leur analyse et la rédaction de l'ensemble du rapport.

Anne Oui, chargée de mission, et Gaëlle Guibert, chargée d'étude, ont participé au suivi du projet et à la finalisation du présent document.

Le rapport et ses annexes sont disponibles sur le site de l'ONPE.

onpe.france-enfance-protgee.fr

SOMMAIRE

INTRODUCTION

7

FICHE 1 Le nombre de pupilles de l'État

9

Une augmentation en deux temps

9

Une forte hétérogénéité territoriale

10

Un nombre de pupilles confiés pour adoption qui stagne

12

FICHE 2 Les conditions d'admission des pupilles de l'État

15

L'importance majeure des admissions après décision judiciaire

15

De fortes disparités départementales

16

FICHE 3 Le profil des pupilles de l'État

23

Une augmentation de l'âge moyen et de l'âge à l'admission

23

Une hausse des pupilles de l'État ayant connu une prise en charge à l'ASE

26

FICHE 4 Les pupilles de l'État confiés en vue d'adoption

29

Un enfant pupille sur cinq est confié en vue d'adoption

29

Des enfants placés en vue d'adoption relativement jeunes

31

FICHE 5 Les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption

35

Trois pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption sur quatre vivent en famille d'accueil

35

Le profil des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption

36

FICHE 6	Les pupilles de l'État sortis du statut	41
	Des sorties principalement par l'adoption et l'accès à la majorité	41
	Des sorties différenciées selon les conditions d'admission	42
	Des motifs de sorties qui varient selon l'âge à l'admission	44
FICHE 7	Les agréments d'adoption	45
	Le nombre d'agréments d'adoption en diminution constante	45
	La construction du projet d'adoption dure en moyenne 3 ans	48
	Des adoptants aux profils hétérogènes...	48
	... liés aux profils des enfants	48
FICHE 8	Le fonctionnement et l'activité des conseils de famille	51
	Une augmentation de l'activité des conseils de famille	51
	La présidence des conseils de famille	54
	L'activité croissante des conseils de famille	54
	L'examen des situations par les conseils de famille	54
	L'accompagnement des familles après restitution d'un enfant	55
Annexes		59
	Annexe 1. Questionnaire d'enquête	59
	Annexe 2. Données statistiques sur les pupilles de l'État au 31 décembre 2024	69
	Annexe 3. Données statistiques sur les pupilles de l'État au cours de l'année 2024	109
	Annexe 4. Données statistiques sur les naissances sous le secret, les enfants trouvées et les enfants remis en 2024	129
	Annexe 5. Données statistiques sur l'activité des conseils de famille	133
	Annexe 6. Données statistiques sur les agréments d'adoption	147
Liste des figures et annexes		153

INTRODUCTION

L'enquête relative à la situation des pupilles de l'État a été instaurée en 1987 par la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS). Depuis 2006, sa réalisation est assurée par l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE). Initialement menée tous les deux ans, elle est devenue annuelle afin de disposer d'informations plus actualisées permettant le suivi continu du parcours des pupilles de l'État. Cette évolution permet notamment d'observer le devenir immédiat des enfants admis en fin d'année, qu'il s'agisse d'un retour auprès de leur famille d'origine ou d'une adoption rapide au cours de l'année suivante. Un tel suivi n'était pas possible avec une enquête réalisée à un rythme bisannuel. Toutefois, le caractère annuel de l'enquête ne permet pas d'établir avec une précision absolue le nombre de pupilles de l'État présents au 31 décembre de l'année observée. En effet, la collecte des données intervient en fin d'année, alors que certaines admissions provisoires, décisions judiciaires ou jugements d'adoption peuvent ne pas encore être connus des services départementaux. Les données recueillies nécessitent donc un travail de consolidation d'une année sur l'autre.

La collecte repose sur un questionnaire renseigné conjointement par les directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) et les services départementaux de l'aide sociale à l'enfance (ASE). L'ONPE assure le suivi de cette collecte afin de garantir la qualité et l'exhaustivité des informations recueillies.

Les résultats sont présentés dans un rapport qui offre une vision globale de la situation des pupilles de l'État, de l'activité des conseils de famille et de l'évolution des agréments d'adoption. Ce dispositif permet notamment :

- de suivre les évolutions et tendances aux niveaux national et territorial ;
- de disposer d'informations détaillées sur les projets de vie des pupilles, notamment les projets d'adoption ;
- d'analyser les parcours des enfants depuis leur admission jusqu'à leur sortie du statut de pupille de l'État ;
- de mieux comprendre les parcours de courte durée, notamment les situations de restitution familiale intervenant l'année suivant l'admission.

L'enquête menée en 2025 porte sur la situation des pupilles de l'État au cours de l'année 2024. Cette édition propose une nouvelle présentation du rapport, pensée pour en faciliter la lecture et l'appropriation. Il est structuré autour de huit fiches thématiques articulant les données de « stock » observées au 31 décembre et les données de « flux » enregistrées au cours de l'année, afin de mieux appréhender les mouvements d'entrée et de sortie du statut.

LES CONDITIONS D'ADMISSIONS AU STATUT DE PUPILLE DE L'ÉTAT

Le recours au statut de pupille de l'État constitue un des moyens d'action de la protection de l'enfance. Il concerne des enfants qui, pour différentes raisons, n'ont pas de parents titulaires de l'autorité parentale en mesure de les prendre en charge ou d'assurer leur éducation, ni d'assurer leur bien-être. Les enfants pupilles de l'État vivent dans les mêmes familles d'accueil et les mêmes établissements que les enfants bénéficiant d'une mesure de placement en protection de l'enfance. Ils font l'objet d'un projet de vie adapté à leurs besoins, qui peut être une adoption.

Le statut des pupilles de l'État est défini dans le Code de l'action sociale et des familles (CASF) [livre II, titre II, chapitre IV]. Les enfants peuvent être admis comme pupilles de l'État selon 6 catégories mentionnées dans l'article L. 224-4 :

- « 1° Les enfants dont la filiation n'est pas établie ou est inconnue [...];
- 2° Les enfants dont la filiation est établie et connue, qui ont expressément été remis au service de l'aide sociale à l'enfance en vue de leur admission comme pupilles de l'État par les personnes qui ont qualité pour consentir à leur adoption [...];
- 3° Les enfants dont la filiation est établie et connue, qui ont expressément été remis au service de l'aide sociale à l'enfance [...] par leur père ou leur mère en vue de leur admission comme pupilles de l'État et dont l'autre parent n'a pas fait connaître au service, [...], son intention d'en assumer la charge [...];
- 4° Les enfants orphelins de père et de mère pour lesquels la tutelle n'est pas organisée selon le chapitre II du titre X du livre 1^{er} du code civil [...];
- 5° Les enfants dont les parents ont fait l'objet d'un retrait de l'autorité parentale en vertu des articles 378 et 378-1 du code civil [...];
- 6° Les enfants recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance en application des articles 381-1 et 381-2 du code civil. »

Si l'admission ne fait pas suite à une décision judiciaire (retrait total de l'autorité parentale ou déclaration judiciaire de délaissement parental), le statut de pupille de l'État devient définitif après un délai de rétractation de 2 ou 6 mois, selon les cas.

Selon l'article L. 224-1 du CASF, les organes chargés de la tutelle des pupilles de l'État sont : le représentant de l'État dans le département qui exerce la fonction de tuteur, et le conseil de famille des pupilles de l'État. La composition, le fonctionnement et le rôle des conseils de famille chargés de la tutelle des pupilles de l'État sont définis dans les articles R. 224-1 et suivants du CASF. Les enfants concernés sont par ailleurs pris en charge par les services départementaux de l'aide sociale à l'enfance.

Conformément à l'article L. 225-1 du CASF, les pupilles « doivent faire l'objet, dans les meilleurs délais, d'un projet de vie, défini par le tuteur avec l'accord du conseil de famille, qui peut être une adoption, si tel est l'intérêt de l'enfant ». Les pupilles de l'État, conformément à l'article L. 225-2 du CASF, « peuvent être adoptés soit par les personnes à qui le service de l'aide sociale à l'enfance les a confiés pour en assurer la garde lorsque les liens affectifs qui se sont établis entre eux justifient cette mesure, soit par des personnes agréées à cet effet, soit, si tel est l'intérêt desdits pupilles, par des personnes dont l'aptitude à les accueillir a été régulièrement constatée dans un État autre que la France, en cas d'accord international engageant à cette fin ledit État ».

Le nombre de pupilles de l'État

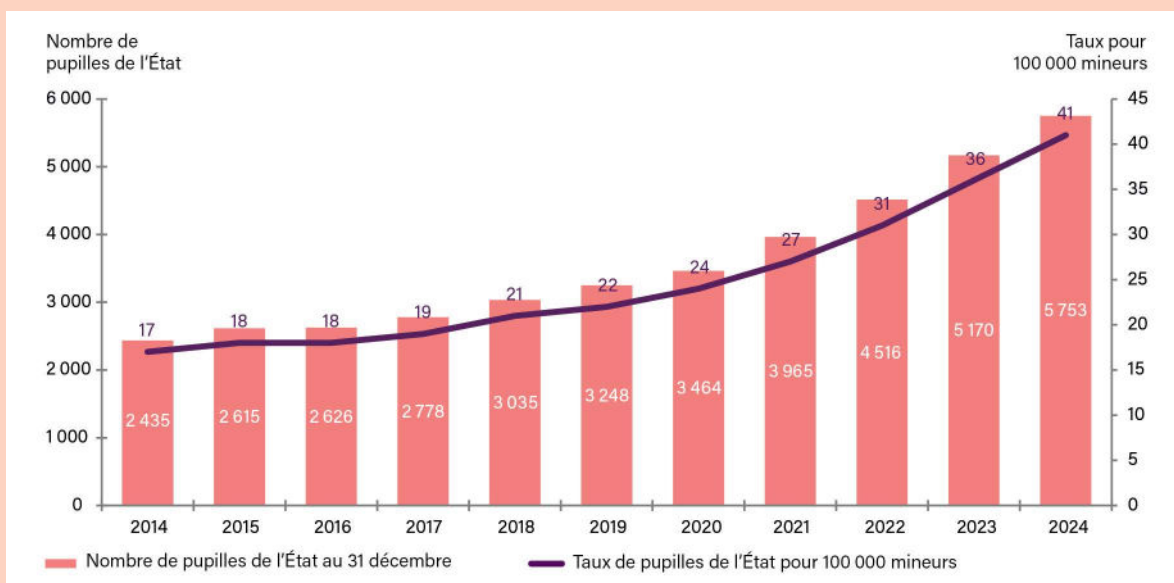
Au 31 décembre 2024, le nombre de pupilles de l'État continue d'augmenter, poursuivant la tendance amorcée en 2009 et qui s'est accélérée après la loi du 14 mars 2016. Parmi l'ensemble de ces enfants, la proportion de ceux confiés en adoption diminue depuis 2014.

Une augmentation en deux temps

Au 31 décembre 2024, 5 753 enfants ont le statut de pupille de l'État sur l'ensemble du territoire, soit une augmentation de 11 % par rapport à 2023 (+583 pupilles) ^{1.1}. Cette augmentation s'observe depuis 2009 (+158 % entre 2008 et 2024). Le nombre de pupilles de l'État avait atteint un niveau plancher au 31 décembre 2008 (2 231 pupilles) après des années de baisse.

Entre 2009 et 2016, on observe un début de hausse (18 %) qui peut s'expliquer par les effets de la mise en place, à l'initiative de quelques départements, des premières commissions de révisions des statuts des enfants (notamment dans le Calvados, l'Orne, le Pas-de-Calais, le Val d'Oise). Entre 2016 et 2024, cette augmentation s'est accélérée (+119 %), renforcée par la généralisation progressive sur le territoire national des CESSEC après la loi de 2016.

1.1 Évolution du nombre de pupilles de l'État en France entre 2014 et 2024



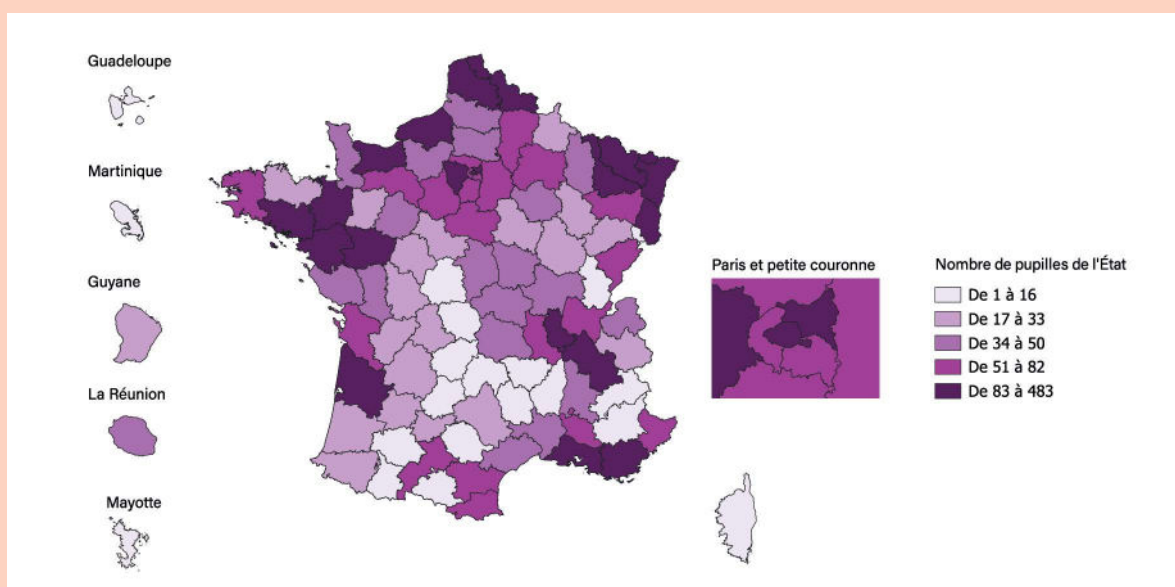
Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre, entre 2014 et 2024.

Sources • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024; Insee, estimations de population (0-17 ans) au 1^{er} janvier 2025.

Une forte hétérogénéité territoriale

Les pupilles sont moins nombreux dans les départements peu peuplés comme ceux du centre-ouest, de la Corse ainsi que dans les DROM du continent américain. Leur nombre varie fortement, de moins de 5 en Corse, dans le Lot et en Martinique, jusqu'à 483 dans le Nord. Les effectifs sont supérieurs à 84 dans 20 départements ^{1.2}, qui se concentrent essentiellement dans les départements fortement peuplés (Nord, Pas-de-Calais, Bouches-du-Rhône, Paris, Seine-Saint-Denis) mais également des départements plus modestes démographiquement (Aisne, Calvados, Maine-et-Loire, Meurthe-et-Moselle ou Morbihan).

1.2 Nombre de pupilles de l'État par département au 31 décembre 2024



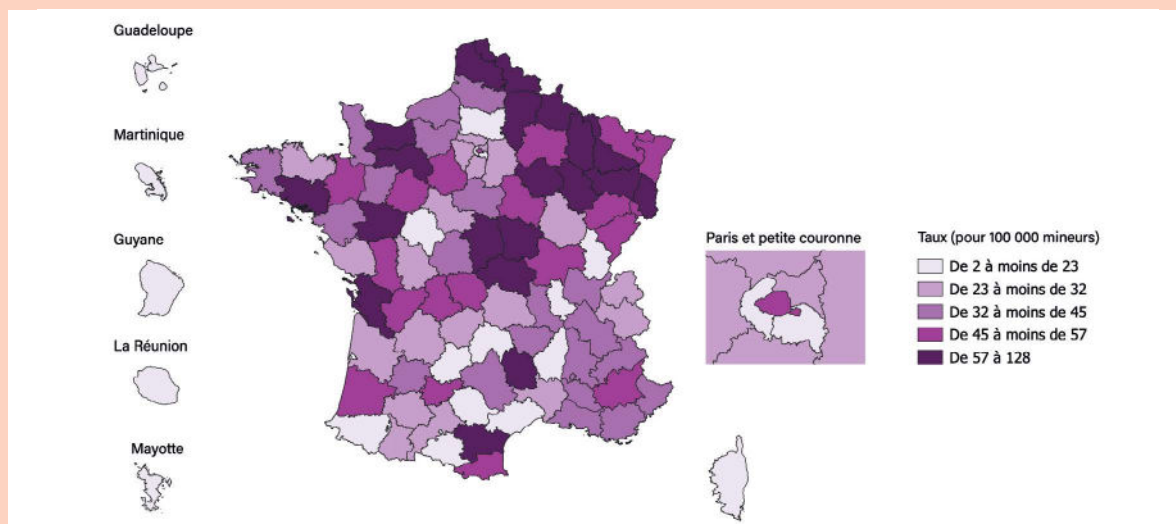
Note • Classes construites selon la méthode des quantiles (discrétisation en cinq classes d'effectifs égaux).

Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Afin de gommer les effets de structure démographique des départements, le nombre de pupilles de l'État est rapporté au nombre de mineurs en population générale de chaque département. Ainsi, le taux de pupilles varie de 2 pupilles pour 100 000 enfants en Corse à 128 pupilles pour 100 000 enfants dans la Nièvre ^{1.3}. La moyenne nationale est de 41 pupilles pour 100 000 enfants. Les taux les plus faibles sont essentiellement localisés dans le quart sud-ouest, les DROM et l'Île-de-France, tandis que les taux les plus élevés sont localisés dans le nord et l'est de la France.

1.3 Taux de pupilles de l'État parmi l'ensemble des mineurs au 31 décembre 2024 par département



Note • Classes construites selon la méthode des quantiles (discrétisation en cinq classes d'effectifs égaux).

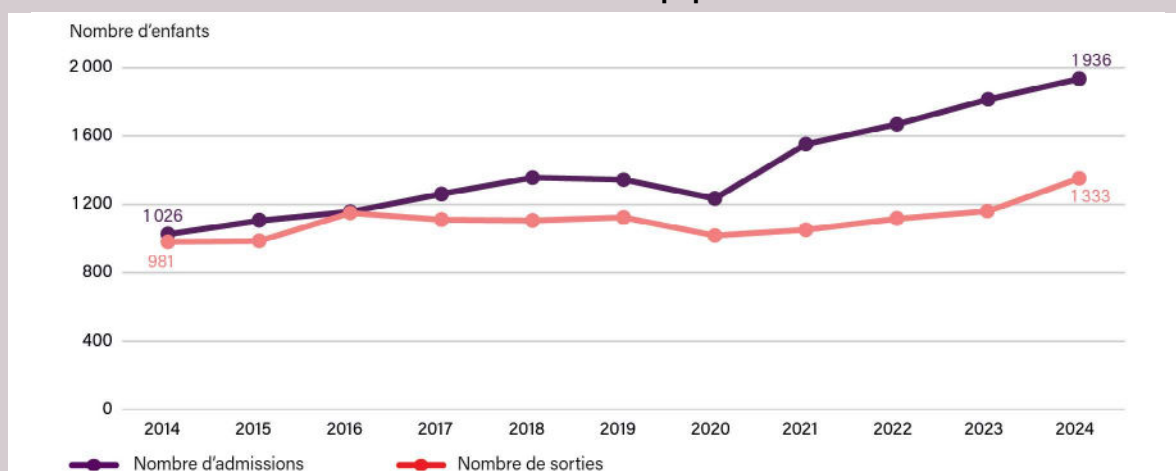
Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2024.

Sources • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 ; Insee, estimations de population (0-17 ans) au 1^{er} janvier 2024.

LES ADMISSIONS ET LES SORTIES AU COURS DE L'ANNÉE 2024

En 2024, 1936 enfants ont été admis au statut de pupille de l'État, soit à titre définitif, soit à titre provisoire. Ce nombre est en augmentation de près de 7 % par rapport à 2023, s'inscrivant dans une tendance croissante (+89 % depuis 2014). Dans le même temps, le nombre d'enfant ayant quitté le statut de pupilles est passé de 981 en 2014 à 1353 en 2024, soit une augmentation de 38 % sur la période, accentué par la hausse de 17 % entre 2023 et 2024 ^{1.4}. L'écart entre les admissions et les sorties sur la période explique l'augmentation du nombre de pupilles ^{1.1}.

1.4 Évolution des admissions et sorties du statut de pupilles entre 2014 et 2024



Champ • France entière. Admissions et sorties du statut de pupille de l'État entre 2014 et 2024.

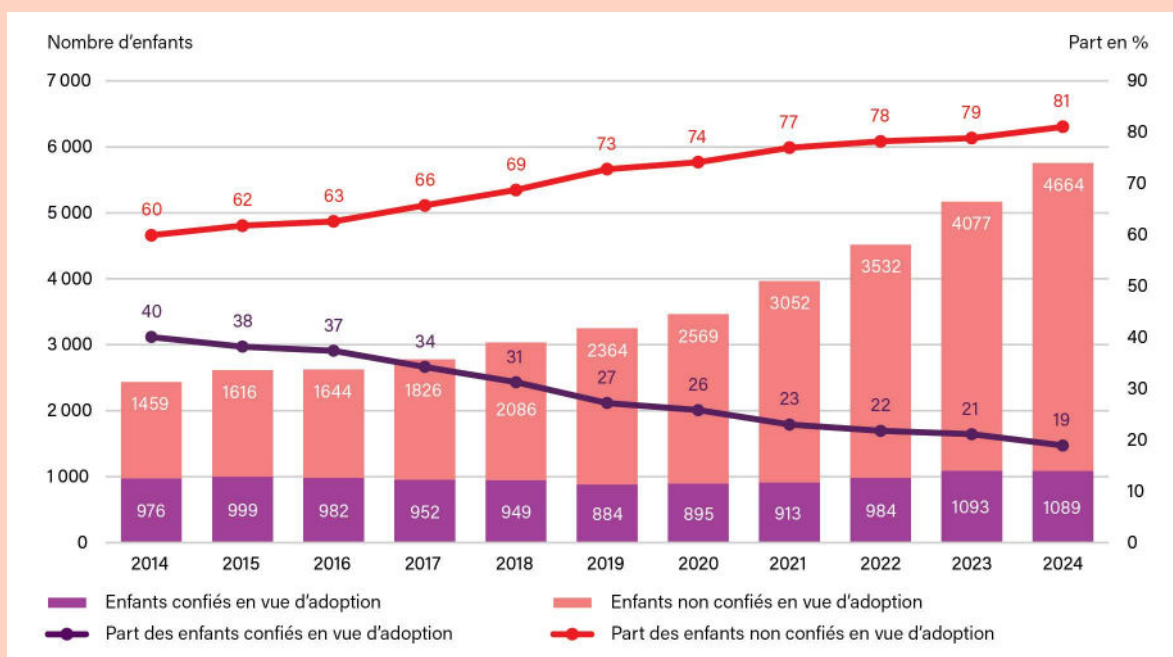
Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Un nombre de pupilles confiés pour adoption qui stagne

Les enfants pupilles de l'État bénéficient d'un projet de vie défini par les instances de tutelles, ce projet pouvant « être une adoption, si tel est l'intérêt de l'enfant » (art. L. 225-1 du CASF).

Au 31 décembre 2024, près de 1 090 enfants pupilles de l'État vivent dans une famille en vue de leur adoption et 4 664 sont accueillis dans une structure de l'ASE dans l'attente de la formalisation d'un projet de vie. Cela ne signifie pas qu'ils ne seront jamais adoptés, mais qu'au moment de l'enquête ils ne faisaient pas l'objet d'un placement en vue d'adoption. La proportion de pupilles de l'État confiés en vue d'adoption diminue régulièrement depuis 2014, passant de 40 % à 19 % de l'ensemble des pupilles de l'État. En valeur absolue le nombre de pupilles confiés en vue d'adoption a peu augmenté en dix ans (+113), contrairement au nombre de pupilles qui ne sont pas confiés en vue d'adoption dont le nombre a été multiplié par plus de trois (+ 3 205) sur la période **1.5**.

1.5 Évolution du nombre de pupilles de l'État confiés et non confiés en vue d'adoption au 31 décembre entre 2014 et 2024



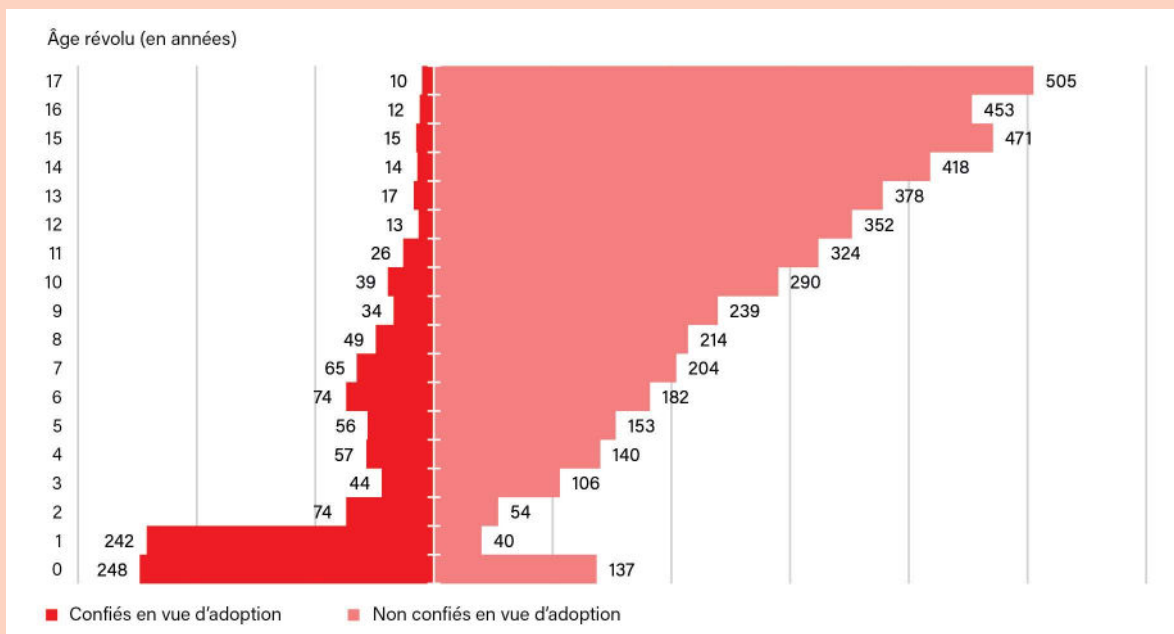
Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre, entre 2014 et 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Le profil des pupilles de l'État est très hétérogène selon que les enfants soient ou non confiés en vue d'adoption **1.6**. Les enfants confiés en vue d'adoption sont âgés en moyenne de 4,6 ans contre 11,7 ans pour ceux qui ne le sont pas.

Les enfants âgés de moins de 3 ans représentent 52 % des enfants vivant dans leur famille adoptive et seulement 5 % des enfants qui ne sont pas confiés en vue d'adoption.

1.6 Répartition par âges des pupilles de l'État confiés et non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024



Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Les conditions d'admission des pupilles de l'État

Au 31 décembre 2024, parmi la totalité des enfants pupilles de l'État, la majorité ont été admis après une déclaration judiciaire de délaissement parental.

L'importance majeure des admissions après décision judiciaire

Au 31 décembre 2024, la majorité des enfants pupilles de l'État l'ont été à la suite d'une décision judiciaire, marquant une tendance de fond observée depuis plusieurs années. Plus des deux tiers (67 %) des admissions relèvent ainsi d'une décision du juge :

- 56 % après une déclaration judiciaire de délaissement parental (art. 381-1 et 381-2 du Code civil);
- 11 % à la suite d'un retrait total de l'autorité parentale.

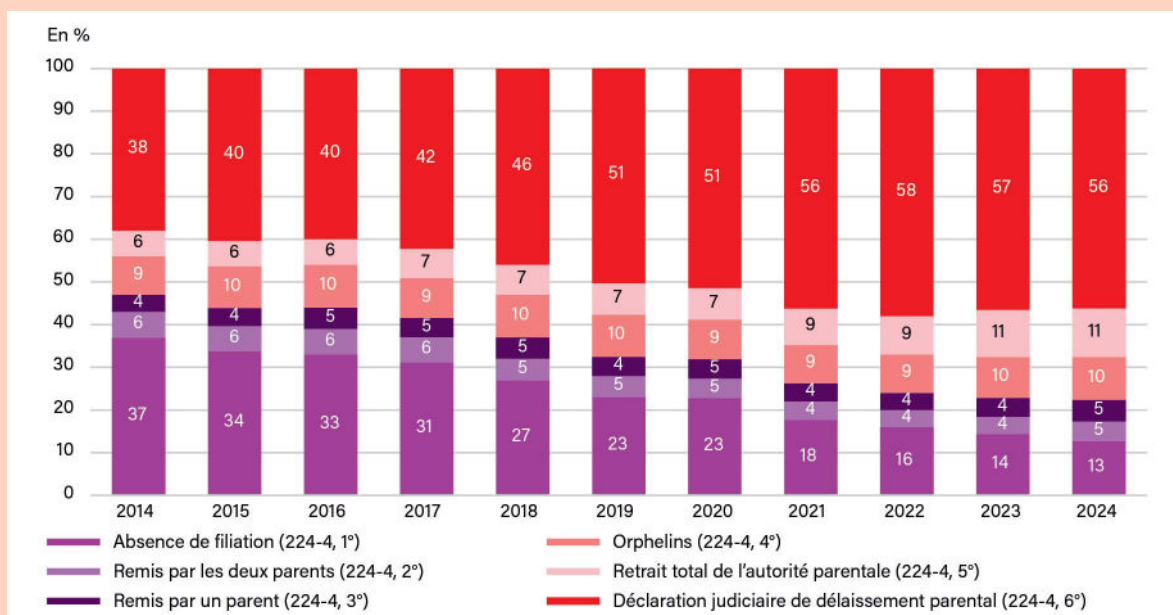
Les admissions faisant suite à une remise volontaire par un ou deux parents sont nettement moins fréquentes. Elles concernent moins d'un quart des enfants pupilles :

- 13 % après un accouchement sous le secret ou en cas de filiation inconnue (art. L. 224-4, 1° du CASF);
- 10 % dans le cadre d'une remise expresse à l'ASE par un ou deux parents (art. L. 224-4, 2° et 3° du CASF).

Un enfant pupille sur 10 est orphelin (art. L. 224-4, 4° du CASF). Le nombre d'enfants ainsi admis, resté stable entre les 31 décembre 2015 et 2017, a fortement progressé depuis, passant de 259 enfants au 31 décembre 2017 à 579 au 31 décembre 2024 (soit +124 %).

Depuis 2014, la part des enfants admis comme pupilles de l'État à la suite d'une décision judiciaire est en augmentation constante, passant de 44 % au 31 décembre 2014 à 67 % au 31 décembre 2024. Inversement, la proportion d'admissions d'enfants sans filiation connue a diminué, passant de 37 % à 13 % sur la même période **2.1**. Entre 2023 et 2024, on observe une légère progression de deux points des remises volontaires de pupilles de l'État.

2.1 Évolution des conditions d'admission des enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre entre 2014 et 2024



Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupilles de l'État au 31 décembre.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

De fortes disparités départementales

Les conditions d'admission des enfants pupilles de l'État varient fortement d'un département à l'autre, révélant une grande hétérogénéité territoriale **2.2**. Au 31 décembre 2024, la proportion des pupilles admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental (DJDP) :

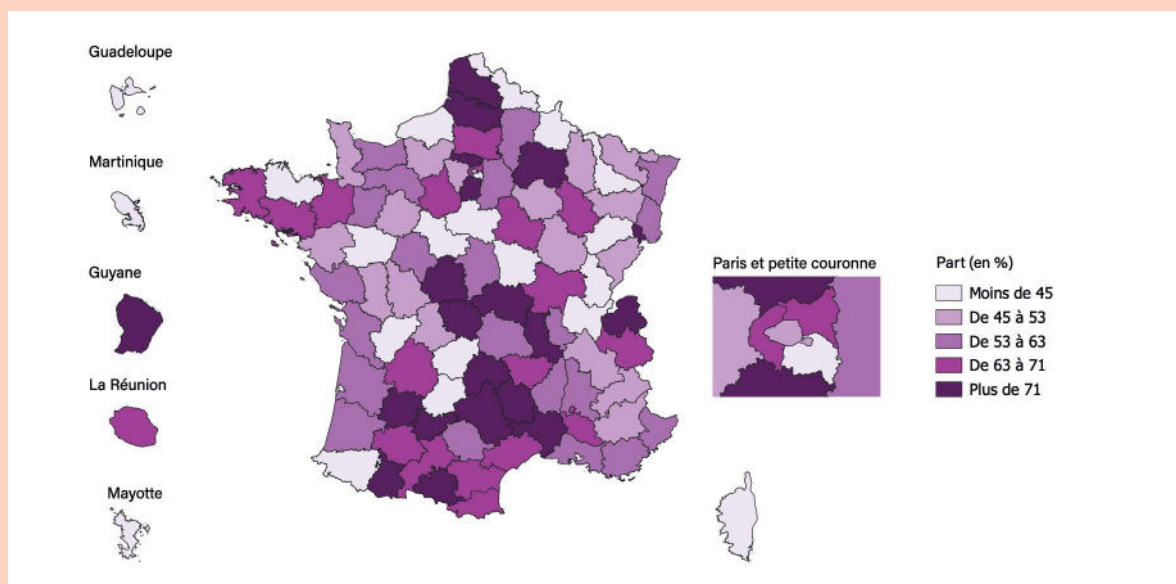
- est inférieure à 45 % dans 1 département sur 5 (parmi ces départements, 5 ne comptent aucun enfant admis selon cette modalité. Pour les deux tiers d'entre eux, ils comptent moins de 50 pupilles.).
- est supérieure à 71 % dans 1 département sur 5 (les trois quarts de ces départements comptent également moins de 50 pupilles).

L'hétérogénéité territoriale est encore plus marquée lorsque l'on considère les enfants admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale. Au 31 décembre 2024, cette modalité d'admission présente des écarts très importants entre les départements **2.3** :

- dans 31 départements, aucun enfant n'a été admis selon ce motif;
- à l'autre extrême, la Meurthe-et-Moselle recense 72 enfants admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale, soit près de la moitié (46 %) de l'ensemble de ses pupilles.

Les départements n'enregistrant aucun enfant admis sur cette base au 31 décembre 2024 sont principalement situés dans des territoires de montagne et/ou peu peuplés, à l'exception notable de trois départements urbains de la petite couronne parisienne : les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. À l'inverse, les départements affichant les proportions les plus élevées d'admissions après retrait de l'autorité parentale sont géographiquement concentrés dans certaines régions : Lorraine, Normandie et Pays de la Loire **2.3**.

2.2 Part des pupilles admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental au 31 décembre 2024 par département

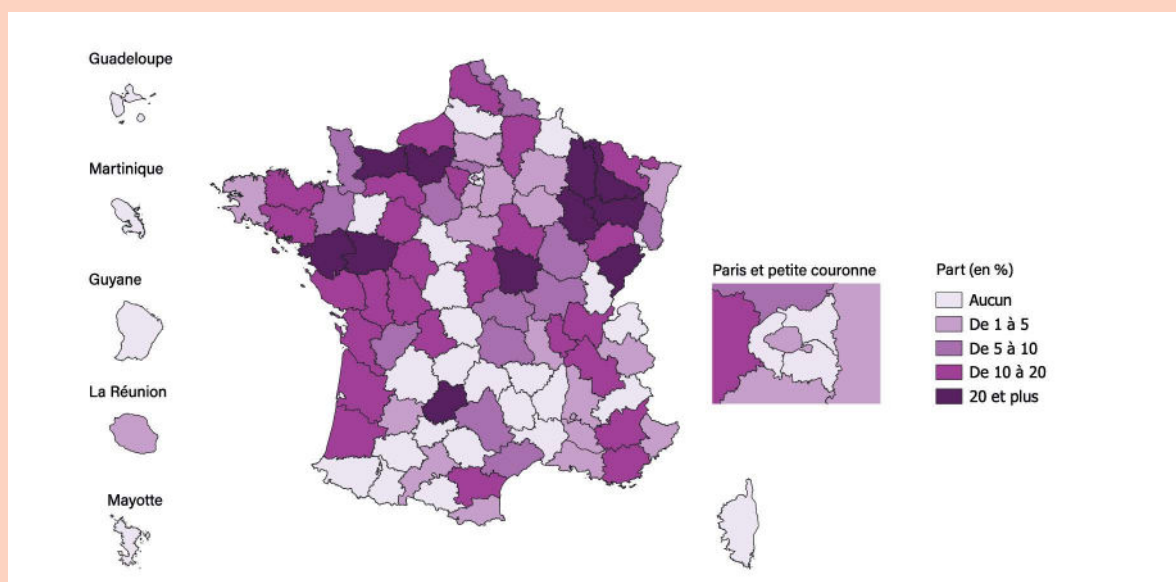


Note • Classes construites selon la méthode des quantiles (discrétisation en cinq classes d'effectifs égaux).

Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

2.3 Part des pupilles admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale au 31 décembre 2024 par département



Note • Classes construites selon la méthode des quantiles (discrétisation en cinq classes d'effectifs égaux).

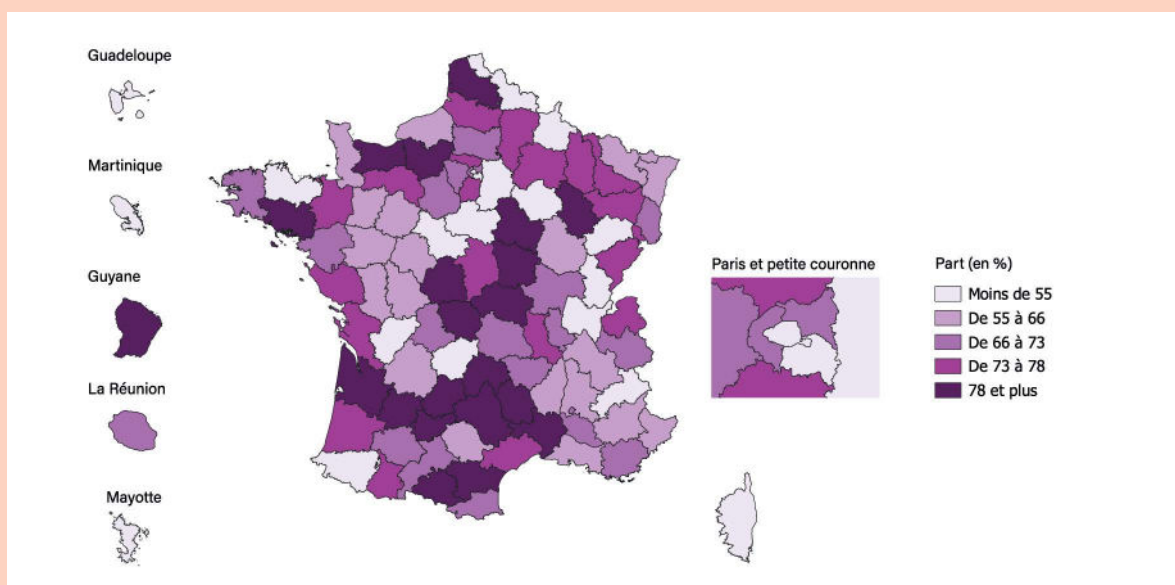
Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2024, la proportion d'enfants admis comme pupilles de l'État à la suite d'une décision judiciaire (DJDP ou retrait total de l'autorité parentale) varie fortement selon les départements **2.4** :

- elle est inférieure à 55 % dans 1 département sur 5 ;
- et est, à l'inverse, supérieure à 78 % dans 1 département sur 5.

2.4 Part des pupilles admis à la suite d'une décision judiciaire au 31 décembre 2024 par département



Note • Classes construites selon la méthode des quantiles (discretisation en cinq classes d'effectifs égaux).

Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2024.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024, ONPE.

LES MOTIFS D'ADMISSION DES ENFANTS DEVENUS PUPILLES AU COURS DE L'ANNÉE 2024

Au cours de l'année 2024, 1935 enfants ont été admis au statut de pupille de l'État, un nombre en augmentation de 7 % par rapport à 2023. Celle-ci s'explique principalement par la hausse significative des admissions à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental (passant de 782 en 2023 à 870 en 2024, soit +11 %) mais également par celle des enfants remis par leur parents (passant de 172 en 2023 à 236 en 2024 soit +37 %).

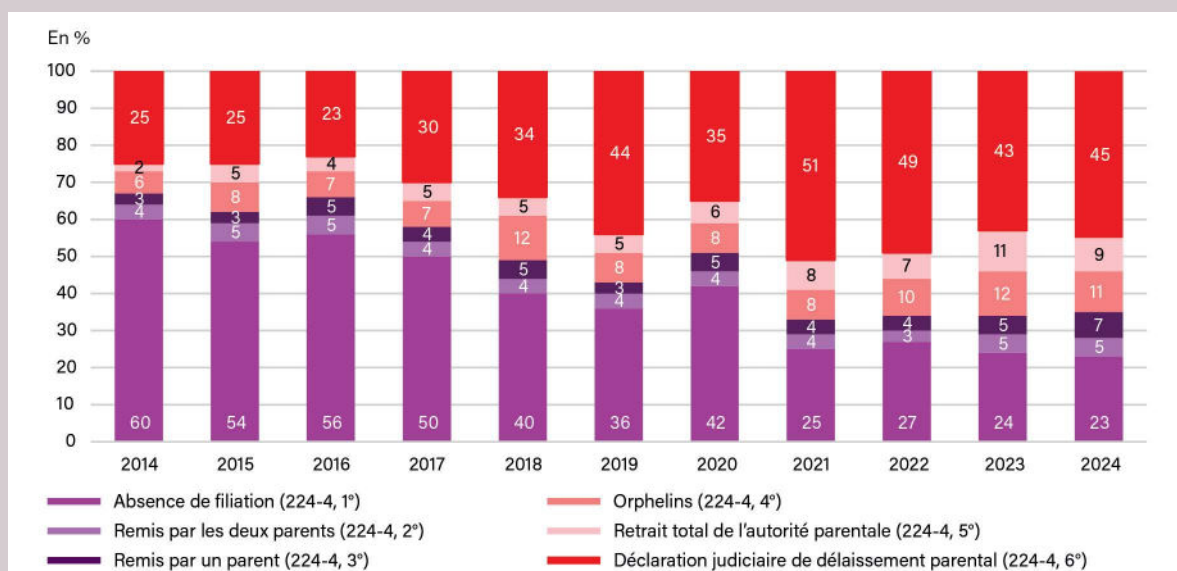
Les admissions à la suite d'un retrait de l'autorité parentale ou d'orphelinage connaissent un recul marqué (respectivement -16 % et -7 %) tandis que celles liées à une absence de filiation sont stables **2.5**.

Au-delà de cette dynamique récente, les données de 2024 s'inscrivent dans des tendances de fond amorcées depuis 2015 :

- diminution de la part d'enfants admis sans filiation (accouchement sous le secret ou filiation inconnue) passant de 60 % à 23 % entre 2014 et 2024 ;
- augmentation de la part des enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental passant de 25 % à 45 % sur la même période ;
- augmentation de la part des enfants admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale passant de 2 % à 9 % sur la même période.

Ces deux dernières évolutions sont vraisemblablement en lien avec le développement de l'activité des services de protection de l'enfance en matière d'adaptation juridique du statut des enfants confiés, et avec une évolution progressive des pratiques judiciaires conduisant à prononcer plus régulièrement un retrait de l'autorité parentale.

2.5 Évolution des admissions annuelles de pupilles de l'État entre 2014 et 2024



Champ - France entière. Pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

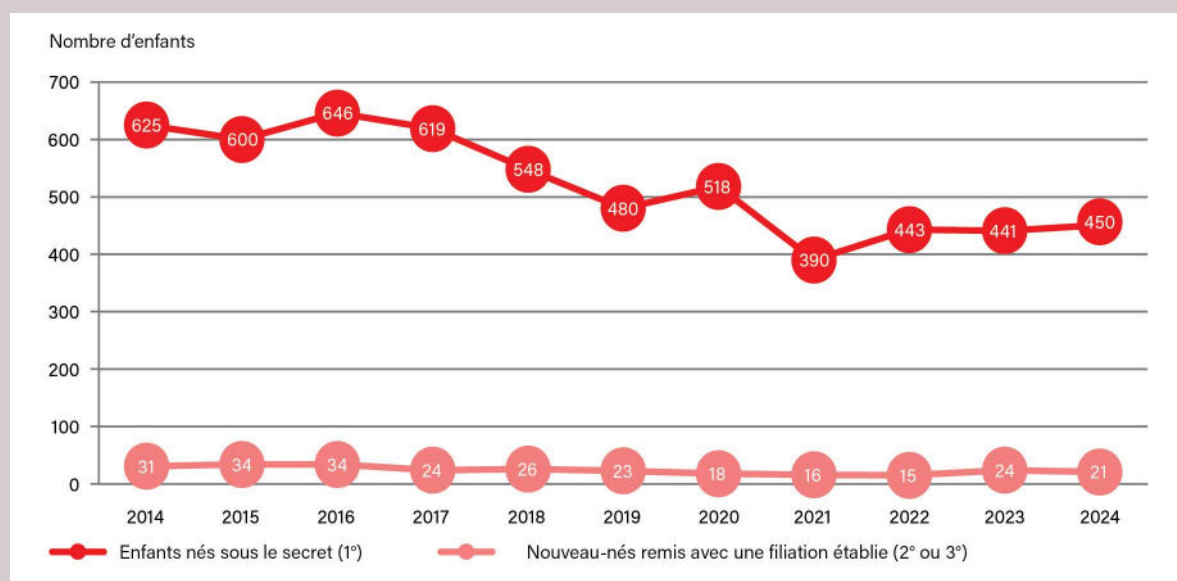
Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Ces variations annuelles permettent d'expliquer le changement du profil des pupilles observé entre le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2024 **2.1**.

NAISSANCES SOUS LE SECRET, ENFANTS TROUVÉS ET « ÉCHECS » D'ADOPTION AU COURS DE L'ANNÉE 2024

En 2024, 450¹ enfants sont nés sous le secret (art. L. 224-4, 1° du CASF), un chiffre en légère hausse par rapport à 2023 **2.6** mais qui s'inscrit dans une tendance à la baisse, amorcée en 2017 (- 30 % depuis cette année). Parmi les 450 enfants nés sous le secret en 2024, 84 ont été restitués à leurs parents de naissance avant le 31 décembre 2024 (soit 19 %).

2.6 Évolution des admissions des enfants nés sous le secret ou remis avec une filiation établie entre 2014 et 2024



Champ • France entière. Pupilles de l'État admis entre 2014 et 2024.

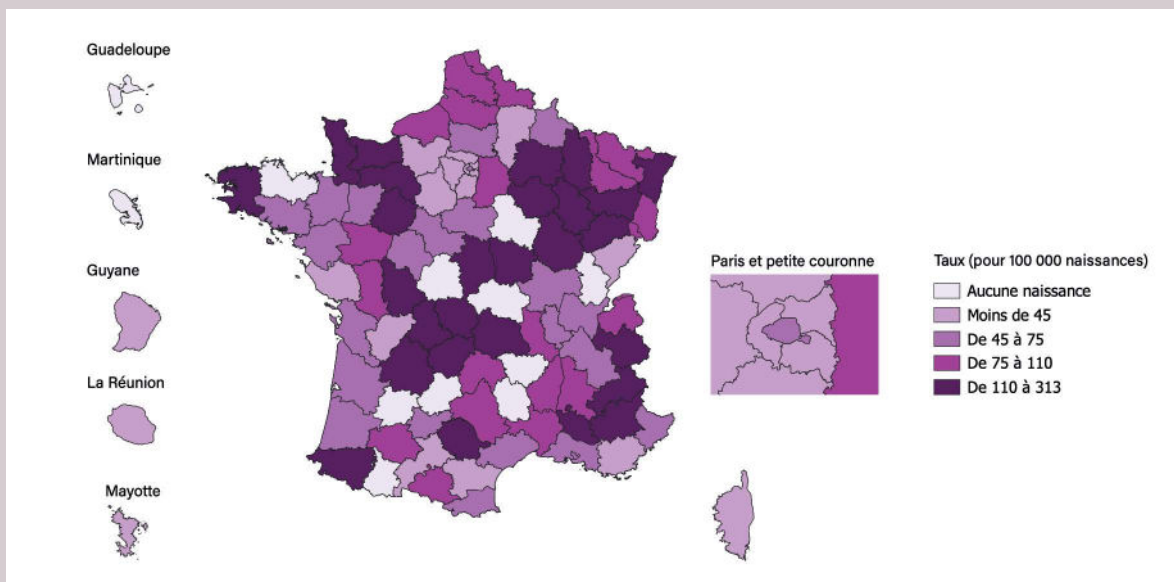
Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Ces 450 naissances représentent un taux de 68 naissances sous le secret pour 100 000 naissances. Si l'on exclut les 12 départements qui n'ont enregistré aucune naissance sous le secret en 2024, les taux varient de 15 pour 100 000 naissances en Guyane à 313 pour 100 000 naissances dans les Alpes-de-Haute-Provence **2.7**.

En 2024, 5 enfants abandonnés dans l'espace public ont été admis comme pupille de l'État, 21 nouveau-nés avec filiation établie ont été remis aux services de l'ASE en vue de leur admission comme pupille de l'État (art. L. 224-4, 2° et 3° du CASF), et enfants ont été admis comme pupilles de l'État en 2024 à la suite d'un échec d'adoption.

1. 459 ont été enregistrés comme étant nés sous le secret, parmi lesquels 450 nés en 2024. Pour 9 enfants l'information n'avait pas été enregistrée avant que les enfants n'aient été admis à titre définitif début 2024.

2.7 Taux de naissances avec demande de secret de l'identité de la mère en 2024 par département



Champ - France entière. Pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Sources - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 ; Insee, état civil, naissances domiciliées 2024.

Le profil des pupilles de l'État

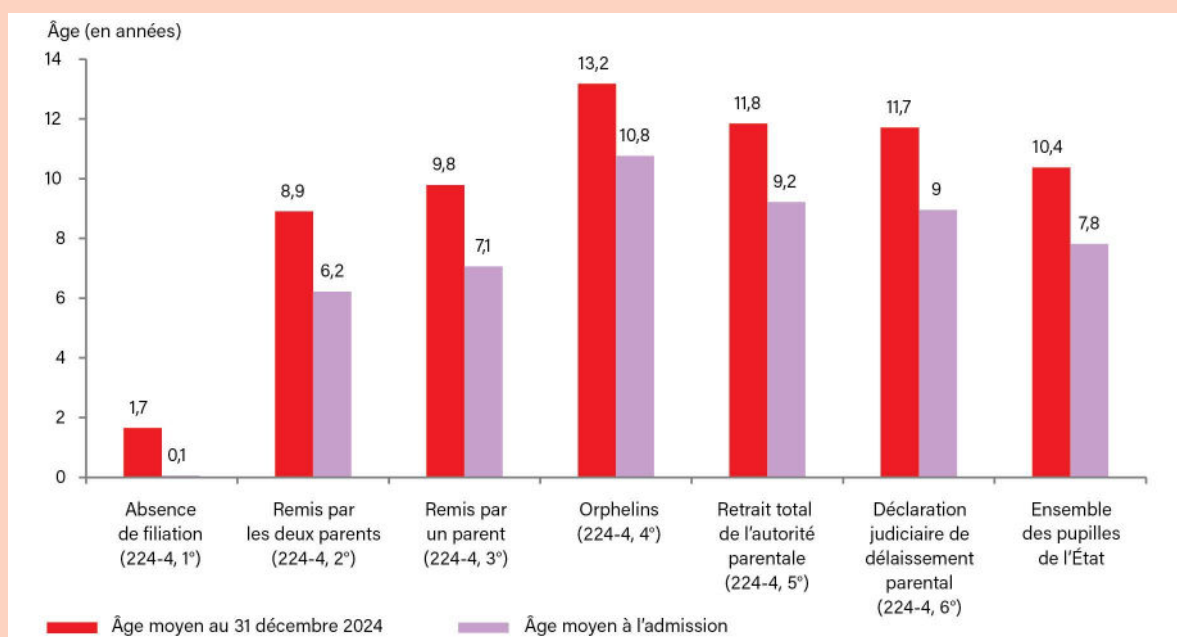
Avec la croissance du nombre de pupilles de l'État et l'évolution des motifs d'admission (fiches 1 et 2), on observe un changement du profil des enfants admis au statut. Les enfants sont admis plus tardivement, avec une proportion croissante d'enfants ayant un parcours antérieur à l'ASE.

Une augmentation de l'âge moyen et de l'âge à l'admission

Au 31 décembre 2024, les pupilles de l'État sont âgés en moyenne de 10,4 ans et ont été admis dans le statut à l'âge de 7,8 ans en moyenne.

L'âge moyen des enfants pupilles de l'État diffère selon leurs conditions d'admission : les enfants sans filiation sont beaucoup plus jeunes, la quasi-totalité d'entre eux étant admis dès leur naissance. À l'opposé, les orphelins et les enfants admis à la suite d'une décision judiciaire (retrait de l'autorité parentale ou déclaration de délaissement parental) sont plus âgés au moment de leur admission, ce qui reflète souvent un parcours de protection au sein du dispositif de l'ASE antérieur à leur admission comme pupille **3.1**.

3.1 Âge moyen des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 et âge à l'admission, selon le mode d'entrée

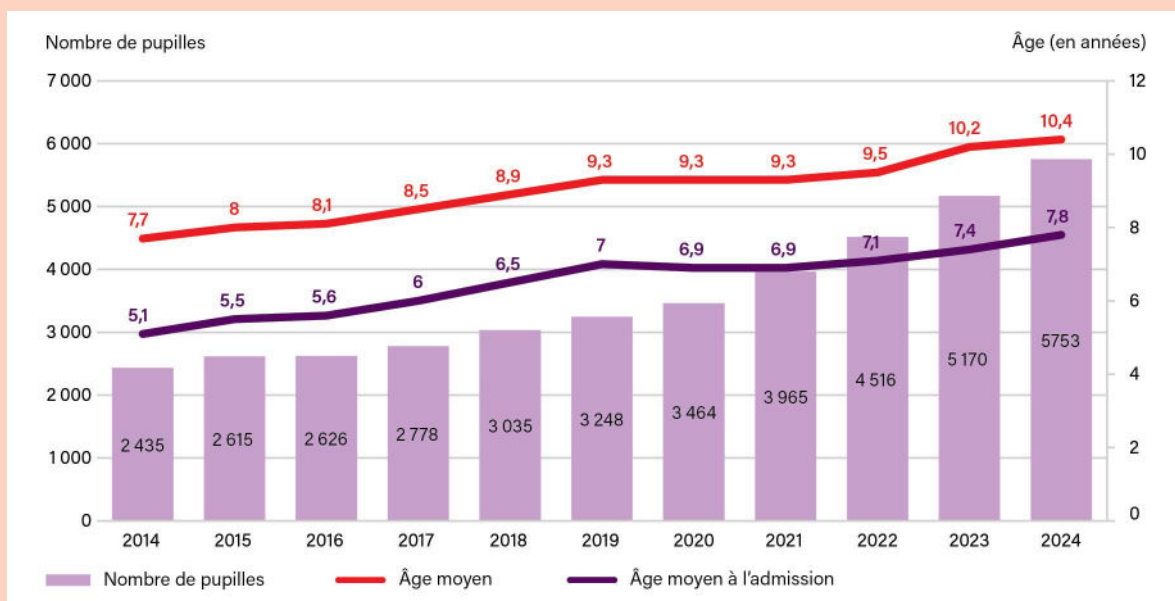


Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Entre 2014 et 2024, l'âge moyen des pupilles de l'État est passé de 7,7 ans à 10,4 ans, tandis que leur âge moyen à l'admission est passé de 5,1 ans à 7,8 ans **3.2**. Cette hausse des moyennes d'âge est à mettre en parallèle avec l'augmentation importante sur cette période du nombre d'enfants admis à la suite d'une décision judiciaire (+371 % pour le retrait de l'autorité parentale et +249 % pour une déclaration judiciaire de délaissement parental) et du nombre d'enfants admis en raison de leur situation d'orphelinage (+159 %).

3.2 Évolution des âges moyens des pupilles de l'État et de leur âge moyen à l'admission entre le 31 décembre 2014 et 2024

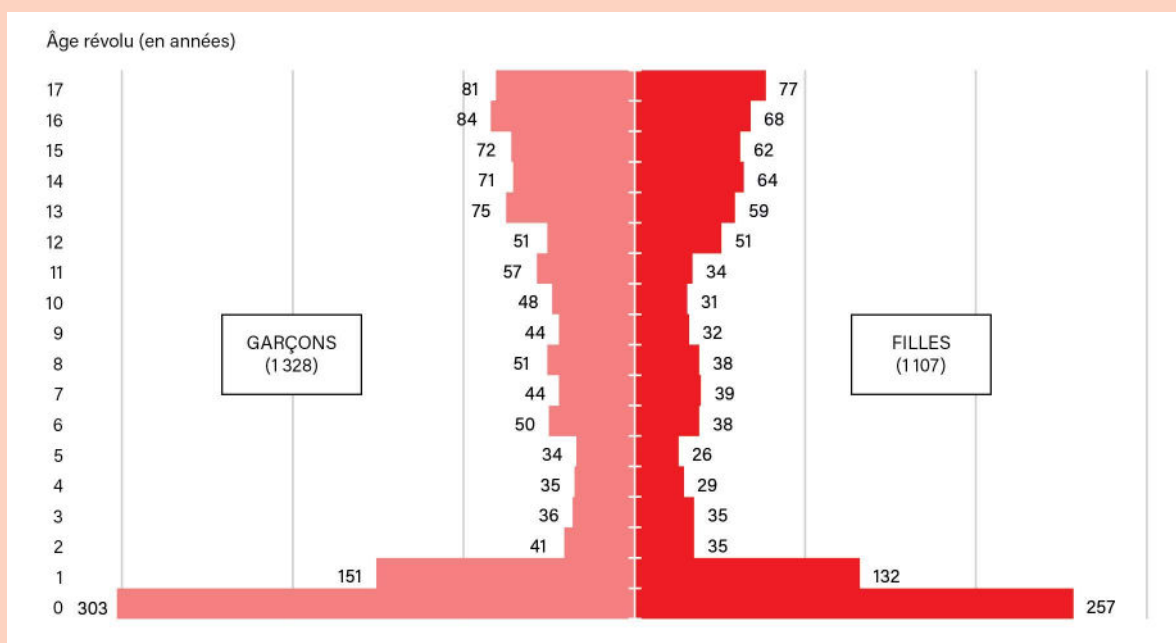


Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre, entre 2014 et 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Ces évolutions contribuent à expliquer la transformation progressive de la pyramide des âges des pupilles de l'État entre 2014 et 2024 **3.3**. La hausse de l'âge moyen à l'admission, corrélée à l'augmentation des admissions d'enfants plus âgés (notamment via des décisions judiciaires ou en cas d'orphelinage), entraîne un vieillissement global de la population des pupilles. La répartition par sexe, en revanche, reste stable dans le temps, avec une part de garçons représentant 53 % des pupilles au 31 décembre 2024.

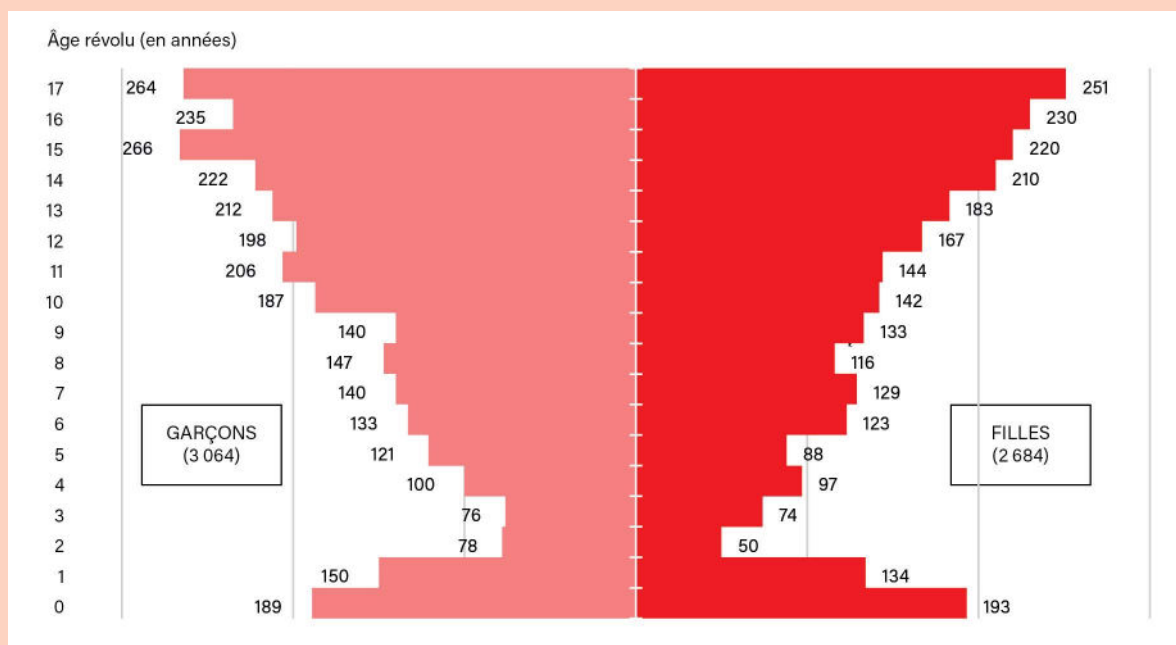
3.3 Répartition par sexe et âge des pupilles de l'État au 31 décembre 2014



Champ ▪ France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2014.

Source ▪ ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2014.

Répartition par sexe et âge des pupilles de l'État au 31 décembre 2024



Note ▪ L'année de naissance est manquante pour 5 enfants qui n'apparaissent donc pas dans ce graphique.

Champ ▪ France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2024.

Source ▪ ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Une hausse des pupilles de l'État ayant connu une prise en charge à l'ASE

Au 31 décembre 2024, avant leur admission comme pupilles de l'État, 85 % des enfants ont connu une prise en charge par les services de l'ASE.

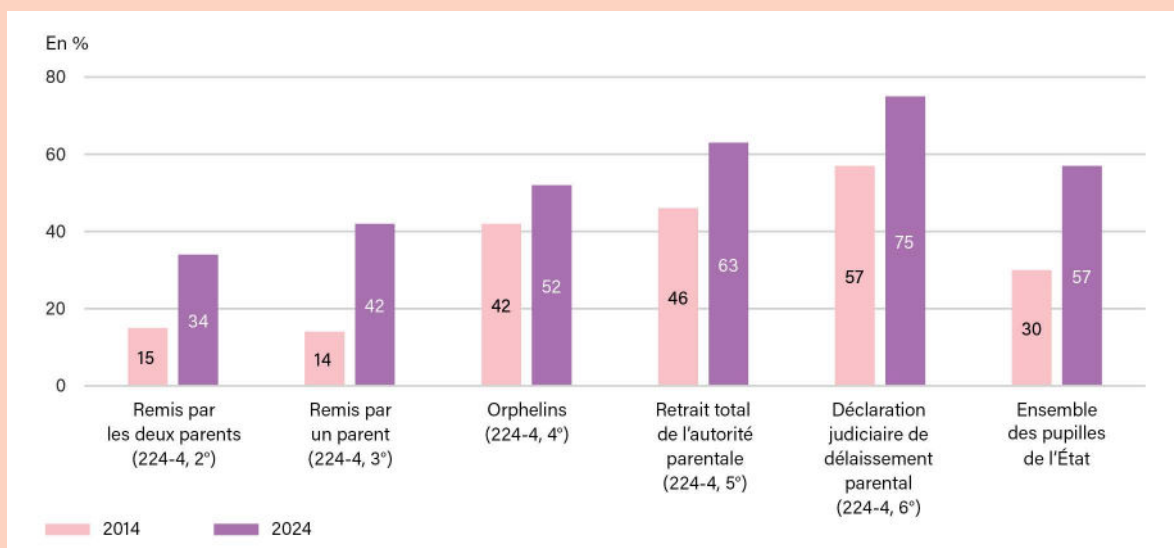
Parmi eux, 1 enfant sur 2 a bénéficié d'une prise en charge d'au moins 5 ans [ANNEXE 2.4](#). La durée moyenne de prise en charge avant admission est de 6 ans pour l'ensemble des pupilles de l'État ayant une prise en charge antérieure. Cette durée moyenne varie de 3,3 ans pour les enfants remis par leurs deux parents à 6,7 ans pour les enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental [ANNEXE 2.8](#).

Entre le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2024, la proportion d'enfants ayant connu une prise en charge par l'ASE avant leur admission au statut de pupille de l'État est passée de 59,5 % à 85 %, tandis que la durée moyenne de celle-ci est passée de 5,3 ans à 6 ans.

La proportion de pupilles ayant eu un parcours à l'ASE de 5 ans et plus varie de 34 % lorsque les enfants ont été admis après une remise par les deux parents à 75 % lorsqu'ils ont été admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental [3.4](#). Cette proportion a fortement augmenté passant de 30 % en 2014 à 57 % en 2024 pour l'ensemble des pupilles de l'État.

Concernant les enfants remis par leurs deux parents (224-4, 2° du CASF) ou par un seul des deux parents (224-4, 3° du CASF), 9 sur 10 ont été préalablement confiés à l'ASE, les parents pouvant solliciter une admission comme pupille de l'État de leur enfant après plusieurs années de placement en protection de l'enfance.

3.4 Part des pupilles de l'État ayant connu une durée de prise en charge à l'ASE de 5 ans et plus, selon les conditions d'admission, en 2014 et 2024



Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2014 et 2024.

Source • ONPE, enquêtes sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2024.

Les enfants orphelins sont les plus âgés [ANNEXE 2.6](#). Ils sont en moyenne âgés de 13 ans au 31 décembre 2024 et ont été admis tardivement dans ce statut, à 10,8 ans en moyenne [ANNEXE 2.7](#).

Par ailleurs, la quasi-totalité (99 %) des enfants admis comme pupilles à la suite d'un orphelinage, d'un retrait de l'autorité parentale ou d'une déclaration judiciaire de délaissement parental ont connu un parcours antérieur en protection de l'enfance.

Pour ces derniers, les durées moyennes de placement sont en augmentation entre 2023 et 2024 passant de 3,5 ans à 4,1 ans pour les orphelins, de 5,2 ans à 5,7 ans pour les enfants admis après un retrait d'autorité parentale et de 6,3 ans à 6,7 ans pour ceux admis après une déclaration judiciaire de délaissement parental.

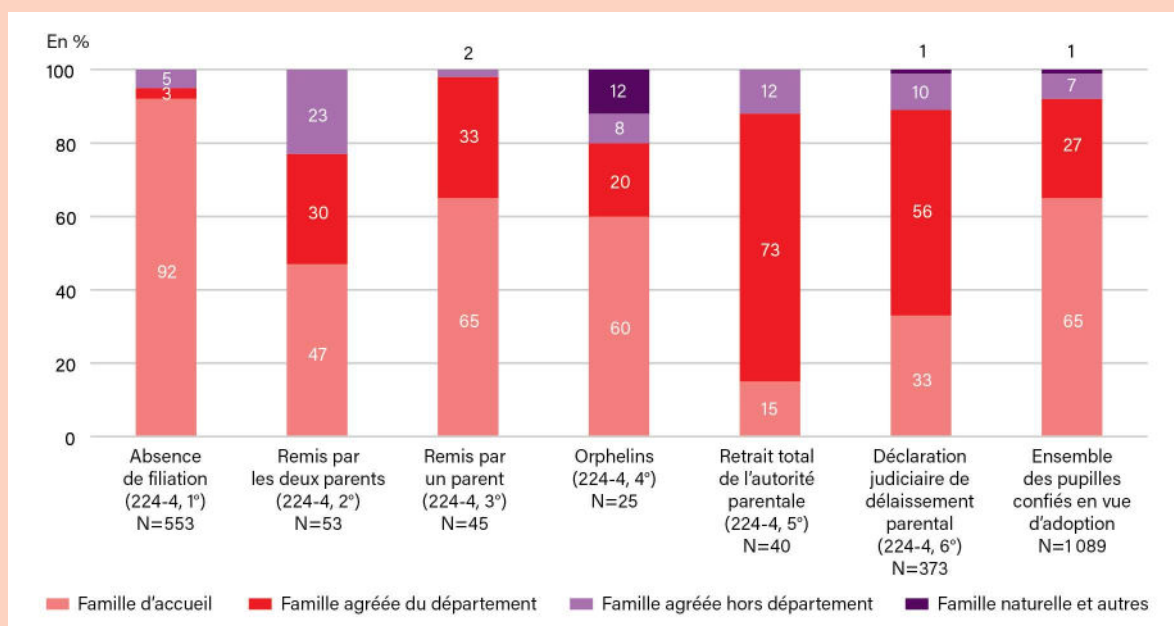
Les pupilles de l'État confiés en vue d'adoption

Les enfants pupilles de l'État bénéficient d'un projet de vie, défini par les instances de tutelles, qui peut « être une adoption, si tel est l'intérêt de l'enfant » (art. L. 225-1 du CASF).

Un enfant pupille sur cinq est confié en vue d'adoption

Au 31 décembre 2024, 19 % des pupilles de l'État (soit 1089 enfants) sont confiés en vue d'adoption. Cette proportion est une photographie au 31 décembre 2024, ce qui signifie que d'autres pupilles seront ultérieurement confiés en vue d'adoption. En termes d'évolution, le nombre d'enfants confiés en vue d'adoption est quasiment le même entre 2023 et 2024, marquant un coup d'arrêt à une augmentation continue observée entre 2019 et 2023. Dans près de 2 cas sur 3, ils sont confiés à une famille agréée du département (65 %), 27 % à une famille d'accueil, 7 % en famille agréée hors département et 1 % en famille naturelle ou en accueil durable et bénévole. Les lieux de placement en vue d'adoption des enfants sont en lien avec leurs conditions d'admission comme pupilles de l'État [4.1](#).

4.1 Modalités de placement en vue d'adoption des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 selon le mode d'admission



Champ • France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Les enfants sans filiation sont, pour 92 % d'entre eux, confiés en vue d'adoption à une famille agréée du département de résidence. Les enfants admis après une déclaration judiciaire de délaissement parental bénéficient le plus souvent d'un projet d'adoption par leur famille d'accueil (56 %) ou par une famille agréée du département (33 %), 10 % étant par ailleurs confiés à une famille agréée dans un autre département. Entre 2023 et 2024, on observe une baisse des placements en vue d'adoption dans les familles d'accueil pour les enfants remis volontairement, les orphelins et les enfants déclarés judiciairement délaissés. En 2024 et pour l'ensemble des enfants confiés en vue d'adoption, la part des familles d'accueil repasse à ce qu'elle était en 2022 **4.2**.

Entre 2014 et 2024, le nombre de pupilles de l'État confiés en vue d'adoption est passé de 976 à 1089, soit une hausse de 12 % **FICHE 3**. Parallèlement, le profil des familles adoptantes a évolué répondant aux changements observés dans celui des pupilles de l'État. Ainsi, la part des pupilles confiés à une famille agréée du département est passée de 81 % à 65 %, tandis que celle des placements en famille d'accueil a progressé de 11 % à 27 % sur la même période **4.2**. Sur la même période, si le nombre de pupilles de l'État confiés en vue d'adoption passe de 976 à 1089 (+12 %), les familles adoptantes changent dans leur structure répondant ainsi au changement qui s'est opéré dans le profil des pupilles de l'État. Ainsi la part des pupilles confiés une famille agréée du département est passée de 81 % à 65 %, tandis que la part des familles d'accueil est passée de 11 % à 27 % sur la même période.

4.2 Évolution des modalités d'accueil des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au 31 décembre entre 2014 et 2024



Champ • France entière. Enfants confiés en vue d'adoption chaque année au 31 décembre.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre.

Des enfants placés en vue d'adoption relativement jeunes

Les enfants placés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 sont relativement jeunes, 4,6 ans en moyenne.

Près de 6 sur 10 ont été admis avant l'âge d'un an et sont très rapidement confiés à une famille en vue de leur adoption [ANNEXE 2.11](#). La proportion des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption et admis avant un an est passée de 73 % fin 2014 à 56 % fin 2024. Cette évolution est à mettre en lien d'une part avec une diminution des admissions d'enfants sans filiation et d'autre part avec l'augmentation du nombre de placements en vue d'adoption d'enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental, qui sont souvent plus âgés.

Par ailleurs, la proportion d'enfants confiés en vue d'adoption ayant eu une prise en charge par l'ASE avant leur admission comme pupille de l'État est en augmentation, passant de 29 % en 2014 à 42 % en 2024. Cette évolution peut également être mise en relation avec la hausse du nombre d'enfants admis à la suite d'une décision judiciaire (déclaration judiciaire de délaissement parental et retrait de l'autorité parentale) et confiés en vue d'adoption, leur proportion passant de 22 % au 31 décembre 2014 à 38 % au 31 décembre 2024 [ANNEXE 2.13](#). S'agissant des enfants admis après une déclaration judiciaire de délaissement parental, ils représentent 34 % des enfants confiés en vue d'adoption fin 2024 (une part un peu moindre qu'en 2023) contre 20 % fin 2014.

La durée moyenne de prise en charge antérieure au titre de l'ASE des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption est de 4,7 ans en 2024, contre 4,3 ans en 2023. Cette durée varie selon les modalités d'accueil de l'enfant en vue d'adoption. Elle est en moyenne de 3,2 ans pour les enfants confiés à une famille agréée dans le département, et passe à 5,8 ans lorsque les enfants vivent dans une famille d'accueil candidate à leur adoption.

LES PLACEMENTS EN VUE D'ADOPTION AU COURS DE L'ANNÉE 2024

Au cours de l'année 2024, 649 enfants ont été confiés à une famille en vue d'adoption, ce qui représente 9 % des enfants ayant eu le statut de pupille de l'État au cours de l'année [ANNEXE 3.9](#).

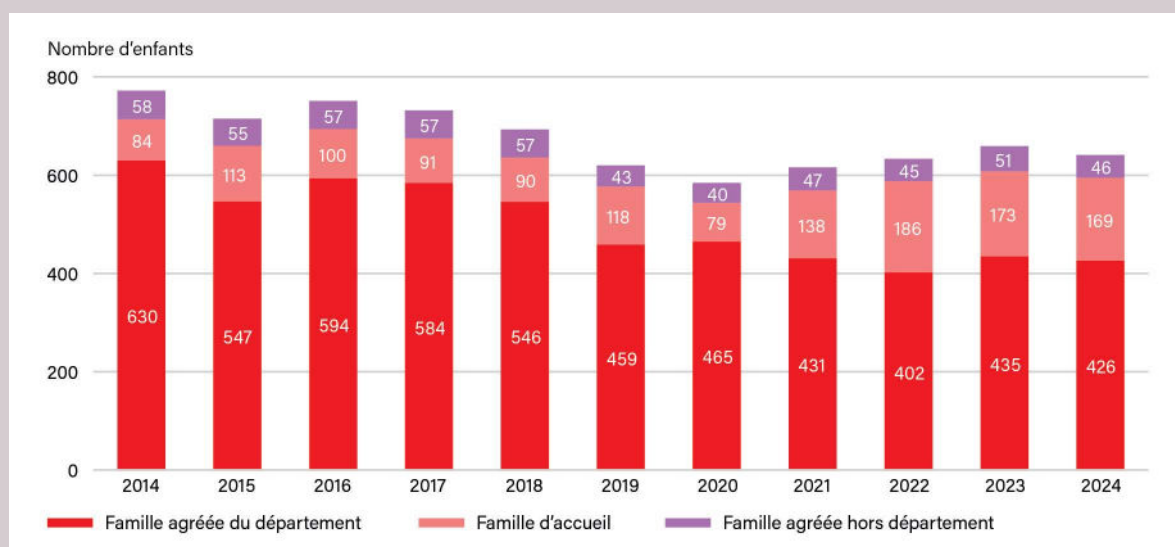
Parmi eux, 51 % sont des garçons [ANNEXE 3.10](#) et 54 % sont âgés de moins d'un an. La quasi-totalité de ces enfants de moins de 1 an ont été admis selon l'article L. 224-4 1° du CASF (enfants sans filiation) à l'âge de quelques jours. La mise en œuvre de leur projet d'adoption est plus rapide que pour des enfants admis à un âge plus élevé.

À l'inverse, peu d'enfants âgés de 10 ans et plus ont été confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2024. Ils représentent proportionnellement près de 8 % de l'ensemble des enfants confiés en vue d'adoption, contre 4 % en 2014. Parmi eux 9 enfants sur 10 ont été admis à la suite d'une décision judiciaire.

En termes d'évolution, le nombre d'enfants confiés en vue adoption en cours d'année connaît une diminution pour la première fois depuis 2020 (-3 % par rapport à 2023) [4.3](#). Cette baisse est probablement à mettre en lien avec la légère diminution des enfants admis sans filiation observée entre 2023 et 2024. Ce sont ainsi 332 enfants sans filiation qui ont été confiés en vue d'adoption au cours de l'année, contre 361 en 2023 (-8 %).

Le nombre d'enfants confiés en vue d'adoption admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental est également en légère diminution (-5 %). Celle-ci peut s'expliquer par une proportion croissante d'enfants ayant des parcours de vie particuliers et pour lesquels le projet de vie le plus adapté n'est pas l'adoption.

4.3 Évolution des modalités de placements en vue d'adoption des pupilles de l'État par millésime, entre 2014 et 2024



Note • Le nombre d'enfants confiés en vue d'adoption à un ou des membres de leur famille naturelle est trop faible pour apparaître graphiquement, leur nombre s'élevant au maximum à 4 entre 2014 et 2024.

Champ • France entière. Placements en vue d'adoption entre 2014 et 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre de chaque année.

Concernant le temps de construction des projets d'adoption, il s'écoule en moyenne 11 mois entre l'admission comme pupille de l'État et le placement en vue d'adoption pour les enfants confiés en vue d'adoption en 2024. Cette durée varie de moins de 5 mois en moyenne pour les enfants admis sans filiation, à 21 mois pour les enfants admis orphelins (17 mois pour ceux admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental).

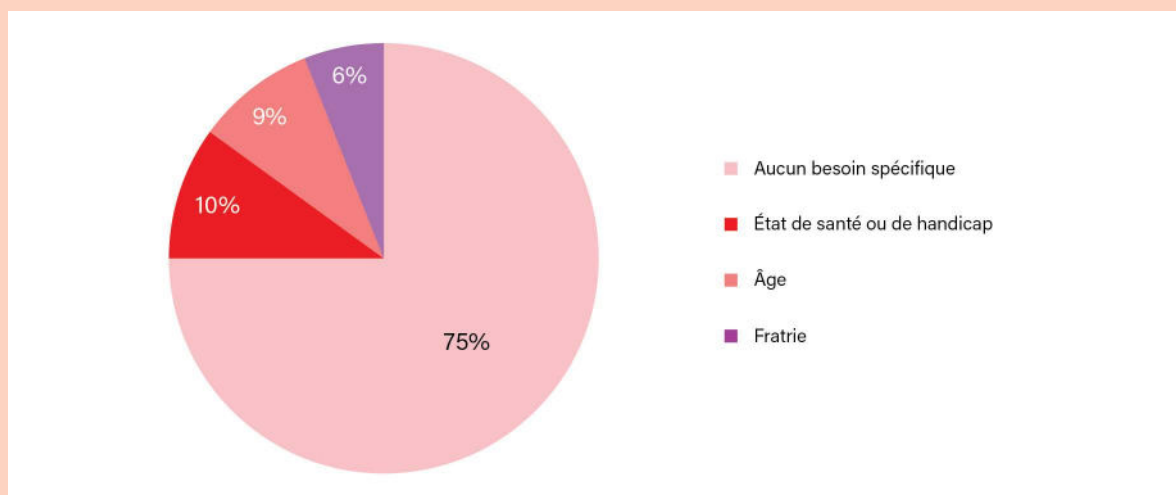
Par ailleurs, pour les enfants confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2024, l'existence de besoins spécifiques allonge la construction de projet d'adoption, qui varie de 8 mois pour les enfants sans besoins spécifiques (problème de santé ou handicap, âge élevé ou fratrie) à 16 mois pour les enfants en fratrie.

En 2024, 76 % des enfants confiés en adoption l'ont été auprès d'une famille agréée du département, contre 82 % en 2014. Cette proportion varie de 21 % pour les enfants admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale (34 % pour ceux admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental) à 93 % pour les enfants admis sans filiation.

165 enfants (26 %) vivent dans une famille d'accueil candidate à leur adoption, ces enfants ayant été admis pour 82 % d'entre eux à la suite d'une décision judiciaire [ANNEXE 3.11](#).

Enfin, un quart des enfants confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2024 ont des besoins spécifiques, une proportion un peu plus élevée qu'en 2023 [4.4](#).

4.4 Existence de besoins spécifique pour les enfants confiés en vue d'adoption en 2024



Champ - France entière. Placements en vue d'adoption en 2024.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

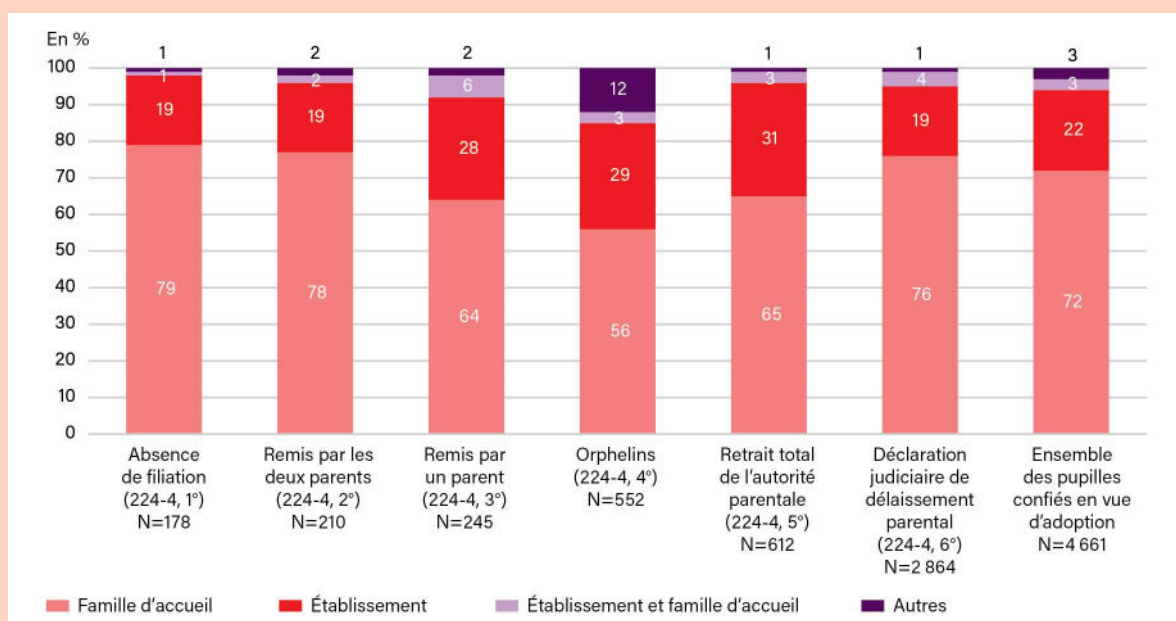
Les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption

Trois pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption sur quatre vivent en famille d'accueil

Au 31 décembre 2024, 81 % des pupilles de l'État (soit 4 664 enfants) ne sont pas confiés en vue d'adoption. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils ne seront jamais adoptés mais qu'au moment de l'enquête ils ne faisaient pas l'objet d'un placement en vue d'adoption. Parmi eux, 72 % vivent en famille d'accueil, 3 % sont en alternance avec un établissement, 22 % sont accueillis en établissement, et 3 % vivent chez des membres de leur famille ou autres, indiquant une légère progression de ces nouvelles modalités. Ces derniers (123 enfants) se répartissent ainsi : 75 pupilles vivent dans leur famille naturelle, 32 en accueil durable et bénévole, 11 en logement autonome et 5 en famille de parrainage) **5.1**.

La répartition des lieux de vie varie selon les modes d'admission. Pour exemple les orphelins vivent pour 59 % d'entre eux en famille d'accueil, 29 % en établissement et 12 % essentiellement en famille naturelle et en accueil durable et bénévole.

5.1 Modalités d'accueil des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 selon le mode d'admission



Champ - France entière. Enfants non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024.

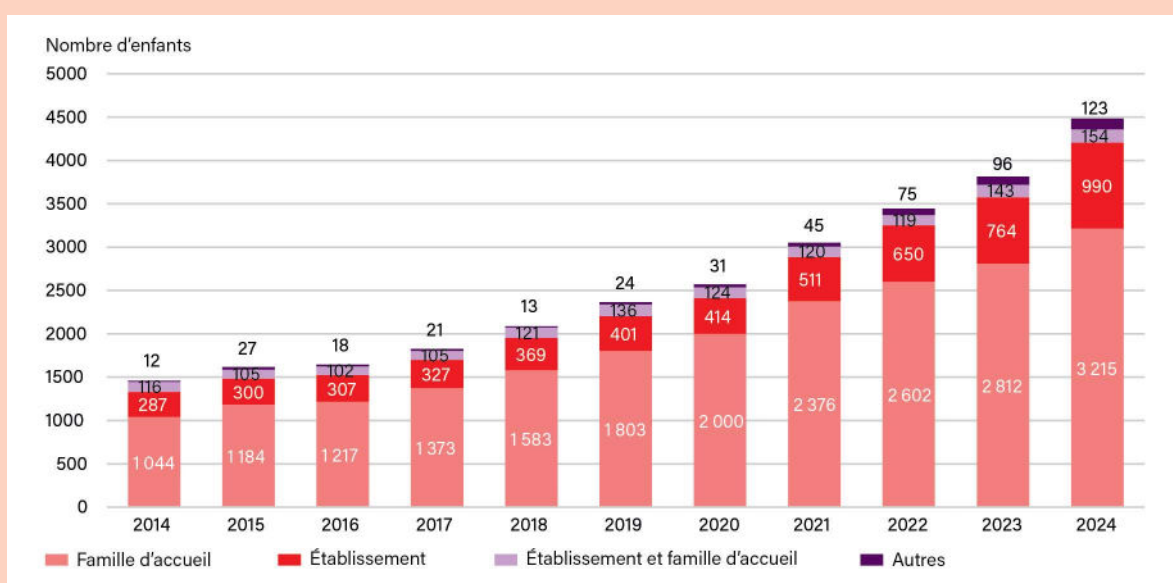
Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

En termes d'évolution, le nombre de pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption passe de 4 077 à 4 664 entre 2023 et 2024 (+14 %).

Parmi eux, on observe :

- Une augmentation importante du nombre de pupilles vivant en famille d'accueil, qui est passé de 1 044 à 3 215 (+208 %) entre 2014 et 2024 **5.2** ;
- Depuis 2016 une augmentation significative des enfants admis après une déclaration judiciaire de délaissement parental (+290 %).

5.2 Évolution des modalités d'accueil des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre entre 2014 et 2024



Note • L'information du lieu de vie n'est pas renseignée pour 182 enfants.

Champ • France entière. Enfants non confiés en vue d'adoption.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre.

Le profil des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption

Les pupilles de l'État qui ne sont pas confiés en vue d'adoption sont, en moyenne, âgés de 11,7 ans **ANNEXE 2.10**. Leur âge moyen d'admission s'élève à 9 ans, en légère augmentation par rapport à 2023 (8,7 ans). Cette évolution est en lien avec l'augmentation du nombre d'enfants admis à la suite d'une décision judiciaire souvent plus tardive dans le parcours de l'enfant.

Parmi eux, 95 % ont eu une prise en charge par les services de protection de l'enfance avant leur admission et 72 % d'entre eux étaient déjà accueillis en famille d'accueil, lieu de vie qui reste généralement inchangé après l'admission.

Il est à noter que parmi ces enfants **ANNEXE 2.15**, 3 % ont moins d'un an. Ce sont en majorité des enfants admis dans les deux derniers mois de l'année 2024 et pour lesquels un projet d'adoption est en cours d'élaboration (61 %), mais aussi des enfants admis à titre provisoire² (26 %).

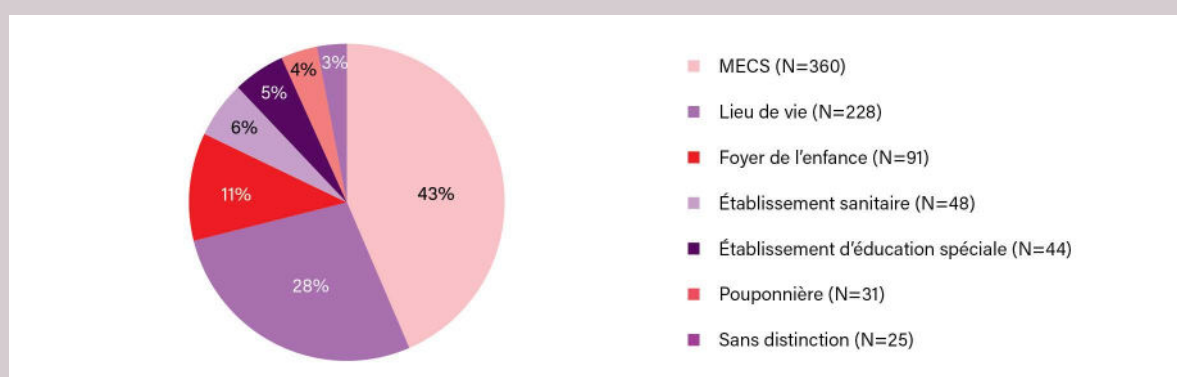
S'agissant des pupilles de l'État admis sans filiation et non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024, 51 % ont un projet d'adoption en cours de préparation, 24 % ont été admis dans les deux derniers mois de l'année 2024 et n'ont encore qu'un statut de pupille provisoire. Enfin, 18 % n'ont pas de projet d'adoption formalisé en raison de besoins spécifiques liés à leur état de santé **ANNEXE 2.18**.

2. L'enfant est déclaré pupille de l'État à titre provisoire pendant 2 mois si l'enfant est orphelin, sans filiation ou remis par les deux parents et pendant 6 mois s'il est remis par un seul des deux parents. Ce délai permet notamment d'établir un lien de filiation permettant la reprise de l'enfant par ses parents ou la mise en place d'une tutelle de droit commun.

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL DES PUPILLES DE L'ÉTAT NON CONFIÉS EN VUE D'ADOPTION

L'enquête permet de préciser le type d'établissement accueillant les pupilles de l'État. Ainsi, parmi les enfants vivant en établissement (qui représentent 22 % des enfants pupilles non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024), 43 % vivent en maison d'enfants à caractère social (MECS), 28 % en lieu de vie, 11 % en foyer de l'enfance, 6 % en établissement d'éducation spécial, 6 % en établissement sanitaire et 4 % en pouponnière **5.3**.

5.3 Types d'établissements accueillant les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024

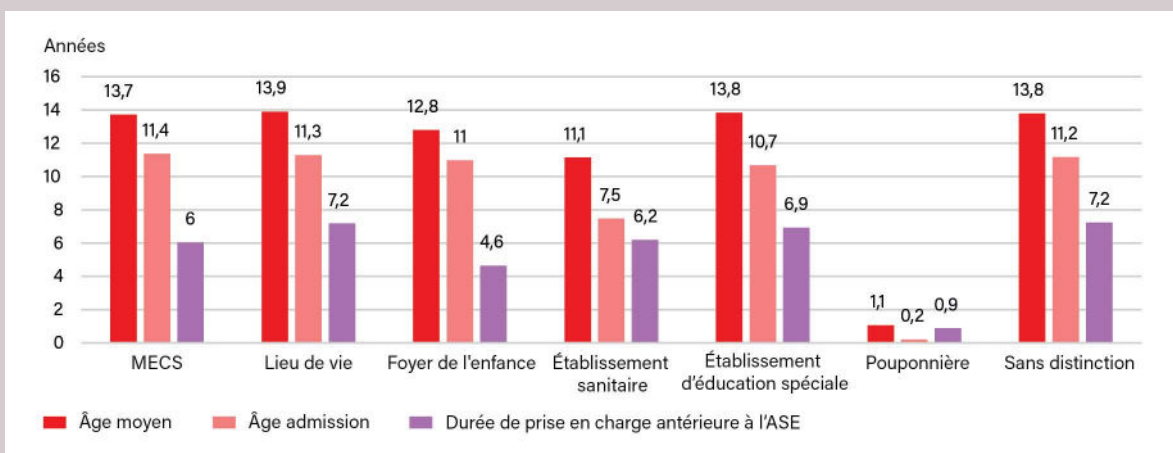


Champ • France entière. Enfants non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Les pupilles vivant en MECS sont âgés en moyenne de 13,6 ans (13,7 ans en 2023). Ils ont été admis à 11,1 ans en moyenne (11,4 ans en 2023) après une prise en charge à l'ASE d'une durée moyenne de 6,4 années (6 ans en 2023) **5.4**. Les pupilles vivant dans les lieux de vie ont un profil sensiblement identique. Ils sont âgés en moyenne de 14,2 ans et ont été admis comme pupilles à 11,3 ans en moyenne. Ils se distinguent néanmoins par une durée de prise en charge antérieure à l'ASE plus longue (6,8 ans) et ils sont plus souvent admis après une déclaration judiciaire de délaissement parental (7 fois sur 10 contre 5 fois sur 10 pour les pupilles vivant en MECS).

5.4 Caractéristiques des enfants accueillis selon le type d'établissement au 31 décembre 2024



Lecture • Les pupilles accueillis en MECS sont âgés en moyenne de 13,7 ans. Ils ont été admis au statut, en moyenne, à l'âge de 11,4 ans après 6 années de prise en charge à l'ASE.

Champ • France entière. Pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024.

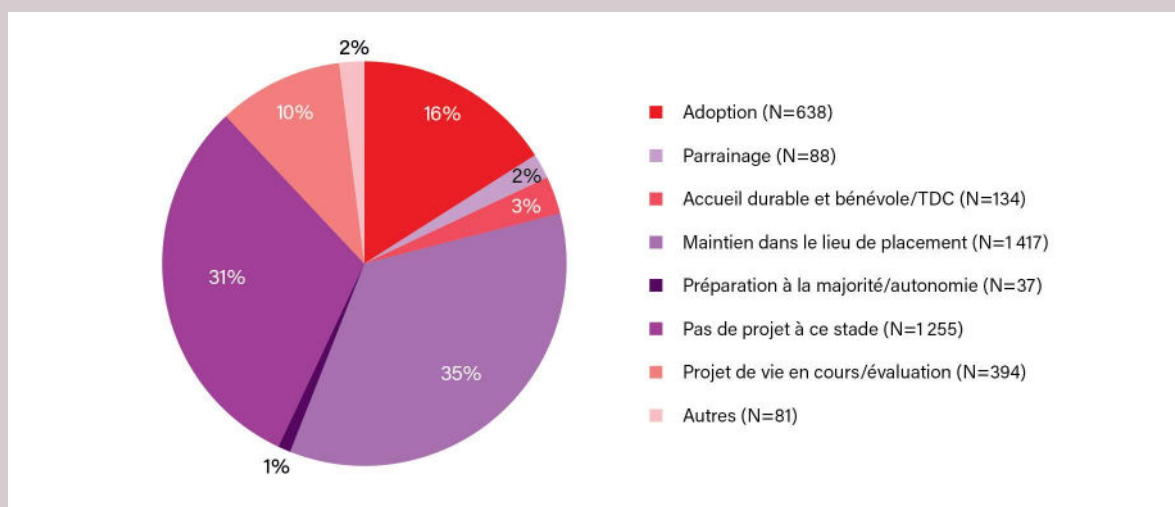
Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

LES PROJETS DE VIE DES ENFANTS NON CONFIÉS EN VUE D'ADOPTION

Selon l'article L 225-1 du CASF, les enfants pupilles de l'État doivent faire l'objet, dans les meilleurs délais, d'un projet de vie qui peut être une adoption si cela répond à l'intérêt de l'enfant. Depuis 2022, l'enquête ONPE sur la situation des pupilles de l'État interroge l'existence d'un projet de vie pour les enfants non confiés en vue d'adoption, à l'instant t que constitue le 31 décembre de chaque année. Pour l'année 2024 la donnée est disponible pour 4 060 enfants, soit 87 % de l'effectif des pupilles non confiés en vue d'adoption.

Pour 16 % de ces 4 060 enfants, l'élaboration d'un projet d'adoption est en cours, 2 % bénéficient d'un parrainage, 3 % d'un accueil durable et bénévole, 35 % d'un maintien dans leur lieu de placement, 31 % n'ont pas de projet de vie défini à ce stade et pour 10 % le projet de vie est en cours d'évaluation. **5.5** Par ailleurs, pour les 3 % restant (soit 97 enfants) un « autre type de projet » est envisagé : pour certains sont mis en avant un refus de l'enfant d'être adopté, le maintien des liens avec la famille biologique, etc. Il est à noter que pour cet ensemble « autres », 60 % sont des enfants à besoins spécifiques.

5.5 Répartition des projets de vie des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024



Note • « Placement dans un institut médico-éducatif » compte 16 enfants, un effectif faible pour apparaître graphiquement (0 %).

Champ • France entière. Pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024.

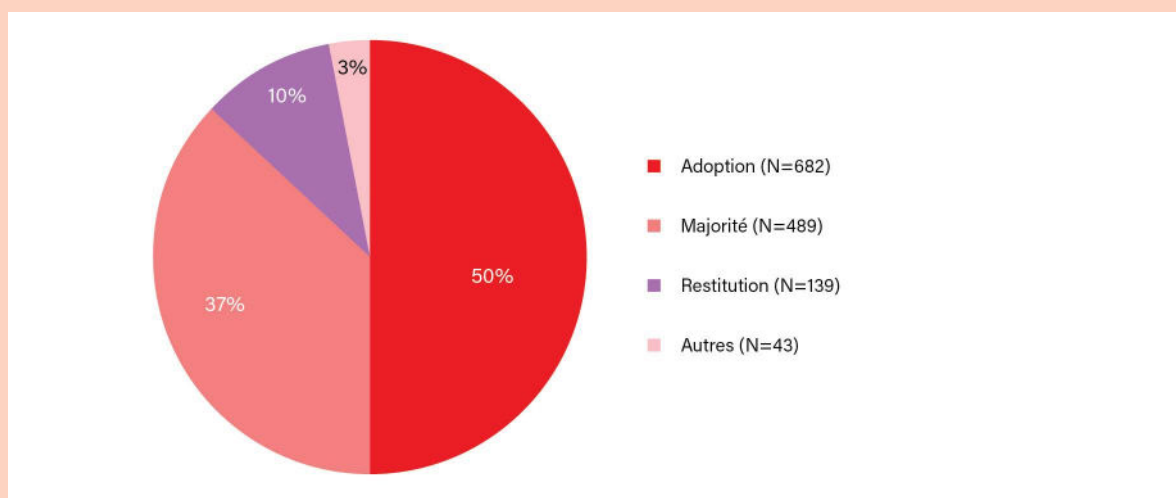
Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Les pupilles de l'État sortis du statut

Des sorties principalement par l'adoption et l'accès à la majorité

Au cours de l'année 2024, 1333 enfants ont quitté le statut de pupille de l'État, un nombre en hausse de 15 % par rapport à 2023 : 50 % ont fait l'objet d'un jugement d'adoption, 37 % sont devenus majeurs et 10 % ont été restitués à leurs parents, la plupart dans le délai légal de 2 ou 6 mois (111 sur 119 restitutions au total) [6.1](#). Les 3 % restant correspondent à 43 enfants qui se répartissant comme suit : 30 changements de statut (dont 17 tutelles familiales), 5 transferts de pupille dans un autre département et 8 décès [ANNEXE 3.7](#).

6.1 Motifs de sortie du statut de pupille de l'État en 2024



Champ • France entière. Pupilles de l'État ayant quitté le statut en 2024.

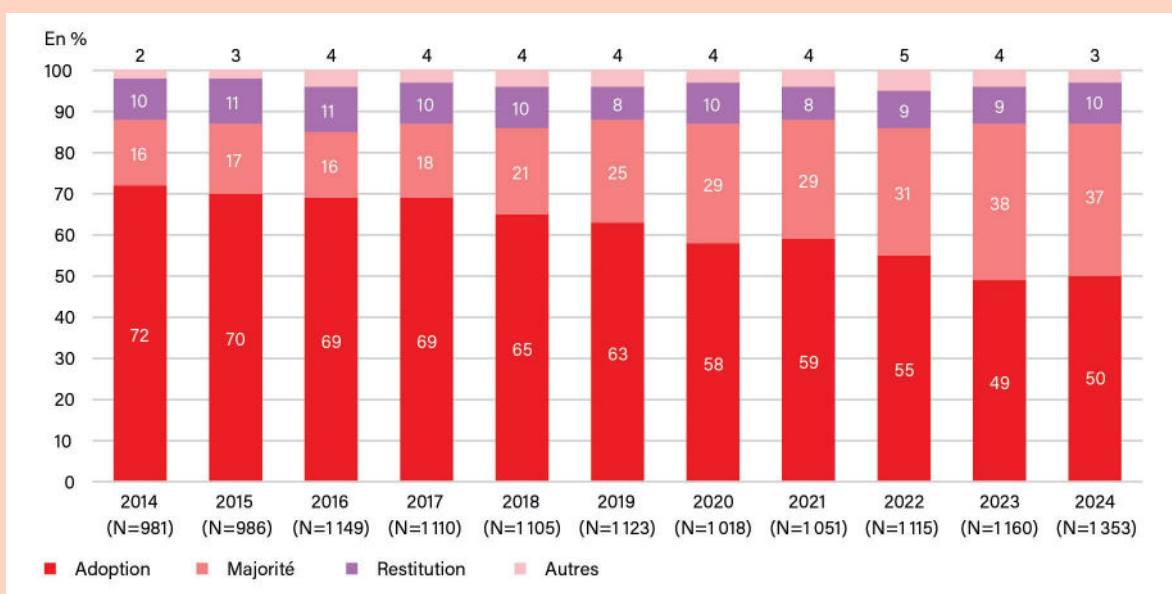
Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024

Le nombre de pupilles de l'État ayant quitté le statut au cours de l'année 2024 à la suite d'un jugement d'adoption augmente de 20 % par rapport à 2023 (passant de 567 à 682). Cette évolution marque une rupture dans la tendance à la baisse observée depuis 2016. Ce changement s'explique par l'augmentation des admissions d'enfants sans filiation observée en 2023 et dont les projets d'adoption ont abouti en 2024 : le nombre d'adoptions d'enfants sans filiation augmente de 15 % par rapport à 2023 (passant de 314 à 361). D'autre part, le nombre d'adoptions d'enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental est notable en 2024. Il augmente de 33 %, passant de 177 en 2023 à 236. À noter que le nombre d'adoptions simples représente près de 4 % des adoptions, une proportion stable depuis 2021.

Concernant les pupilles de l'État quittant le statut à la majorité, leur nombre a augmenté de 10 % par rapport à 2023 (passant de 444 à 488). Cette situation confirme une tendance à l'augmentation observée depuis 2014, puisque la proportion des pupilles quittant le statut par la majorité est passée de 16 % de l'ensemble des sorties à cette date à 37 % en 2024 **6.2**. Une telle évolution est à mettre en lien d'une part avec l'évolution du profil des pupilles de l'État et d'autre part avec la tendance à la diminution des sorties par adoption depuis 2016.

En outre, on observe une légère augmentation du nombre d'enfants restitués qui passe de 104 à 119, mais la proportion reste identique en 2024 à celle de 2023 (9 %).

6.2 Évolution des motifs de sortie du statut de pupille de l'État entre 2014 et 2024



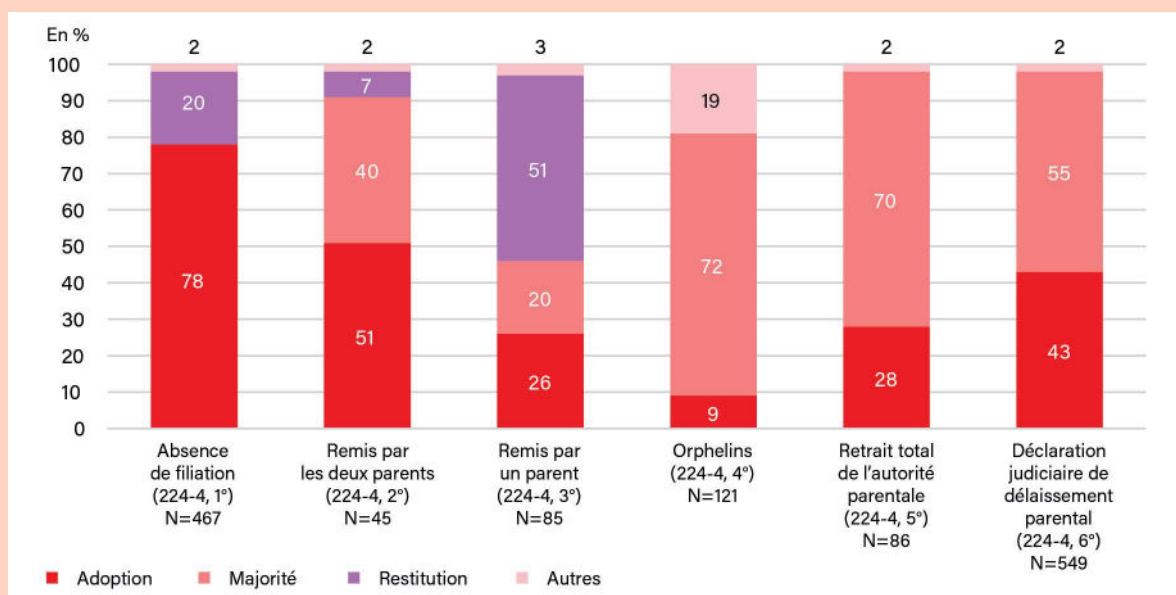
Champ • France entière. Pupilles de l'État ayant quitté le statut entre 2014 et 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre de chaque année.

Des sorties différenciées selon les conditions d'admission

Les motifs de sortie du statut de pupille de l'État sont fortement liés à la condition d'admission **6.3**. Ainsi le jugement d'adoption est le principal motif de sortie pour les enfants sans filiation (82 %), et pour les enfants remis par leurs deux parents (51 %) ou remis par un parent (26 %). À l'opposé, seuls 9 % des enfants orphelins quittent le statut par jugement d'adoption. Quant aux enfants dont l'admission fait suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental ou à un retrait de l'autorité parentale, ils sortent par l'adoption respectivement pour 43 % et 28 %.

6.3 Motifs de sortie du statut de pupille de l'État en 2024 selon les conditions d'admission



Champ - France entière. Pupilles de l'État ayant quitté le statut en 2024.

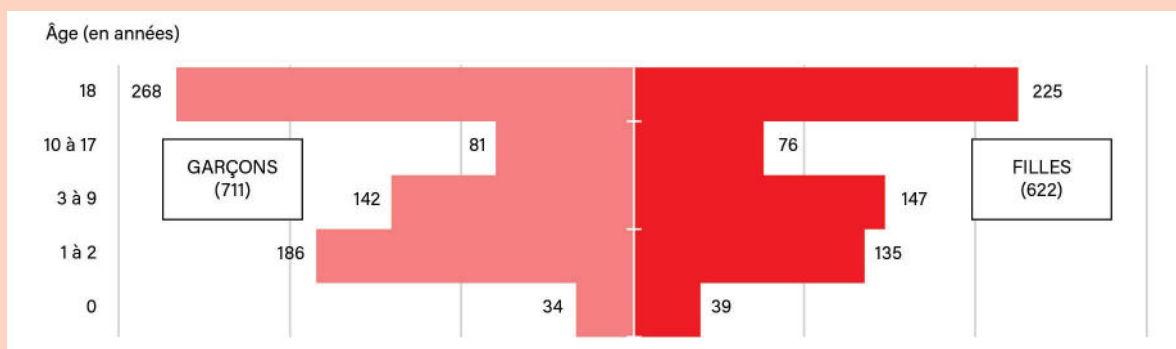
Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Ainsi, les enfants admis au statut de pupilles de l'État quittent principalement le statut à deux moments essentiels [6.4](#), soit avant l'âge de 3 ans (30 % des sorties), soit au moment de leur majorité (pour plus de 37 % d'entre eux).

Pour les pupilles de l'État âgés de moins de 3 ans, la sortie du statut a deux causes principales : un jugement d'adoption a été prononcé dans 78 % des situations, tandis que près de 20 % des enfants ont réintégré leur famille avant le délai légal de rétractation de 2 ou 6 mois, selon le cas [ANNEXE 3.7](#).

Par ailleurs, les garçons représentent 53 % des pupilles ayant quitté le statut de pupille en 2024.

6.4 Répartition par sexe et âge des sortants du statut de pupilles de l'État en 2024



Note - Sexe inconnu pour 20 enfants non inclus dans le tableau.

Champ - France entière. Pupilles de l'État ayant quitté le statut en 2024.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Au cours de l'année 2024, 167 sorties concernent des enfants admis durant cette même année, ce qui représente près de 13 % de l'ensemble des sorties observées **ANNEXE 3.8**. Ces sorties concernent en premier lieu des enfants qui ont été restitués à leurs familles (63 %).

Des motifs de sorties qui varient selon l'âge à l'admission

Les enfants qui ont quitté le statut de pupille de l'État en 2024 ont été admis à 7 ans en moyenne. Les enfants restitués dans les conditions prévues par la loi étaient en moyenne âgés de 3 ans au moment de leur admission (contre 1 an en 2023), ayant presque tous été admis en 2024 ou en fin d'année 2023. À l'inverse, les enfants quittant le statut de pupille de l'État en raison de leur majorité étaient déjà âgés lors de leur admission puisqu'ils avaient plus de 14 ans en moyenne. Ceux-ci sont donc restés pupilles de l'État durant 4 ans en moyenne, après une prise en charge à l'ASE d'environ 8,1 ans. Par ailleurs, 44 jeunes ont été admis comme pupilles de l'État quelques mois avant leur majorité tandis que 3 sont restés dans le statut de pupille de leur naissance jusqu'à leur majorité (tous présentant des besoins spécifiques de santé ou liés à un handicap).

Concernant les pupilles de l'État quittant le statut par la majorité, 78 % d'entre eux se sont vu accorder une aide jeune majeur (art. L. 222-2 et L. 222-5 du CASF) par les conseils départementaux.

Les enfants pour lesquels un jugement d'adoption a été prononcé en 2024 ont été admis en moyenne à l'âge de 2,5 ans (contre 2,3 ans en 2023) lorsqu'il s'agit d'adoption plénière et 4,5 ans lorsqu'il s'agit d'adoption simple. Pour ces enfants, le délai moyen était de 10,7 mois avant que le conseil de famille ne décide d'un placement en vue d'adoption, contre 9,9 mois pour les enfants adoptés en 2023. Cependant, 48 % des décisions de placement ont eu lieu entre le deuxième et le cinquième mois après l'admission au statut.

Les enfants ayant quitté le statut par l'adoption ont bénéficié du statut de pupille de l'État pendant une durée moyenne de 26 mois. Cette durée, qui correspond au temps entre le procès-verbal d'admission et le jugement d'adoption, se situe dans une fourchette allant de 6 mois à 8 années (dans un cas d'adoption par la famille d'accueil) selon les départements.

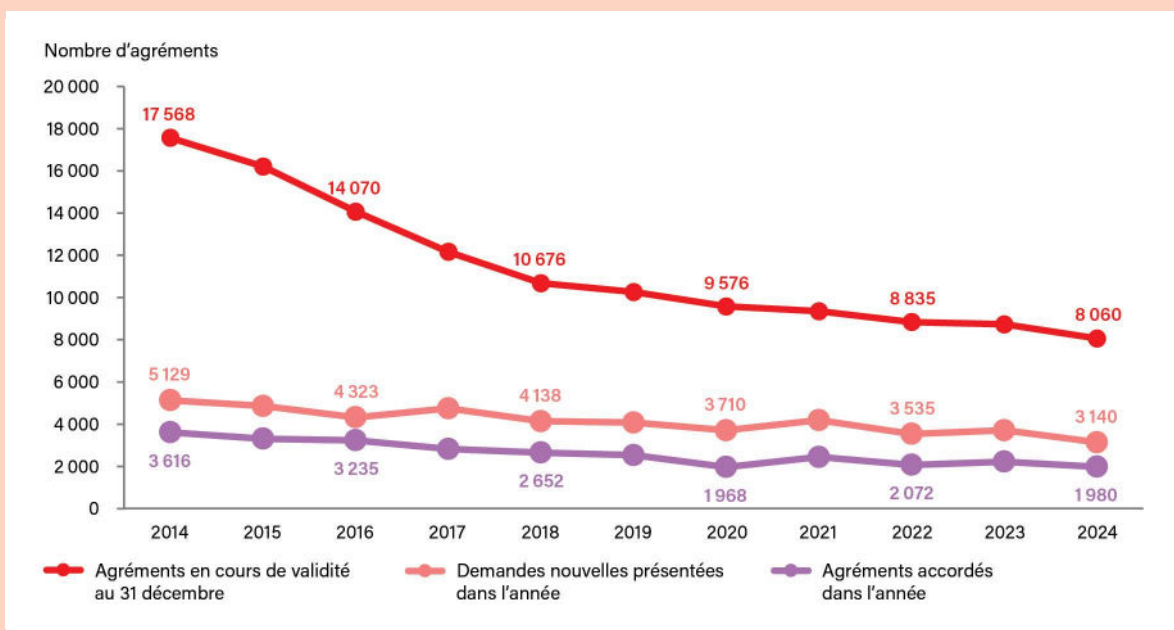
Les agréments d'adoption

Le nombre d'agréments d'adoption en diminution constante

Au 31 décembre 2024, 8 060 agréments d'adoption sont en cours de validité **7.1**, contre 8 730 en 2023, soit une baisse de 18 % poursuivant une tendance observée depuis 2007 (rappelons qu'au 31 décembre 2006, 28 528 agréments étaient en cours de validité).

Au cours de l'année 2024, les services des conseils départementaux ont reçu 3 140 nouvelles demandes d'agrément de la part de couples ou de personnes seules, soit une diminution de 14 % par rapport à 2023. Dans le même temps, 1 980 agréments ont été accordés, soit une baisse de 10 % par rapport à 2023.

7.1 Agréments, évolution des demandes et des accords entre 2014 et 2024



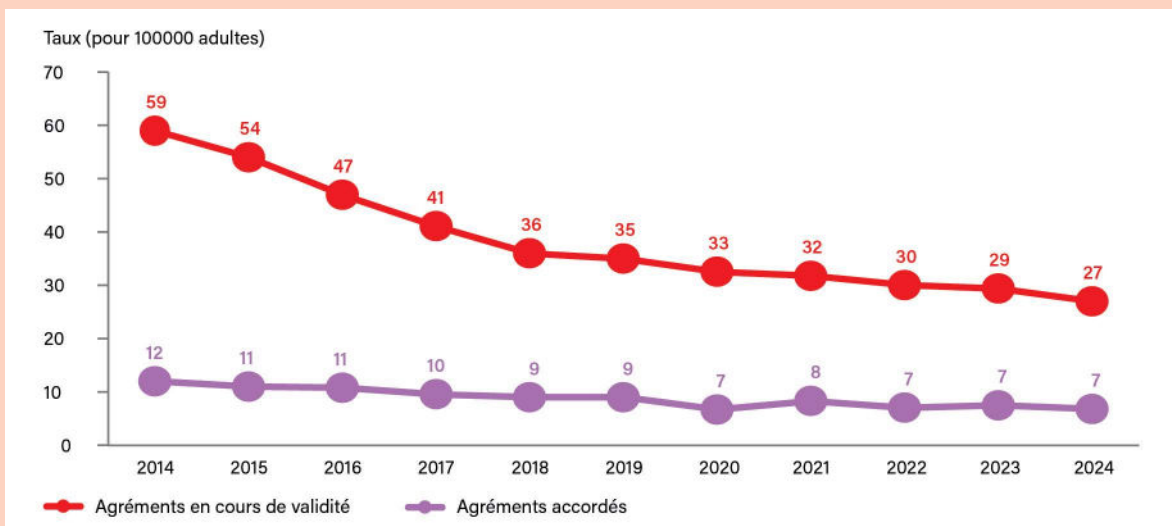
Champ • France entière. Agréments d'adoption entre 2014 et 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Enfin, en 2024, 6 765 couples ou personnes seules ont assisté à une réunion d'information sur l'adoption dans les départements, un nombre en baisse de 6 % par rapport à 2023.

Concernant les agréments délivrés au cours de l'année 2024, la proportion au regard de la structure de la population s'établit à 7 agréments accordés pour 100 000 adultes de 25-59 ans en France, un indicateur stable depuis 2020 **7.2**.

7.2 Évolution des taux d'agréments accordés et en cours de validité entre 2014 et 2024

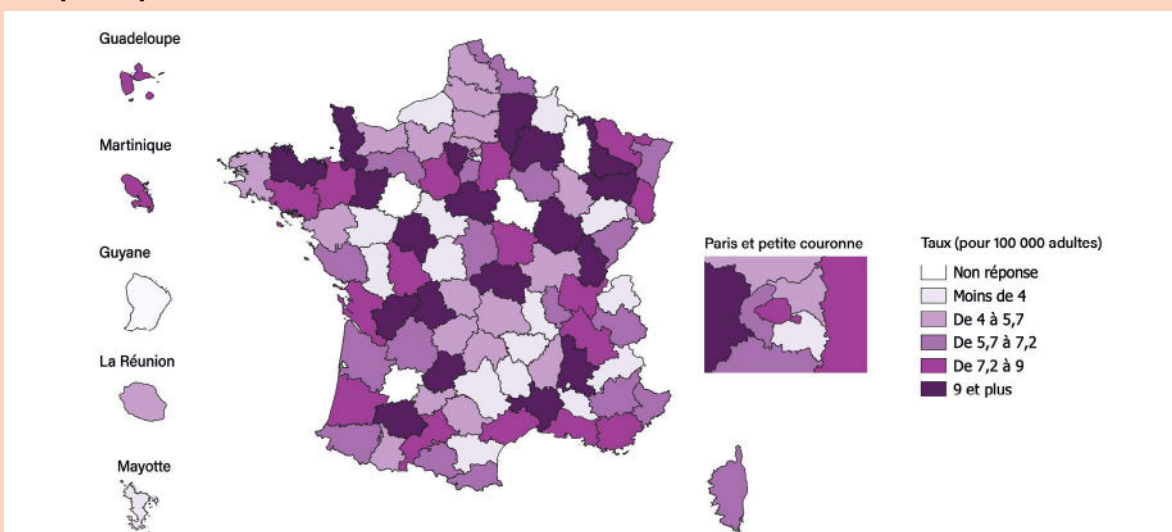


Champ • France entière. Agréments d'adoption entre 2014 et 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024

Ce taux d'agréments délivrés est variable selon les territoires, variant de 1 pour 100 000 adultes dans les Hautes-Alpes à 16 pour 100 000 dans l'Ain **7.3**.

7.3 Taux d'agréments en vue d'adoption accordés pour 100 000 adultes en 2024 par département



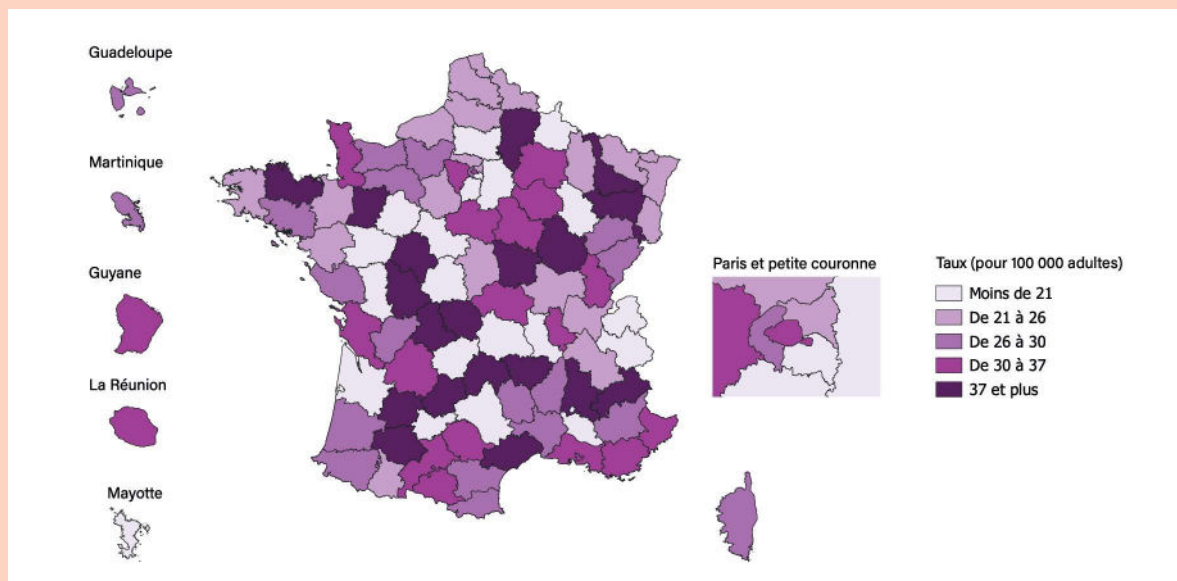
Note • Classes construites selon la méthode des quantiles (discrétisation en cinq classes d'effectifs égaux).

Champ • France entière. Agréments accordés en 2024.

Sources • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024; Insee, estimations de population au 1^{er} janvier 2025.

S'agissant des agréments en cours de validité au 31 décembre 2024, la proportion au regard de la structure de la population s'établit à 27 agréments pour 100 000 adultes, un taux qui a fortement diminué ces dix dernières années puisqu'il s'établissait à 59 pour 100 000 au 31 décembre 2014 **7.2**. Ce taux varie de 5 pour 100 000 adultes pour Mayotte à 54 pour 100 000 en Côte-d'Or **7.4**.

7.4 Taux d'agrément en vue d'adoption en cours de validité au 31 décembre 2024 par département



Note • Classes construites selon la méthode des quantiles (discrétisation en cinq classes d'effectifs égaux).

Champ ▪ France entière. Agréments en cours de validité au 31 décembre 2024.

Sources : ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 ; Insee, estimations de population au 1^{er} janvier 2025.

Entre 2023 et 2024, le nombre de retraits d'agrément augmente légèrement passant de 412 à 428. Ces retraits d'agrément sont liés à une absence de confirmation annuelle des candidats pour la moitié d'entre eux.

Le nombre de refus d'agrément est en légère augmentation passant de 441 en 2023 à 456 en 2024.

En 2024, 8 recours contentieux ont fait suite à un refus d'agrément contre 15 en 2023, et 5 décisions des tribunaux administratifs ont annulé ces refus.

La construction du projet d'adoption dure en moyenne 3 ans

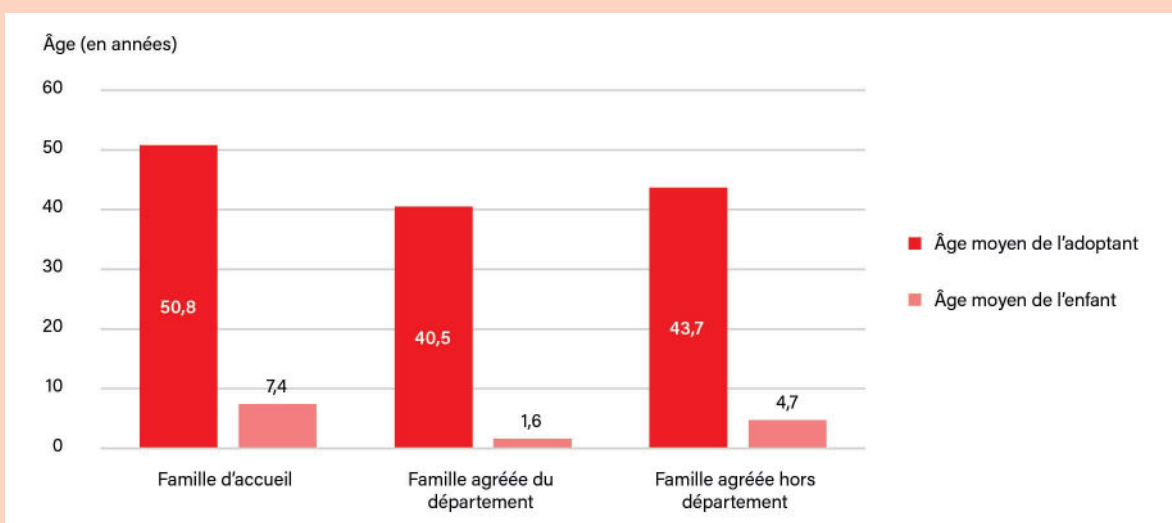
En 2024, la durée moyenne entre l'octroi d'un agrément d'adoption et l'accueil d'un enfant en vue de son adoption est de 2,9 ans. Cette durée varie de 8 mois en moyenne dans le Doubs à 5 ans pour le département du Tarn. Ces écarts peuvent s'expliquer, pour les départements pour lesquels le délai est court, par le faible nombre d'agréments d'adoption en cours de validité corrélé à un nombre de pupilles de l'État pour qui l'adoption est le projet adéquat.

Cette durée est également variable selon le profil des enfants confiés. Elle varie en fonction de l'existence de besoin spécifique variant de 2,5 ans lorsque l'enfant présente des besoins spécifiques en raison de problèmes de santé ou de handicap, à 2,8 ans lorsque l'enfant est en fratrie. Cette durée varie également en fonction de l'âge : de 2,5 ans lorsque les enfants confiés en vue d'adoption sont âgés entre 1 an et 10 ans, à 3 ans lorsque les enfants sont âgés de moins d'un an.

Des adoptants aux profils hétérogènes...

Au 31 décembre 2024, l'âge moyen des adoptants est de 43,2 ans (identique à 2023). Cet âge varie selon la situation de la future famille adoptive, passant de 40,5 ans pour les familles agréées du département de résidence à 50,8 ans pour les familles d'accueil **7.5**.

7.5 Âge moyen des adoptants et des enfants à leur placement en vue d'adoption au 31 décembre 2024, selon le type de famille adoptive



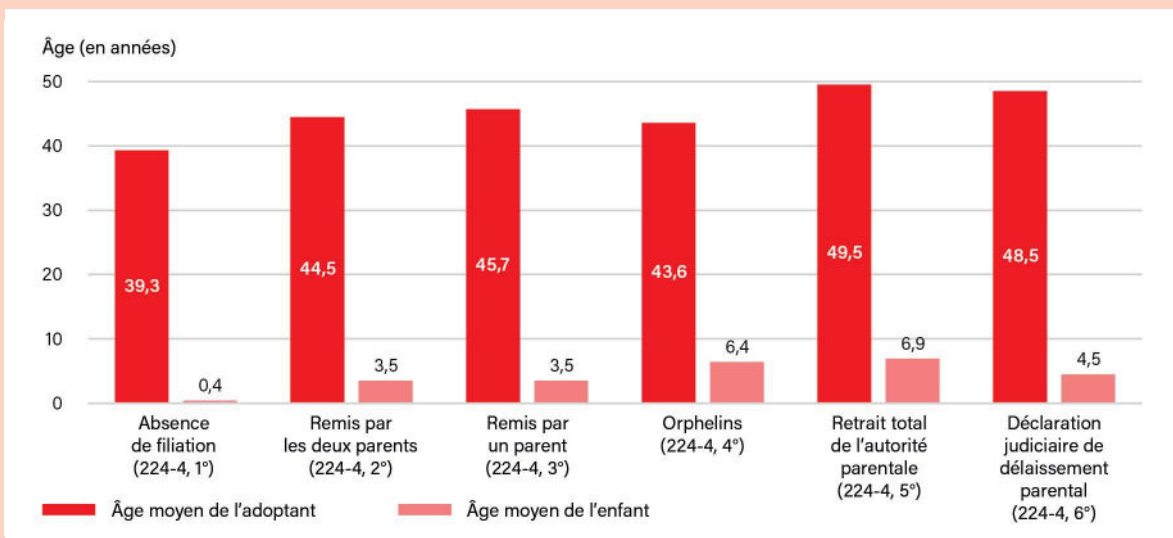
Champ • France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

... liés aux profils des enfants

L'âge moyen des adoptants varie également fortement en fonction des conditions d'admission des pupilles accueillis : de 39,3 ans pour les familles à qui un enfant sans filiation a été confié (enfants âgés en moyenne de moins de 5 mois au moment du placement en vue d'adoption) à 49,5 ans pour celles qui se sont vu confier un enfant admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale **7.6**.

7.6 Âge moyen des adoptants et des enfants à leur placement en vue d'adoption au 31 décembre 2024, selon le mode d'admission

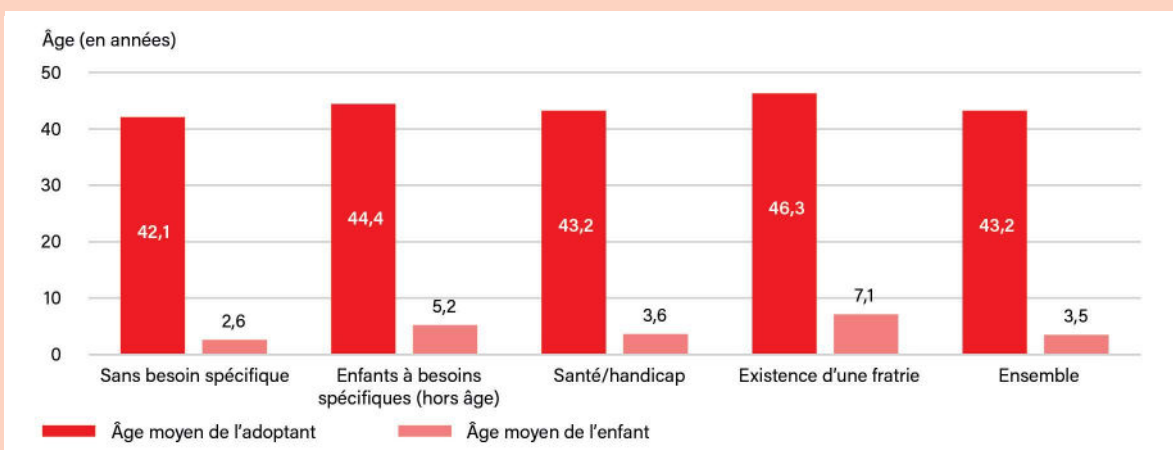


Champ - France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

L'âge moyen des adoptants varie en fonction de l'existence ou non de besoins spécifiques pour l'enfant : de 42,1 ans pour les adoptants d'enfants sans besoin spécifique, à près de 44,4 ans pour les adoptants d'enfants ayant des besoins spécifiques. Cet âge moyen est variable en fonction des besoins spécifiques des enfants : de 43 ans lorsque les enfants connaissent des problèmes de santé ou de handicap à plus de 46 ans lorsque les enfants ont une fratrie **7.7**.

7.7 Âge moyen des adoptants et des enfants à leur placement en vue d'adoption au 31 décembre 2024, selon l'existence de besoins spécifiques

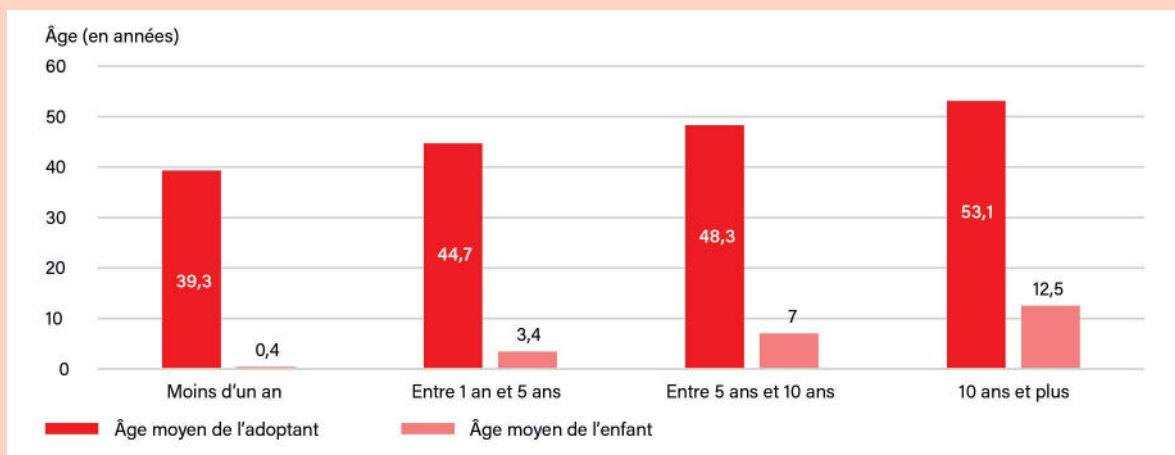


Champ - France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024.

Source - ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

L'âge moyen des adoptants est corrélé à l'âge des enfants adoptés : lorsque les enfants sont placés en vue d'adoption à un âge précoce (5 mois) les adoptants ont en moyenne un peu plus de 39 ans au moment du placement, tandis que, pour les enfants pour lesquels un projet d'adoption tardif est mis en œuvre, l'âge moyen des adoptants dépasse 53 ans **7.8**.

7.8 Âge moyen des adoptants et des enfants à leur placement en vue d'adoption au 31 décembre 2024, selon l'âge à l'admission



Champ • France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Le fonctionnement et l'activité des conseils de famille

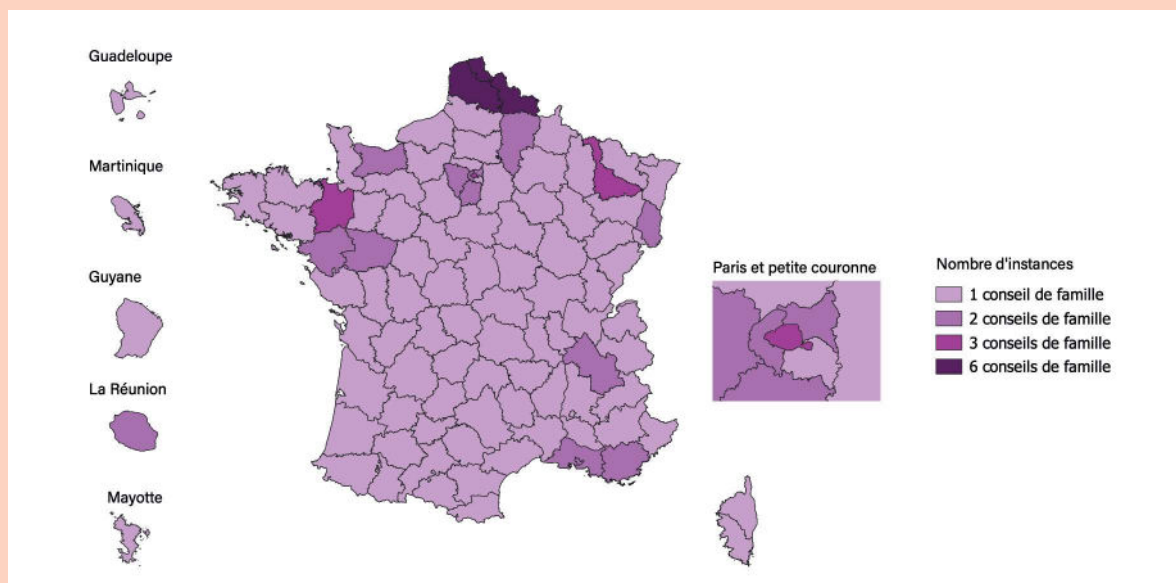
Une augmentation de l'activité des conseils de famille

Pour rappel, les conseils de famille doivent respecter le maximum légal de 50 pupilles de l'État suivis par instance (art. R. 224-2 du CASF). À ce titre, en 2024, 4 nouvelles instances ont été installées dans les départements d'Ille-et-Vilaine, de Loire-Atlantique, de Meurthe-et-Moselle et de Paris afin d'absorber l'augmentation importante du nombre de pupilles de l'État dans ces départements.

Ainsi, en 2024, ce sont 129 conseils de famille qui ont suivi la situation des 7100 enfants ayant eu le statut de pupille au cours de l'année, soit une moyenne de 55 enfants par conseil de famille (contre 53 en 2023 pour 125 instances). Au 31 décembre 2024, 5759 enfants sont accompagnés par les conseils de famille.

En 2024, ce sont désormais 18 départements qui comptent au moins 2 conseils de famille, parmi lesquels les départements du Nord et du Pas-de-Calais qui comptent 6 instances chacun, et l'Ille-et-Vilaine, la Meurthe-et-Moselle et Paris qui en comptent désormais 3 ^{8.1}.

8.1 Répartition des conseils de famille au 31 décembre 2024 par département



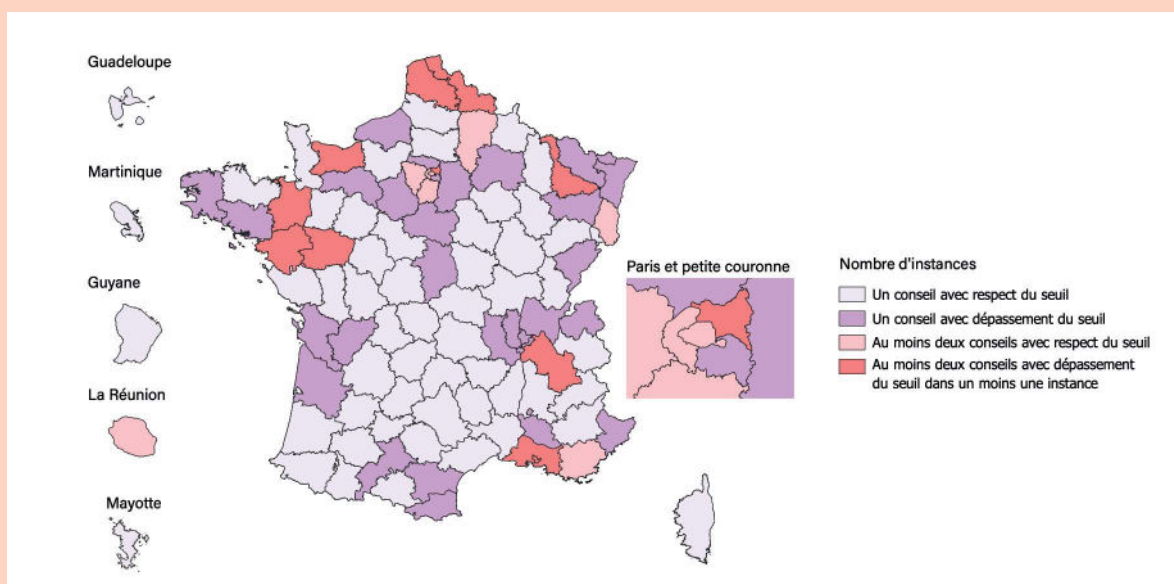
Champ • France entière. Conseils de famille au 31 décembre 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2024, dans 37 départements le maximum légal par instance est atteint ou dépassé dans au moins un des conseils de famille, contre 27 départements en 31 décembre 2023. Parmi ces départements, pour faire face à l'activité en constante augmentation, la création d'une troisième instance est actée pour l'année 2025 dans les Bouches-du-Rhône, le Calvados et le Maine-et-Loire, ou encore d'une deuxième instance dans le Morbihan **8.2**.

Depuis plusieurs années, de nombreux départements pointent des difficultés à trouver des candidats pouvant siéger dans les conseils de famille, tant parmi les associations, en particulier celles représentant les anciens pupilles et personnes confiées à l'ASE, que parmi les personnalités qualifiées³. Cette difficulté est un obstacle depuis plusieurs années pour nombre de départements.

8.2 Respect du seuil de 50 pupilles de l'État par conseil de famille au 31 décembre 2024 par département



Champ • France entière. Conseils de famille au 31 décembre 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

³. Personnalités qualifiées en raison de l'intérêt qu'elles portent à la protection de l'enfance et de la famille (art. R. 224-3 du CASF).

LE FONCTIONNEMENT DES CONSEILS DE FAMILLE

Le conseil de famille est chargé, avec le préfet tuteur, d'exercer la tutelle des pupilles de l'État et doit examiner la situation de chaque enfant au moins une fois par an (art. L. 224-1 du CASF). La composition et le fonctionnement des conseils de famille sont fixés par les articles L. 224-2 (modifié par la loi n° 2022-219 du 21 février 2022), et R. 224-1 à R. 224-25 du CASF (modifiés par le décret n° 2024-491 du 30 mai 2024).

Le conseil de famille est composé de 8 membres : 2 représentants du conseil départemental, 2 membres d'associations familiales, un membre de l'association départementale d'entraide des pupilles de l'État, un membre d'une association d'assistants familiaux et 2 personnalités qualifiées. La durée du mandat est de 6 ans, renouvelable une fois. Le conseil de famille est renouvelé par moitié. Le président du conseil de famille est désigné par ses membres pour un mandat renouvelable de 3 ans.

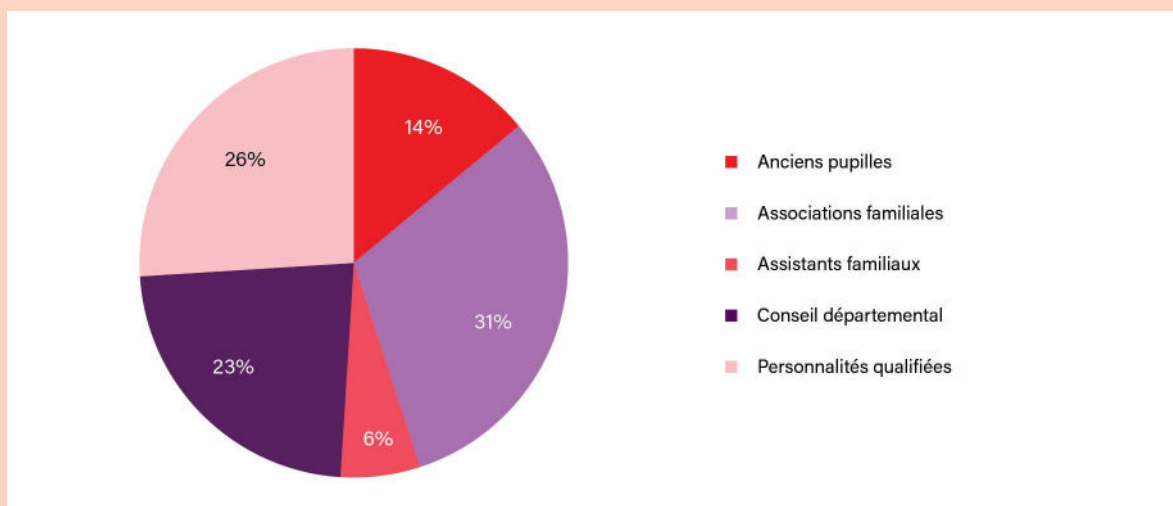
La définition du projet d'adoption, simple ou plénière suivant la situation de l'enfant, le choix des adoptants éventuels, la fixation de la date du placement en vue d'adoption de l'enfant et des informations qui seront données aux futurs adoptants sur la situation du pupille sont assurés par le tuteur, avec l'accord du conseil de famille. Par ailleurs, il appartient au conseil de famille de donner le consentement à l'adoption du pupille.

Le pupille et toute personne en lien lui peuvent être auditionnés par le conseil de famille à leur demande ou à celle du tuteur. Par ailleurs, les conseils de famille ont parfois à gérer des biens patrimoniaux importants pour le compte de certains pupilles orphelins. Dans ces situations, l'accompagnement du pupille peut se poursuivre au-delà de la majorité le temps de clore les dossiers de succession. Enfin, certains conseils de famille ont mis en place un accompagnement à la sortie du statut de pupille jusqu'à 21 ans, sur la base du volontariat. Cet accompagnement est notamment destiné à des jeunes en grande précarité ne bénéficiant pas d'aide jeune majeur.

La présidence des conseils de famille

Au 31 décembre 2024, les associations familiales assurent la présidence des conseils de famille pour 31 % des instances en activité, devant les personnalités qualifiées (26 %) et les conseils départementaux (23 %) **8.3**.

8.3 Présidence des conseils de famille au 31 décembre 2024



Champ • France entière. Présidence des conseils de famille au 31 décembre 2024.

Source • ONPE, enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2024.

L'activité croissante des conseils de famille

En 2024, les conseils de famille se sont réunis en moyenne à plus de 10 reprises **ANNEXE 5.1**, une moyenne en légère augmentation par rapport à 2023, ce qui représente une activité très soutenue pour toutes les instances.

Par ailleurs, dans 95 départements, les conseils de famille ont procédé à des auditions concernant la situation des enfants. Le plus souvent c'est le tuteur qui sollicite cette audition. Les personnes auditionnées sont le plus souvent les services des conseils départementaux (89 %), puis les pupilles capables de discernement conformément à l'article R. 224-9 du CASF (86 %), ainsi que les familles d'accueil (81 %).

Par ailleurs, l'enquête permet désormais d'interroger les conseils de famille sur le nombre d'enfants entendus lors de ces auditions. Ainsi sur 97 départements répondants, près de 2 450 enfants ont pu être entendus lors des séances du conseil de famille.

L'examen des situations par les conseils de famille

L'article L. 224-1 du CASF prévoit que le conseil de famille des pupilles de l'État examine au moins une fois par an la situation de chaque pupille. Ainsi, la situation de 87 % des enfants (soit près de 5 200 enfants) a été examinée, au moins une fois au cours de l'année 2024 **ANNEXE 5.2**, une proportion en légère baisse (88 % en 2023).

Parmi les enfants dont la situation n'a pas été examinée en 2024, 641 enfants déjà placés dans une famille en vue de leur adoption au 31 décembre 2023 ont quitté le statut à la suite d'un jugement d'adoption prononcé au cours de l'année et, sauf cas très exceptionnel, leur situation n'a pas nécessité de réexamen en conseil de famille. De même, la situation de la plupart des enfants restitués à leurs familles (121 enfants) n'a pu être examinée compte tenu des délais très courts entre l'admission provisoire et la restitution (les trois quarts des enfants ont été restitués au cours du premier mois). Enfin, 218 enfants avaient un statut provisoire au 31 décembre 2024 et leurs situations n'avaient pas non plus à être examinées, en dehors du cadre de l'examen provisoire de certaines situations de pupilles (R. 224-13 et 14 du CASF).

En dehors de l'examen annuel obligatoire de la situation de chaque pupille, le conseil de famille se mobilise pour l'examen de situations bien précises à partir de l'admission de l'enfant au statut de pupille de l'État. Ainsi, conformément à l'article R. 224-12 du CASF, la situation de 74 % des enfants admis à titre définitif en 2024 a été examinée dans les deux mois suivant l'admission définitive contre 64 % en 2023. Cette hausse peut être la conséquence de l'augmentation du nombre de conseil de famille.

Par ailleurs, les conseils de famille ont examiné avant leur admission définitive, conformément à l'article R. 224-13 du CASF, la situation de 80 enfants sur 143 remis par un seul de leurs parents, le temps de leur statut provisoire (qui pour certains est à cheval sur fin 2023 et début 2024).

Enfin, les conseils de famille ont examiné, également avant leur admission définitive conformément à l'article R. 224-14 du CASF, la situation de 110 enfants orphelins admis à titre provisoire sur 202 orphelins admis en 2024, sachant que 60 enfants n'avaient pas encore le statut définitif au 31 décembre 2024. Les données transmises par certains départements font apparaître l'admission définitive d'orphelins sans qu'il y ait eu au préalable une admission provisoire.

Parallèlement, au cours de l'année 2024, 365 demandes de droit de visite des parents ont été adressées aux conseils de famille, contre 277 en 2023. Les demandes de restitution s'élèvent à 121 en 2024, un nombre relativement stable (105 en 2023).

Enfin, en 2024, 363 enfants ont changé de lieu de placement au cours de l'année après accord préalable du conseil de famille conformément à l'article R. 224-21 du CASF, contre 288 en 2023. Parmi ces changements de lieu d'accueil, 27 enfants concernés étaient placés en vue d'adoption et ont finalement été retirés des familles candidates à l'adoption avant le jugement définitif.

L'accompagnement des familles après restitution d'un enfant

L'enquête 2024 apporte des informations complémentaires sur l'accompagnement (en service social renforcé, en PMI renforcée ou encore par une mesure de protection de l'enfance) mis en place à la suite d'une restitution d'enfants⁴. Ainsi, sur 43 départements⁵ ayant répondu et sur 70 situations de restitution, 52 familles se sont vu proposer un accompagnement.

⁴. Les articles L. 223-7 et L. 224-6 du CASF prévoient un accompagnement du parent et de l'enfant pendant une durée de 3 ans « afin de garantir l'établissement des relations nécessaires au bon développement physique et psychologique de l'enfant ainsi que sa stabilité affective ».

⁵. À cette question, 12 départements n'ont pu apporter de réponse sur la mise en place ou non d'un accompagnement concernant 49 enfants restitués.

Annexe 1.

Questionnaire d'enquête



Observatoire national de
la protection de l'enfance

ENQUETE SUR LA SITUATION DES PUPILLES DE L'ÉTAT EN 2024

Observatoire national de la protection de l'enfance

63 bis boulevard Bessières
75 017 Paris
Tél. : 01.58.14.22.50

Affaire suivie par :

M. Milan MOMIC
Tél. : 01.58.14.22.55
Fax : 01.45.41.38.01
Mail : milan.momic@france-enfance-
protegee.fr

Département

--	--	--

Personne chargée du dossier

Nom :

Tél. :

Mail :

Observations sur l'activité des Conseils de Famille, les demandes d'agrément d'adoption ou la situation des pupilles de l'État dans le département :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Observations sur le questionnaire :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

I - ACTIVITE DES CONSEILS DE FAMILLE EN 2024

(Articles R.224-1 à R.224-25 du code de l'action sociale et des familles)

1. ORGANISATION AU 31 DECEMBRE 2024

1.1. Nombre de Conseils de Famille existants au sein du département au 31 décembre 2024 : ____

1.2. Indiquez le nombre d'enfants par Conseil de Famille au 31 décembre 2024 (y compris les enfants déclarés pupilles à titre provisoire et ceux placés en vue de leur adoption) :

Conseil de Famille	n° 1 ou unique	n° 2	n° 3	n° 4	n° 5	n° 6
Nombre d'enfants						

1.3. Indiquez la catégorie au titre de laquelle est assurée la Présidence du Conseil au 31 décembre 2024 :

Conseil de Famille	n° 1 ou unique	n° 2	n° 3	n° 4	n° 5	n° 6
Anciens pupilles (Art. L224-2 1°)						
Associations familiales (Art. L224-2 2°)						
Assistants familiaux (Art. L224-2 3°)						
Conseil départemental (Art. L224-2 4°)						
Personnalités qualifiées (Art. L224-2 5° et 6°)						

2. FONCTIONNEMENT DURANT L'ANNEE 2024

2.1. Réunions - Pour chaque Conseil de Famille, indiquez, durant l'année 2024 :

Conseil de Famille		n° 1 ou unique	n° 2	n° 3	n° 4	n° 5	n° 6
Nombre de réunions							
dont Conseil incomplet							
Nombre d' absences des membres par catégorie	Anciens pupilles (Art. L224-2 1°)						
	Associations familiales (Art. L224-2 2°)						
	Assistants familiaux (Art. L224-2 3°)						
	Conseil départemental (Art. L224-2 4°)						
	Personnalités qualifiées (Art. L224-2 5° et 6°)						

2.2. Avant les réunions, y a-t-il eu, durant l'année 2024, consultation des dossiers **par l'ensemble des membres du Conseil** (art. R224-7 alinéa 5 du CASF) ?

- pour les dossiers pupilles *Oui - Non*
- pour les candidats proposés à l'adoption *Oui - Non*

2.3. Avant les réunions, y a-t-il eu, durant l'année 2024, consultation des dossiers **par au moins un des membres du Conseil** (art. R224-7 alinéa 5 du CASF) ?

- pour les dossiers pupilles *Oui - Non*
- pour les candidats proposés à l'adoption *Oui - Non*

2.4. Le conseil de famille a-t-il entendu, durant l'année 2024, des personnes en application de l'art. R.224-9 du CASF ? *Oui - Non*

- Précisez les personnes, éventuellement, entendues (pupille, PCD ou représentant ASE, famille d'accueil, établissement, famille d'adoption, etc.) :

.....

- Préciser le nombre d'enfants entendus au moins une fois par le conseil de familles dans l'année :
- Si des auditions ont eu lieu, indiquez qui les a demandées ?

- | | |
|------------------------------------|------------------|
| ▪ l'enfant | <i>Oui - Non</i> |
| ▪ le tuteur | <i>Oui - Non</i> |
| ▪ un membre du Conseil de famille | <i>Oui - Non</i> |
| ▪ le PCD ou son représentant (ASE) | <i>Oui - Non</i> |
| ▪ l'établissement d'accueil | <i>Oui - Non</i> |
| ▪ la famille d'accueil | <i>Oui - Non</i> |

2.5. Les membres du conseil de famille ont-ils reçus une formation au titre de l'article L224-2 du CASF en 2024 ? *Oui - Non*

➤ Si oui, préciser les principaux contenus :

.....
.....
.....

3. **CONTENU DES DELIBERATIONS EN 2024** (tous Conseils de famille confondus)

- 3.1. Nombre d'enfants dont la situation a été examinée au moins une fois en conseil de famille en 2024 : ____
- 3.2. Nombre de décisions de placement en vue d'adoption en 2024 : ____ dont nombre de décisions concernant des enfants présentant des besoins spécifiques : ____
- 3.3. Nombre d'enfants pour lesquels un projet d'adoption a été écarté en 2024 : ____
- 3.4. Nombre d'enfants ayant fait l'objet de demandes de droits de visite en 2024 : ____
- 3.5. Nombre d'enfants ayant fait l'objet de demandes de modification du lieu de placement en 2024 : ____
dont, échec d'un placement en vue de l'adoption et retrait de l'enfant : ____
- 3.6. Nombre d'enfants pour lequel une demande de restitution par les parents a été faite en 2024 : ____
dont nombre de situation où un accompagnement¹ a été proposé suite à cette restitution ____
 - dont, dans le 1^{er} mois : ____ dont nombre de situation où un accompagnement a été proposé suite à cette restitution ____
 - dont, dans le 2^{ème} mois et avant la fin du délai légal : ____ dont nombre de situation où un accompagnement a été proposé suite à cette restitution ____
 - après le délai légal (art. R224-25) : ____ dont nombre de situation où un accompagnement a été proposé suite à cette restitution ____
- 3.7. Nombre de demandes de restitution refusées en 2024 : ____
 - Précisez les motifs de refus de restitution des enfants :
.....
.....
.....
.....
.....
- 3.8. Nombre de pupilles définitivement admis (1° à 6° du L.224-4 du CASF) dont la situation a été examinée en 2024 conformément à :
 - l'article R.224-12, 1^{er} alinéa du CASF : ____
 - l'article R.224-12, 2^{ème} alinéa du CASF : ____

¹ Accompagnement en service social renforcé, PMI renforcé ou mesure de protection de l'enfance

3.9. Nombre de certains enfants déclarés pupilles à titre provisoire dont la situation a été examinée en 2024 conformément à :

- l'article R.224-13 du CASF
(L.224-4.3° CASF : enfant remis par un de ses parents) : ____
- l'article R.224-14 du CASF
(L.224-4.4° CASF : enfant orphelin) : ____

3.10. Nombre d'examen spécial de situations de pupilles en 2024 conformément à l'article R.224-24 du CASF : ____

3.11. Pour les jeunes quittant le statut du fait de leur majorité, le conseil de famille assure-t-il un accompagnement :

- Au cours de l'année qui précède la sortie du statut ? *Oui - Non*
- Après la majorité ? *Oui - Non*

3.12. De quelle manière s'effectue cet accompagnement ?

.....
.....
.....
.....

II - DEMANDE D'AGREMENT D'ADOPTION EN 2024

1. STOCK AU 31 DECEMBRE 2024

- 1.1. Nombre d'agréments en cours de validité au 31 décembre 2024 : ____
- 1.2. Avez-vous mis en place des actions d'accompagnement des couples ou de personnes seules, titulaires d'un agrément d'adoption ? Oui - Non
- 1.3. Si oui, merci de préciser le type d'action :
.....
.....

2. FLUX DURANT L'ANNEE 2024

- 2.1. Nombre de couples ou de personnes seules ayant assisté durant l'année 2024 à une réunion d'information sur l'adoption : ____

Pas de réunion d'information ☐
- 2.2. Nombre de dossiers de nouvelles demandes déposés durant l'année 2024 : ____
- 2.3. Nombre d'agréments accordés durant l'année 2024 (hors modifications : extensions, changements d'adresse, etc.) : ____
- 2.4. Nombre de refus d'agréments durant l'année 2024 : ____
- 2.5. Nombre de retraits d'agrément durant l'année 2024 : ____
dont suite à une absence de confirmation annuelle des candidats : ____

3. RECOURS CONTENTIEUX EN 2024

- 3.1. Nombre de recours contentieux formés devant le tribunal administratif en 2024 : ____
- 3.2. Nombre de décisions de refus d'agrément annulées en 2024 suite à un recours contentieux : ____

III - PRECISIONS SUR CERTAINES SITUATIONS DE PUPILLES EN 2024

- 1.1. Précisez pour les enfants admis au titre de l'article L. 224-4 .1° du CASF en 2024 :
 - le nombre d'enfants dont la mère a demandé le secret de son identité lors de l'accouchement, (art. L. 222-6) : ____
 - le nombre d'enfants trouvés : ____
- 1.2. Précisez pour les enfants admis au titre des articles L. 224-4 .2° ou 3° du CASF en 2024 :
 - le nombre d'enfants nouveau-nés (enfants de moins de 28 jours) qui ont été remis en vue d'adoption, avec une filiation établie : ____
 - le nombre d'enfants qui ont été remis par leurs parents adoptifs à la suite d'un échec d'adoption : ____

IV – ORGANISATION DU SUIVI DES PUPILLES

- 1.1. Existe-t-il une organisation spécifique concernant la gestion des biens des pupilles de l'État ? *Oui - Non*
- 1.2. Si oui, merci de préciser le type d'organisation :
.....
.....
.....

Annexe 2.

Données statistiques sur les pupilles de l'État au 31 décembre 2024

ANNEXE 2.1 (1/3) Nombre de Pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par département

Départements	Pupilles de l'État au cours de l'année 2024	Pupilles de l'État au 31 décembre 2024	... dont confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024	Proportion de pupilles de l'État au 31 décembre 2024 (taux pour 100 000 mineurs)
01-Ain	62	52	18	33
02-Aisne	107	82	14	74
03-Allier	51	44	5	75
04-Alpes-de-Haute-Provence	18	14	5	45
05-Hautes-Alpes	12	8	2	32
06-Alpes-Maritimes	88	70	13	34
07-Ardèche	17	12	1	18
08-Ardennes	36	32	5	60
09-Ariège	10	5	1	18
10-Aube	54	44	4	67
11-Aude	68	57	1	83
12-Aveyron	25	19	3	39
13-Bouches-du-Rhône	194	159	34	38
14-Calvados	135	116	14	84
15-Cantal	6	5	3	21
16-Charente	44	30	3	48
17-Charente-Maritime	78	70	4	61
18-Cher	52	50	14	89
19-Corrèze	13	10	8	25
20-Corse	3	1	0	2
21-Côte-d'Or	43	32	8	32
22-Côtes-d'Armor	32	27	5	23
23-Creuse	10	9	0	49
24-Dordogne	20	17	5	25
25-Doubs	77	63	7	54
26-Drôme	71	47	5	43
27-Eure	55	45	3	34
28-Eure-et-Loir	59	52	5	54
29-Finistère	94	74	21	42
30-Gard	56	42	16	27
31-Haute-Garonne	107	88	22	29
32-Gers	13	9	2	27
33-Gironde	133	107	15	32
34-Hérault	58	40	12	17
35-Ille-et-Vilaine	141	115	13	48
36-Indre	22	14	3	38
37-Indre-et-Loire	38	26	7	22

ANNEXE 2.1 (2/3) Nombre de Pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par département

Départements	Pupilles de l'État au cours de l'année 2024	Pupilles de l'État au 31 décembre 2024	... dont confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024	Proportion de pupilles de l'État au 31 décembre 2024 (taux pour 100 000 mineurs)
38-Isère	133	107	12	38
39-Jura	12	9	4	18
40-Landes	42	37	6	47
41-Loir-et-Cher	19	17	4	27
42-Loire	70	56	6	34
43-Haute-Loire	15	15	1	34
44-Loire-Atlantique	139	111	25	35
45-Loiret	75	67	13	45
46-Lot	5	4	1	14
47-Lot-et-Garonne	28	24	3	38
48-Lozère	9	9	1	66
49-Maine-et-Loire	219	196	49	110
50-Manche	51	37	15	40
51-Marne	69	52	14	47
52-Haute-Marne	38	33	7	108
53-Mayenne	31	23	4	36
54-Meurthe-et-Moselle	192	153	8	107
55-Meuse	43	34	2	101
56-Morbihan	124	101	11	69
57-Moselle	114	99	33	48
58-Nièvre	49	43	6	128
59-Nord	611	482	71	84
60-Oise	53	42	5	22
61-Orne	54	41	3	80
62-Pas-de-Calais	384	314	70	100
63-Puy-de-Dôme	42	34	6	27
64-Pyrénées-Atlantiques	30	19	8	15
65-Hautes-Pyrénées	18	11	2	28
66-Pyrénées-Orientales	62	54	14	57
67-Bas-Rhin	122	108	16	48
68-Haut-Rhin	113	94	12	63
69-Rhône	112	90	11	22
70-Haute-Saône	40	25	5	56
71-Saône-et-Loire	60	49	11	48
72-Sarthe	69	56	15	48
73-Savoie	33	22	6	25
74-Haute-Savoie	58	50	8	27

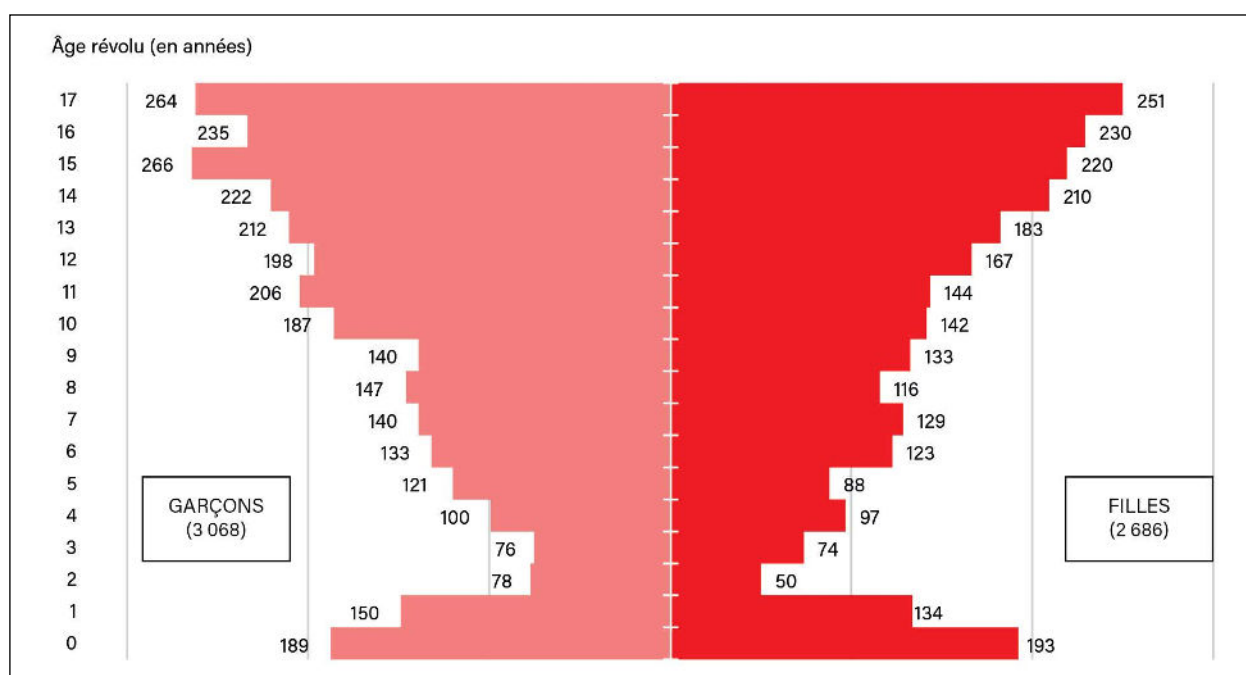
ANNEXE 2.1 (3/3) Nombre de Pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par département

Départements	Pupilles de l'État au cours de l'année 2024	Pupilles de l'État au 31 décembre 2024	... dont confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024	Proportion de pupilles de l'État au 31 décembre 2024 (taux pour 100 000 mineurs)
75-Paris	151	144	28	47
76-Seine-Maritime	105	100	19	38
77-Seine-et-Marne	101	82	17	23
78-Yvelines	120	94	18	27
79-Deux-Sèvres	47	37	8	50
80-Somme	54	43	13	38
81-Tarn	19	16	8	21
82-Tarn-et-Garonne	37	32	2	56
83-Var	103	78	25	39
84-Vaucluse	63	52	7	45
85-Vendée	52	34	4	25
86-Vienne	32	25	5	29
87-Haute-Vienne	39	30	13	45
88-Vosges	76	67	13	103
89-Yonne	37	30	1	46
90-Territoire-de-Belfort	18	15	5	52
91-Essonnes	106	78	22	24
92-Hauts-de-Seine	89	71	14	21
93-Seine-Saint-Denis	125	105	21	25
94-Val-de-Marne	67	53	23	17
95-Val-d'Oise	100	81	4	26
FRANCE MÉTROPOLITAINE	6 981	5 672	1 059	42
971-Guadeloupe	9	8	5	11
972-Martinique	4	1	1	2
973-Guyane	24	19	11	18
974-Réunion	51	42	4	19
976-Mayotte	17	11	9	7
FRANCE ENTIÈRE	7 086	5 753	1 089	41

ANNEXE 2.2 Âge et sexe des pupilles de l'État au 31 décembre 2024

Âge au 31 décembre 2024	Garçons	Filles	Total	% par âge	Âge au 31 décembre 2024	% cumulés par âge
0 an	189	193	382	6,6	Moins d'1 an	6,6
1 an	150	134	284	4,9	Moins de 2 ans	11,5
2 ans	78	50	128	2,2	Moins de 3 ans	13,8
3 ans	76	74	150	2,6	Moins de 4 ans	16,4
4 ans	100	97	197	3,4	Moins de 5 ans	19,8
5 ans	121	88	209	3,6	Moins de 6 ans	23,5
6 ans	133	123	256	4,4	Moins de 7 ans	27,9
7 ans	140	129	269	4,8	Moins de 8 ans	32,7
8 ans	147	116	263	4,6	Moins de 9 ans	37,3
9 ans	140	133	273	4,8	Moins de 10 ans	42
10 ans	187	142	329	5,7	Moins de 11 ans	47,8
11 ans	206	144	350	6,1	Moins de 12 ans	53,8
12 ans	198	167	365	6,3	Moins de 13 ans	60,2
13 ans	212	183	395	6,8	Moins de 14 ans	67
14 ans	222	210	432	7,5	Moins de 15 ans	74,5
15 ans	266	220	486	8,4	Moins de 16 ans	83
16 ans	235	230	465	8,1	Moins de 17 ans	91
17 ans	264	251	515	9	Moins de 18 ans	100
ENSEMBLE	3 064	2 684	5 748	100		
%	53,3	46,7				

Note • Âge inconnu pour 5 enfants.

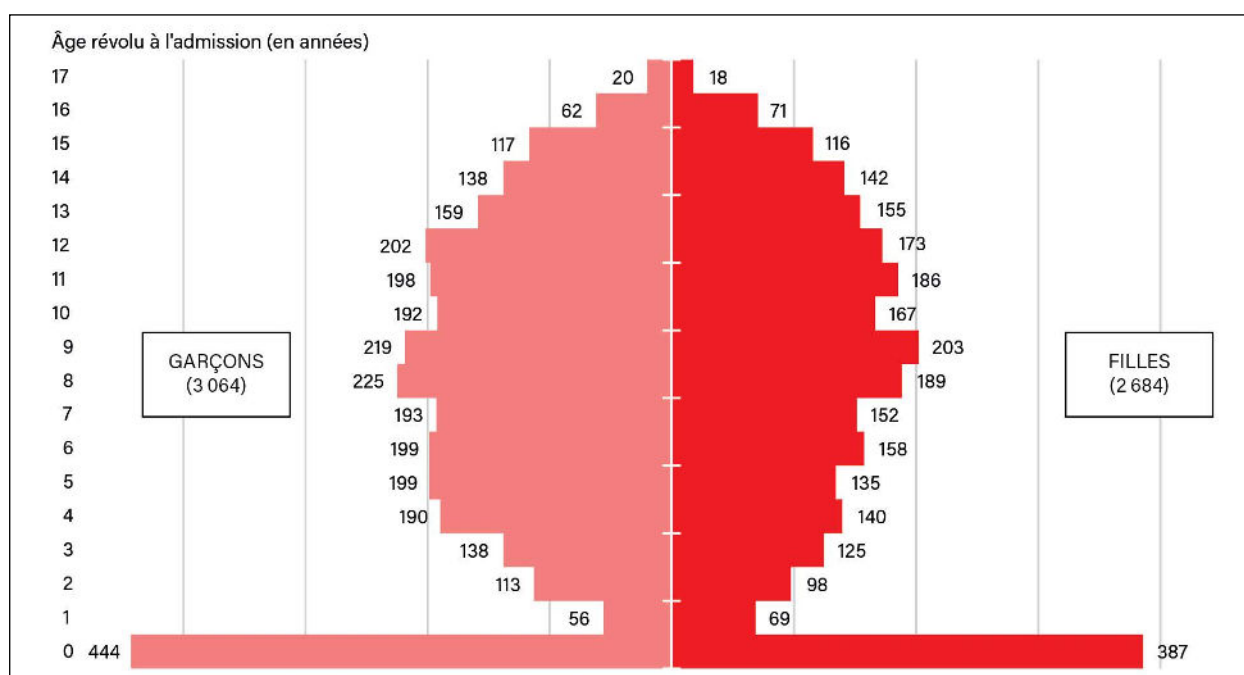


ANNEXE 2.3 Âge et sexe des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 lors de leur admission

Âge lors de l'admission	Garçons	Filles	Total	% par âge lors de l'admission
0 an	444	387	831	14,5
1 an	56	69	125	2,1
2 ans	113	98	211	3,7
3 ans	138	125	263	4,6
4 ans	190	140	330	5,7
5 ans	199	135	334	5,8
6 ans	199	158	357	6,2
7 ans	193	152	345	5,9
8 ans	225	189	414	7,2
9 ans	219	203	422	7,3
10 ans	192	167	359	6,2
11 ans	198	186	384	6,6
12 ans	202	173	375	6,5
13 ans	159	155	314	5,4
14 ans	138	142	280	4,9
15 ans	117	116	233	4
16 ans	62	71	133	2,3
17 ans	20	18	38	1,2
ENSEMBLE	3 064	2 684	5 748	100
%	53,3	46,7		

Âge lors de l'admission	% cumulés par âge lors de l'admission
Moins d'1 an	14,5
Moins de 2 ans	16,6
Moins de 3 ans	20,3
Moins de 4 ans	24,8
Moins de 5 ans	30,5
Moins de 6 ans	36,3
Moins de 7 ans	42,5
Moins de 8 ans	48,5
Moins de 9 ans	55,7
Moins de 10 ans	63
Moins de 11 ans	69,2
Moins de 12 ans	75,8
Moins de 13 ans	82,3
Moins de 14 ans	87,7
Moins de 15 ans	92,5
Moins de 16 ans	96,5
Moins de 17 ans	98,8
Moins de 18 ans	100

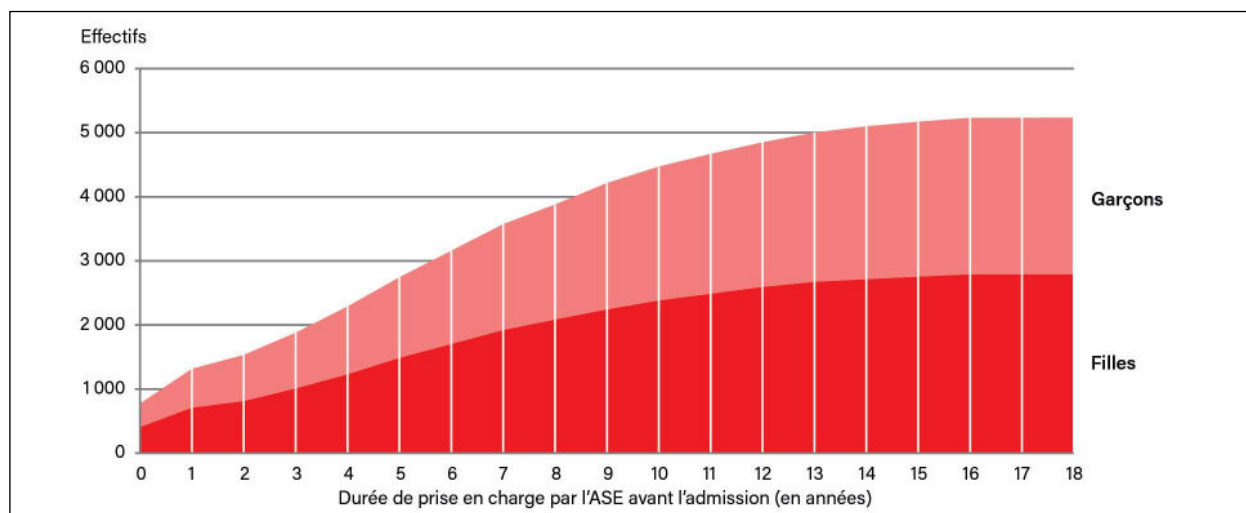
Note • Âge à l'admission inconnu pour 5 enfants.



ANNEXE 2.4 **Durée de prise en charge par l'ASE avant l'admission comme pupille de l'État au 31 décembre 2024 selon le sexe**

Durée de prise en charge à l'ASE avant admission	Garçons	Filles	Total	% par durée de présence à l'ASE (dont non-répondants)	% par durée de présence à l'ASE	Durée de prise en charge à l'ASE avant admission	% cumulés par durée de prise en charge à l'ASE
Admission directe	408	366	774	13,5	14,9	Admission directe	14,9
0 an	303	240	543	9,4	10,3	Moins d'1 an	25,2
1 an	104	113	217	3,8	4,1	Moins de 2 ans	29,4
2 ans	199	148	347	6	6,7	Moins de 3 ans	36
3 ans	220	187	407	7,1	7,8	Moins de 4 ans	43,8
4 ans	255	201	456	7,9	8,7	Moins de 5 ans	52,5
5 ans	216	200	416	7,2	8	Moins de 6 ans	60,5
6 ans	219	195	414	7,2	7,9	Moins de 7 ans	68,4
7 ans	164	143	307	5,3	5,8	Moins de 8 ans	74,2
8 ans	158	174	332	5,7	6,3	Moins de 9 ans	80,5
9 ans	137	121	258	4,5	4,9	Moins de 10 ans	85,5
10 ans	106	94	200	3,4	3,8	Moins de 11 ans	89,3
11 ans	107	72	179	3,1	3,4	Moins de 12 ans	92,7
12 ans	78	76	154	2,6	2,9	Moins de 13 ans	95,6
13 ans	43	52	95	1,6	1,8	Moins de 14 ans	97,4
14 ans	39	33	72	1,3	1,4	Moins de 15 ans	98,8
15 ans	37	26	63	1,1	1,2	Moins de 16 ans	100
16 ans	0	0	0	0	0	Moins de 17 ans	100
17 ans	0	1	1	0	0	Moins de 18 ans	100
Non-répondants	271	243	514	9,3			
ENSEMBLE	3 064	2 685	5 749	100	100		
% par sexe	53,3	46,7					

Note • Sexe inconnu pour 4 enfants. La date d'admission correspond à la date du procès verbal établi lors de l'admission (cas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article L.224-4) ou à la date de jugement (cas 5° et 6° de l'article L.224-4).



ANNEXE 2.5 (1/3) Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par département

Départements	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
01-Ain	5	10	1	13	6	17	52
02-Aisne	1	7	4	8	16	46	82
03-Allier	3	0	0	3	4	34	44
04-Alpes-de-Haute-Provence	4	0	1	0	2	7	14
05-Hautes-Alpes	2	0	2	0	0	4	8
06-Alpes-Maritimes	11	4	1	12	2	40	70
07-Ardèche	2	0	0	3	0	7	12
08-Ardennes	3	0	10	5	0	14	32
09-Ariège	1	0	0	0	0	4	5
10-Aube	3	2	13	2	2	22	44
11-Aude	2	0	4	1	10	40	57
12-Aveyron	1	0	1	0	1	16	19
13-Bouches-du-Rhône	27	3	10	26	6	87	159
14-Calvados	8	5	2	3	34	64	116
15-Cantal	1	0	0	0	0	4	5
16-Charente	2	1	1	12	3	11	30
17-Charente-Maritime	7	3	3	5	11	41	70
18-Cher	4	3	0	4	8	31	50
19-Corrèze	9	0	1	0	0	0	10
20-Corse	1	0	0	0	0	0	1
21-Côte-d'Or	7	0	1	6	3	15	32
22-Côtes-d'Armor	1	0	3	10	3	10	27
23-Creuse	1	0	0	0	0	8	9
24-Dordogne	3	2	1	0	0	11	17
25-Doubs	1	1	2	11	17	31	63
26-Drôme	8	2	1	6	2	28	47
27-Eure	3	2	2	2	15	21	45
28-Eure-et-Loir	4	3	1	8	3	33	52
29-Finistère	14	3	2	6	2	47	74
30-Gard	4	1	1	0	0	36	42
31-Haute-Garonne	20	1	4	3	3	57	88
32-Gers	1	0	0	2	0	6	9
33-Gironde	12	2	0	9	17	67	107
34-Hérault	8	0	1	1	3	27	40
35-Ille-et-Vilaine	6	2	2	18	7	80	115

ANNEXE 2.5 (2/3) Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par département

Départements	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
36-Indre	0	2	0	1	0	11	14
37-Indre-et-Loire	3	0	4	2	3	14	26
38-Isère	10	4	12	17	14	50	107
39-Jura	0	0	1	5	0	3	9
40-Landes	4	0	2	4	7	20	37
41-Loir-et-Cher	3	1	3	4	0	6	17
42-Loire	7	0	2	5	1	42	57
43-Haute-Loire	1	0	1	3	0	10	15
44-Loire-Atlantique	15	2	7	10	27	50	111
45-Loiret	10	8	1	20	3	25	67
46-Lot	0	0	0	0	4	0	4
47-Lot-et-Garonne	0	0	3	0	1	20	24
48-Lozère	1	0	0	0	0	8	9
49-Maine-et-Loire	21	8	33	7	46	81	196
50-Manche	8	1	3	4	2	19	37
51-Marne	7	4	2	0	1	38	52
52-Haute-Marne	3	0	0	0	9	21	33
53-Mayenne	3	0	0	6	0	14	23
54-Meurthe-et-Moselle	5	3	14	14	72	45	153
55-Meuse	2	0	2	4	9	17	34
56-Morbihan	5	4	1	8	14	69	101
57-Moselle	17	1	2	15	12	52	99
58-Nièvre	2	0	2	1	20	18	43
59-Nord	59	66	58	53	40	206	482
60-Oise	4	0	4	4	2	28	42
61-Orne	0	10	0	1	6	24	41
62-Pas-de-Calais	26	10	1	12	35	229	313
63-Puy-de-Dôme	5	1	0	4	3	21	34
64-Pyrénées-Atlantiques	9	0	0	2	0	8	19
65-Hautes-Pyrénées	0	0	1	1	0	6	8
66-Pyrénées-Orientales	10	1	0	4	2	37	54
67-Bas-Rhin	26	4	2	14	1	61	108
68-Haut-Rhin	13	6	0	7	9	59	94
69-Rhône	12	6	3	4	10	55	90
70-Haute-Saône	2	8	2	4	4	5	25

ANNEXE 2.5 (3/3) Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par département

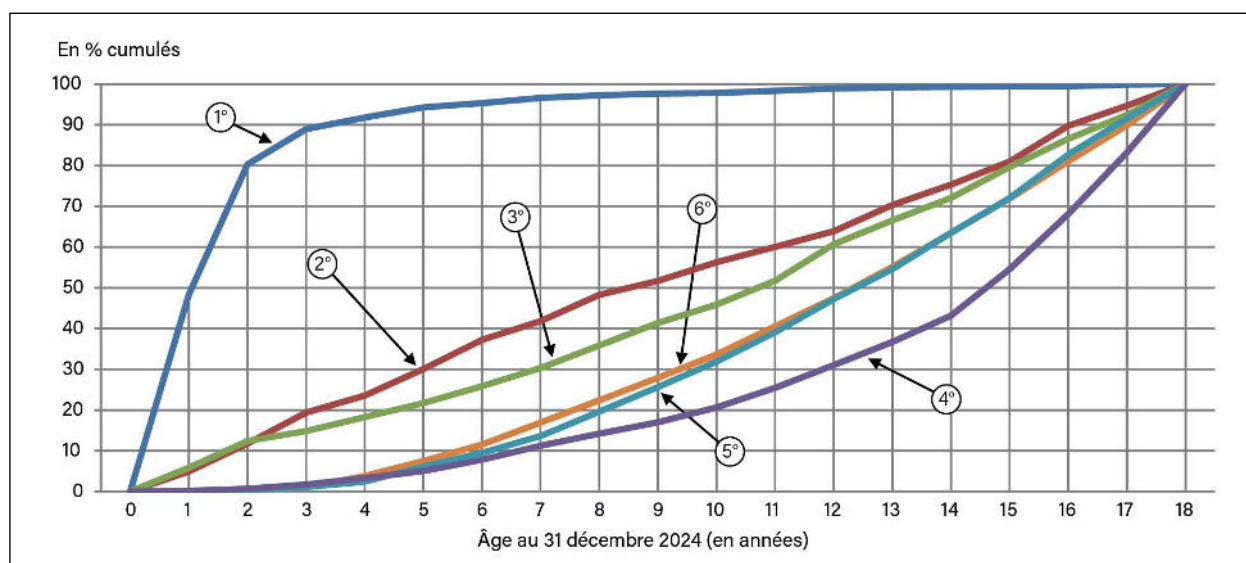
Départements	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
71-Saône-et-Loire	3	2	2	7	4	31	49
72-Sarthe	9	1	7	5	6	28	56
73-Savoie	3	1	1	1	1	15	22
74-Haute-Savoie	9	1	0	1	0	39	50
75-Paris	37	0	1	28	7	71	144
76-Seine-Maritime	18	3	2	15	17	45	100
77-Seine-et-Marne	15	6	0	16	1	44	82
78-Yvelines	4	3	4	15	18	50	94
79-Deux-Sèvres	3	1	4	6	6	17	37
80-Somme	11	0	0	0	0	32	43
81-Tarn	6	0	0	0	0	10	16
82-Tarn-et-Garonne	3	1	1	1	0	26	32
83-Var	10	8	1	5	12	42	78
84-Vaucluse	7	0	4	6	1	34	52
85-Vendée	2	1	4	2	6	19	34
86-Vienne	3	1	5	1	3	12	25
87-Haute-Vienne	7	0	1	1	6	15	30
88-Vosges	5	4	3	4	16	35	67
89-Yonne	3	2	0	0	4	21	30
90-Territoire-de-Belfort	2	0	0	2	0	11	15
91-Essonne	17	1	2	0	1	57	78
92-Hauts-de-Seine	12	2	0	9	0	48	71
93-Seine-Saint-Denis	21	4	1	8	0	71	105
94-Val-de-Marne	13	9	1	10	0	20	53
95-Val-d'Oise	7	1	1	9	5	58	81
FRANCE MÉTROPOLITAINE	713	259	286	571	651	3 189	5 669
971-Guadeloupe	5	0	1	0	0	2	8
972-Martinique	1	0	0	0	0	0	1
973-Guyane	2	0	0	2	0	15	19
974-Réunion	4	3	1	4	1	29	42
976-Mayotte	6	1	2	0	0	2	11
FRANCE ENTIÈRE	731	263	290	577	652	3 237	5 750

Note - Condition d'admission inconnue pour 3 enfants.

ANNEXE 2.6 Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par année de naissance

Année de naissance	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
2007	1	14	22	97	55	326	515
2008	3	13	17	87	58	287	465
2009	0	23	20	78	69	296	486
2010	1	15	22	66	56	272	432
2011	1	13	16	37	58	270	395
2012	2	17	17	33	48	248	365
2013	4	10	26	32	53	225	350
2014	4	10	17	28	47	223	329
2015	1	12	13	21	41	185	273
2016	3	9	16	16	39	180	263
2017	5	17	16	17	39	175	269
2018	9	12	13	20	27	175	256
2019	8	19	12	16	22	132	209
2020	18	17	10	10	24	118	197
2021	21	11	10	9	9	90	150
2022	63	20	7	6	5	27	128
2023	234	18	19	3	2	6	282
2024	353	13	17	1	0	1	385
Non-répondants	0	0	0	0	0	1	1
TOTAL	731	263	290	577	652	3 237	5 750
Âge moyen au 31 décembre 2024	1,6	8,9	9,9	13,2	11,9	11,7	10,4

Note - Âge et condition d'admission inconnus pour 3 enfants.



ANNEXE 2.7 Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par âge à l'admission

Âge lors de l'admission	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
0 an	722	52	41	8	1	8	832
1 an	4	27	24	13	14	43	125
2 ans	0	15	14	19	21	142	211
3 ans	3	13	10	16	40	181	263
4 ans	1	18	13	16	31	251	330
5 ans	0	17	19	22	41	235	334
6 ans	0	21	16	19	44	257	357
7 ans	0	11	13	25	51	245	345
8 ans	0	8	16	37	65	288	414
9 ans	0	12	27	47	59	277	422
10 ans	0	10	13	46	60	230	359
11 ans	1	17	21	32	58	255	384
12 ans	0	8	16	55	46	250	375
13 ans	0	12	13	60	39	190	314
14 ans	0	9	12	62	35	162	280
15 ans	0	6	15	56	27	129	233
16 ans	0	5	4	37	15	72	133
17 ans	0	2	3	7	5	21	38
Non-répondants	0	0	0	0	0	1	1
TOTAL	731	263	290	577	652	3 237	5 750
Âge moyen lors de l'admission	0,1	6,2	7,1	10,8	9,2	9	7,8

Note - Âge et condition d'admission inconnus pour 3 enfants.

Pourcentages

Âge lors de l'admission	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
0 an	98,8	19,8	14,1	1,4	0,2	0,2	14,5
1 an	0,5	10,3	8,3	2,3	2,1	1,3	2,2
2 ans	0	5,7	4,8	3,3	3,2	4,4	3,7
3 ans	0,4	4,9	3,4	2,8	6,1	5,6	4,6
4 ans	0,1	6,8	4,5	2,8	4,8	7,8	5,7
5 ans	0	6,5	6,6	3,8	6,3	7,3	5,8
6 ans	0	8	5,5	3,3	6,7	7,9	6,2
7 ans	0	4,2	4,5	4,3	7,8	7,6	6
8 ans	0	3	5,5	6,4	10	8,9	7,2
9 ans	0	4,6	9,3	8,1	9	8,6	7,3
10 ans	0	3,8	4,5	8	9,2	7,1	6,2
11 ans	0,1	6,5	7,2	5,5	8,9	7,9	6,7
12 ans	0	3	5,5	9,5	7,1	7,7	6,5
13 ans	0	4,6	4,5	10,4	6	5,9	5,5
14 ans	0	3,4	4,1	10,7	5,4	5	4,9
15 ans	0	2,3	5,2	9,7	4,1	4	4,1
16 ans	0	1,9	1,4	6,4	2,3	2,2	2,3
17 ans	0	0,8	1	1,2	0,8	0,6	0,7
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100

ANNEXE 2.8 Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par durée de prise en charge antérieure à l'ASE

Durée de présence à l'ASE avant admission	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
Admission directe	720	20	24	4	1	6	775
Moins d'1 an	3	89	87	186	42	136	543
1 an	1	21	27	38	36	94	217
2 ans	1	21	12	42	57	214	347
3 ans	0	14	5	33	72	283	407
4 ans	1	17	23	19	76	320	456
5 ans	0	10	8	28	66	304	416
6 ans	0	7	19	22	62	304	414
7 ans	0	5	8	12	39	243	307
8 ans	0	7	14	15	33	263	332
9 ans	1	9	9	22	27	190	258
10 ans	0	4	9	13	21	153	200
11 ans	0	4	9	8	14	144	179
12 ans	0	1	7	17	15	114	154
13 ans	0	3	4	12	12	64	95
14 ans	0	2	2	10	10	48	72
15 ans	0	2	1	8	2	50	63
16 ans	0	0	0	0	0	0	0
17 ans	0	0	0	0	0	1	1
Non-répondants	4	27	22	88	67	306	514
TOTAL	731	263	290	577	652	3 237	5 750
Durée moyenne de présence à l'ASE avant admission (en années)	2,6	3,3	4,2	4,1	5,7	6,7	6

Note • La date d'admission correspond à la date du procès verbal établi lors de l'admission (cas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article L.224-4) ou à la date de jugement (cas 5° et 6° de l'article L.224-4).

Pourcentages

Durée de présence à l'ASE avant admission	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
Admission directe	9	8,5	9	0,8	0,2	0,2	14,8
Moins d'1 an	0,4	37,7	32,5	38	7,2	4,6	10,4
1 an	0,1	8,9	10,1	7,8	6,2	3,2	4,1
2 ans	0,1	8,9	4,5	8,6	9,7	7,3	6,6
3 ans	0	5,9	1,9	6,7	12,3	9,7	7,8
4 ans	0,1	7,2	8,6	3,9	13	10,9	8,7
5 ans	0	4,2	3	5,7	11,3	10,4	7,9
6 ans	0	3	7,1	4,5	10,6	10,4	7,9
7 ans	0	2,1	3	2,5	6,7	8,3	5,9
8 ans	0	3	5,2	3,1	5,6	9	6,3
9 ans	0,1	3,8	3,4	4,5	4,6	6,5	4,9
10 ans	0	1,7	3,4	2,7	3,6	5,2	3,8
11 ans	0	1,7	3,4	1,6	2,4	4,9	3,4
12 ans	0	0,4	2,6	3,5	2,6	3,9	2,9
13 ans	0	1,3	1,5	2,5	2,1	2,2	1,8
14 ans	0	0,8	0,7	2	1,7	1,6	1,4
15 ans	0	0,8	0,4	1,6	0,3	1,7	1,2
16 ans	0	0	0	0	0	0	0
17 ans	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100

ANNEXE 2.9 (1/3) **Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par département**

Départements	Confiés en vue d'adoption							Non confiés en vue d'adoption									Total des modes d'accueil (I + II)
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Accueil durable et bénévole	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle	Famille de parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévole	Non-répondants	Total II	
01-Ain	2	9	6	0	1	0	18	20	3	1	6	0	0	4	0	34	52
02-Aisne	6	8	0	0	0	0	14	48	7	7	5	1	0	0	0	68	82
03-Allier	4	1	0	0	0	0	5	22	0	0	0	0	0	1	16	39	44
04-Alpes-de-Haute-Provence	1	3	1	0	0	0	5	6	3	0	0	0	0	0	0	9	14
05-Hautes-Alpes	0	2	0	0	0	0	2	4	1	0	0	0	0	1	0	6	8
06-Alpes-Maritimes	0	13	0	0	0	0	13	43	12	1	0	0	1	0	0	57	70
07-Ardèche	1	0	0	0	0	0	1	10	0	0	0	0	0	1	0	11	12
08-Ardennes	2	3	0	0	0	0	5	22	5	0	0	0	0	0	0	27	32
09-Ariège	0	1	0	0	0	0	1	4	0	0	0	0	0	0	0	4	5
10-Aube	0	4	0	0	0	0	4	34	5	0	1	0	0	0	0	40	44
11-Aude	0	1	0	0	0	0	1	38	16	1	0	0	0	1	0	56	57
12-Aveyron	0	2	1	0	0	0	3	10	2	4	0	0	0	0	0	16	19
13-Bouches-du-Rhône	2	28	4	0	0	0	34	68	35	18	2	0	1	1	0	125	159
14-Calvados	4	9	1	0	0	0	14	84	18	0	0	0	0	0	0	102	116
15-Cantal	1	2	0	0	0	0	3	1	1	0	0	0	0	0	0	2	5
16-Charente	2	1	0	0	0	0	3	18	5	1	3	0	0	0	0	27	30
17-Charente-Maritime	2	2	0	0	0	0	4	44	13	8	1	0	0	0	0	66	70
18-Cher	6	8	0	0	0	0	14	21	4	0	0	0	0	0	11	36	50
19-Corrèze	1	7	0	0	0	0	8	2	0	0	0	0	0	0	0	2	10
20-Corse	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1
21-Côte-d'Or	0	8	0	0	0	0	8	19	4	0	0	0	0	1	0	24	32
22-Côtes-d'Armor	3	2	0	0	0	0	5	18	5	0	0	0	0	0	0	23	28
23-Creuse	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	8	9	9
24-Dordogne	2	2	1	0	0	0	5	7	1	4	0	0	0	0	0	12	17
25-Doubs	3	4	0	0	0	0	7	40	11	1	3	0	1	0	0	56	63
26-Drôme	0	4	1	0	0	0	5	23	0	0	0	0	0	0	19	42	47
27-Eure	0	3	0	0	0	0	3	29	9	0	4	0	0	0	0	42	45
28-Eure-et-Loir	1	4	0	0	0	0	5	34	10	0	0	0	0	0	3	47	52
29-Finistère	7	14	0	0	0	0	21	43	9	0	0	0	1	0	0	53	74
30-Gard	2	11	3	0	0	0	16	19	7	0	0	0	0	0	0	26	42
31-Haute-Garonne	4	18	0	0	0	0	22	44	13	8	0	0	1	0	0	66	88
32-Gers	0	2	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0	5	7	9
33-Gironde	4	11	0	0	0	0	15	52	39	0	0	0	0	1	0	92	107
34-Hérault	5	7	0	0	0	0	12	22	5	1	0	0	0	0	0	28	40
35-Ille-et-Vilaine	6	7	0	0	0	0	13	74	24	0	4	0	0	0	0	102	115
36-Indre	0	1	2	0	0	0	3	11	0	0	0	0	0	0	0	11	14

ANNEXE 2.9 (2/3) Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par département

Départements	Confiés en vue d'adoption							Non confiés en vue d'adoption									Total des modes d'accueil (I + II)
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Accueil durable et bénévole	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle	Famille de parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévole	Non-répondants	Total II	
37-Indre-et-Loire	4	3	0	0	0	0	7	10	8	0	0	0	0	1	0	19	26
38-Isère	3	9	0	0	0	0	12	69	21	1	4	0	0	0	0	95	107
39-Jura	2	2	0	0	0	0	4	4	0	0	1	0	0	0	0	5	9
40-Landes	2	3	1	0	0	0	6	25	5	0	0	1	0	0	0	31	37
41-Loir-et-Cher	0	4	0	0	0	0	4	10	3	0	0	0	0	0	0	13	17
42-Loire	1	4	1	0	0	0	6	42	7	0	0	0	0	1	0	50	56
43-Haute-Loire	1	0	0	0	0	0	1	4	9	1	0	0	0	0	0	14	15
44-Loire-Atlantique	8	17	0	0	0	0	25	51	29	2	3	0	0	1	0	86	111
45-Loiret	2	9	2	0	0	0	13	31	14	0	9	0	0	0	0	54	67
46-Lot	1	0	0	0	0	0	1	3	0	0	0	0	0	0	0	3	4
47-Lot-et-Garonne	2	1	0	0	0	0	3	18	3	0	0	0	0	0	0	21	24
48-Lozère	0	1	0	0	0	0	1	1	4	0	1	0	1	1	0	8	9
49-Maine-et-Loire	22	22	5	0	0	0	49	80	43	13	0	0	0	1	10	147	196
50-Manche	4	11	0	0	0	0	15	21	1	0	0	0	0	0	0	22	37
51-Marne	4	8	2	0	0	0	14	32	6	0	0	0	0	0	0	38	52
52-Haute-Marne	5	2	0	0	0	0	7	20	4	2	0	0	0	0	0	26	33
53-Mayenne	0	2	2	0	0	0	4	12	4	1	0	0	0	1	1	19	23
54-Meurthe-et-Moselle	1	7	0	0	0	0	8	78	46	1	1	0	0	1	18	145	153
55-Meuse	1	1	0	0	0	0	2	26	4	0	2	0	0	0	0	32	34
56-Morbihan	4	7	0	0	0	0	11	77	9	0	1	3	0	0	0	90	101
57-Moselle	7	25	1	0	0	0	33	23	40	2	0	0	0	0	1	66	99
58-Nièvre	4	2	0	0	0	0	6	32	4	0	1	0	0	0	0	37	43
59-Nord	21	48	1	0	1	0	71	325	70	14	2	0	0	0	0	411	482
60-Oise	1	4	0	0	0	0	5	24	12	1	0	0	0	0	0	37	42
61-Orne	1	0	1	0	0	1	3	28	5	3	0	0	1	0	1	38	41
62-Pas-de-Calais	28	29	11	1	0	1	70	182	56	0	2	0	0	2	1	243	313
63-Puy-de-Dôme	1	5	0	0	0	0	6	22	6	0	0	0	0	0	0	28	34
64-Pyrénées-Atlantiques	0	7	1	0	0	0	8	8	3	0	0	0	0	0	0	11	19
65-Hautes-Pyrénées	2	0	0	0	0	0	2	3	0	0	0	0	0	0	6	9	11
66-Pyrénées-Orientales	3	11	0	0	0	0	14	23	16	1	0	0	0	0	0	40	54
67-Bas-Rhin	1	15	0	0	0	0	16	76	11	0	4	0	0	1	0	92	108
68-Haut-Rhin	1	9	2	0	0	0	12	44	26	7	0	0	0	5	0	82	94
69-Rhône	4	7	0	0	0	0	11	54	11	1	0	0	1	0	12	79	90
70-Haute-Saône	5	0	0	0	0	0	5	18	2	0	0	0	0	0	0	20	25
71-Saône-et-Loire	5	5	1	0	0	0	11	25	13	0	0	0	0	0	0	38	49
72-Sarthe	3	9	3	0	0	0	15	14	1	0	0	0	0	0	26	41	56

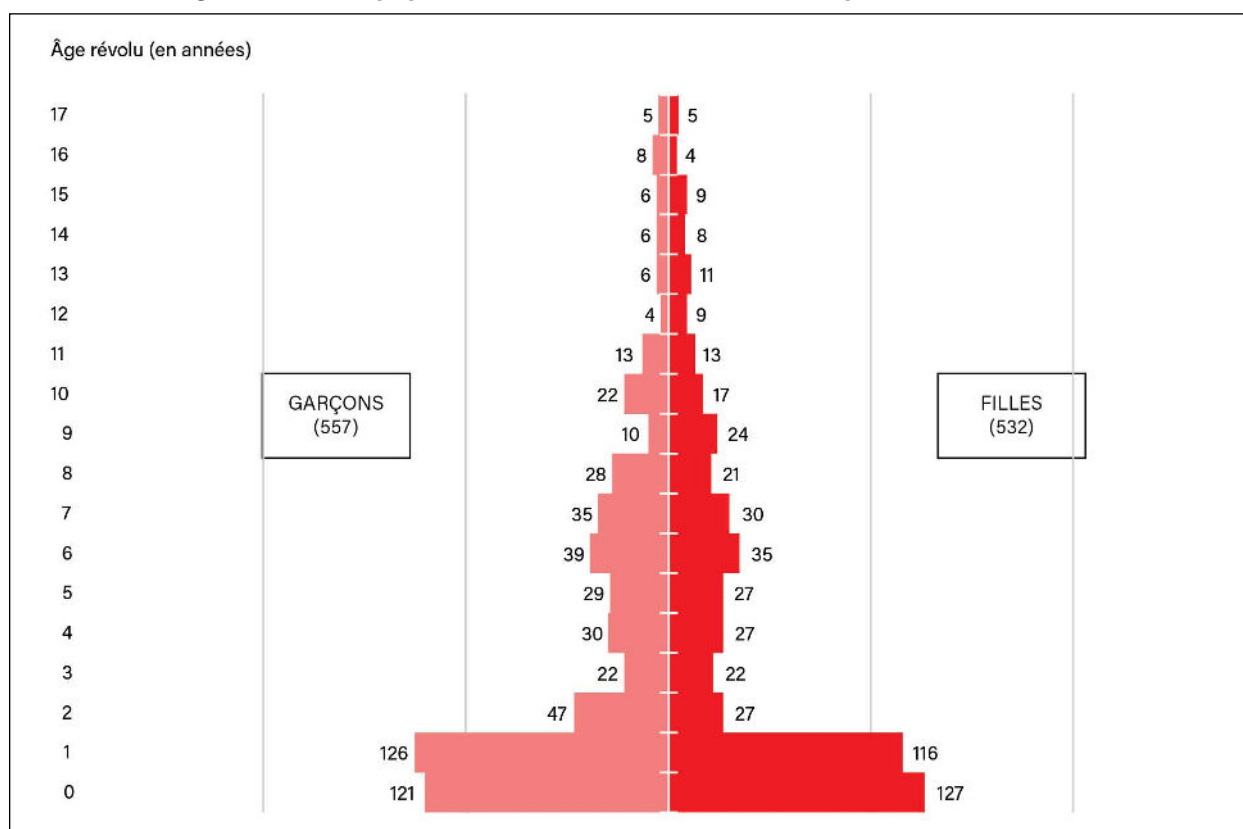
ANNEXE 2.9 (3/3) **Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par département**

Départements	Confiés en vue d'adoption							Non confiés en vue d'adoption									Total des modes d'accueil (I + II)
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Accueil durable et bénévole	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle	Famille de parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévole	Non-répondants	Total II	
73-Savoie	1	3	2	0	0	0	6	13	3	0	0	0	0	0	0	16	22
74-Haute-Savoie	2	5	1	0	0	0	8	30	12	0	0	0	0	0	0	42	50
75-Paris	3	24	1	0	0	0	28	89	8	3	3	0	1	0	12	116	144
76-Seine-Maritime	3	15	1	0	0	0	19	49	10	0	1	0	0	0	21	81	100
77-Seine-et-Marne	3	14	0	0	0	0	17	50	12	3	0	0	0	0	0	65	82
78-Yvelines	6	6	4	2	0	0	18	45	24	4	1	0	0	2	0	76	94
79-Deux-Sèvres	4	4	0	0	0	0	8	17	11	0	1	0	0	0	0	29	37
80-Somme	2	11	0	0	0	0	13	25	3	1	0	0	0	0	1	30	43
81-Tarn	3	5	0	0	0	0	8	7	0	0	0	0	0	0	1	8	16
82-Tarn-et-Garonne	0	1	1	0	0	0	2	29	1	0	0	0	0	0	0	30	32
83-Var	7	16	1	1	0	0	25	31	21	0	0	0	1	0	0	53	78
84-Vaucluse	3	4	0	0	0	0	7	27	13	2	1	0	0	2	0	45	52
85-Vendée	1	3	0	0	0	0	4	21	9	0	0	0	0	0	0	30	34
86-Vienne	0	5	0	0	0	0	5	12	7	1	0	0	0	0	0	20	25
87-Haute-Vienne	4	9	0	0	0	0	13	7	9	1	0	0	0	0	0	17	30
88-Vosges	4	8	1	0	0	0	13	19	11	20	4	0	0	0	0	54	67
89-Yonne	1	0	0	0	0	0	1	12	1	6	1	0	0	1	8	29	30
90-Territoire-de-Belfort	1	2	2	0	0	0	5	8	2	0	0	0	0	0	0	10	15
91-Essonnes	3	14	5	0	0	0	22	44	12	0	0	0	0	0	0	56	78
92-Hauts-de-Seine	2	8	4	0	0	0	14	47	7	2	1	0	0	0	0	57	71
93-Seine-Saint-Denis	2	16	3	0	0	0	21	63	18	1	1	0	0	1	0	84	105
94-Val-de-Marne	3	15	4	0	1	0	23	17	6	5	1	0	1	0	0	30	53
95-Val-d'Oise	2	2	0	0	0	0	4	58	19	0	0	0	0	0	0	77	81
FRANCE MÉTROPOLITAINE	285	681	84	4	3	2	1059	3172	983	154	75	5	11	32	181	4613	5672
971-Guadeloupe	1	4	0	0	0	0	5	3	0	0	0	0	0	0	0	3	8
972-Martinique	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
973-Guyane	1	10	0	0	0	0	11	8	0	0	0	0	0	0	0	8	19
974-Réunion	1	3	0	0	0	0	4	31	6	0	0	0	0	0	1	38	42
976-Mayotte	3	6	0	0	0	0	9	1	1	0	0	0	0	0	0	2	11
FRANCE ENTIÈRE	291	705	84	4	3	2	1089	3215	990	154	75	5	11	32	182	4664	5753

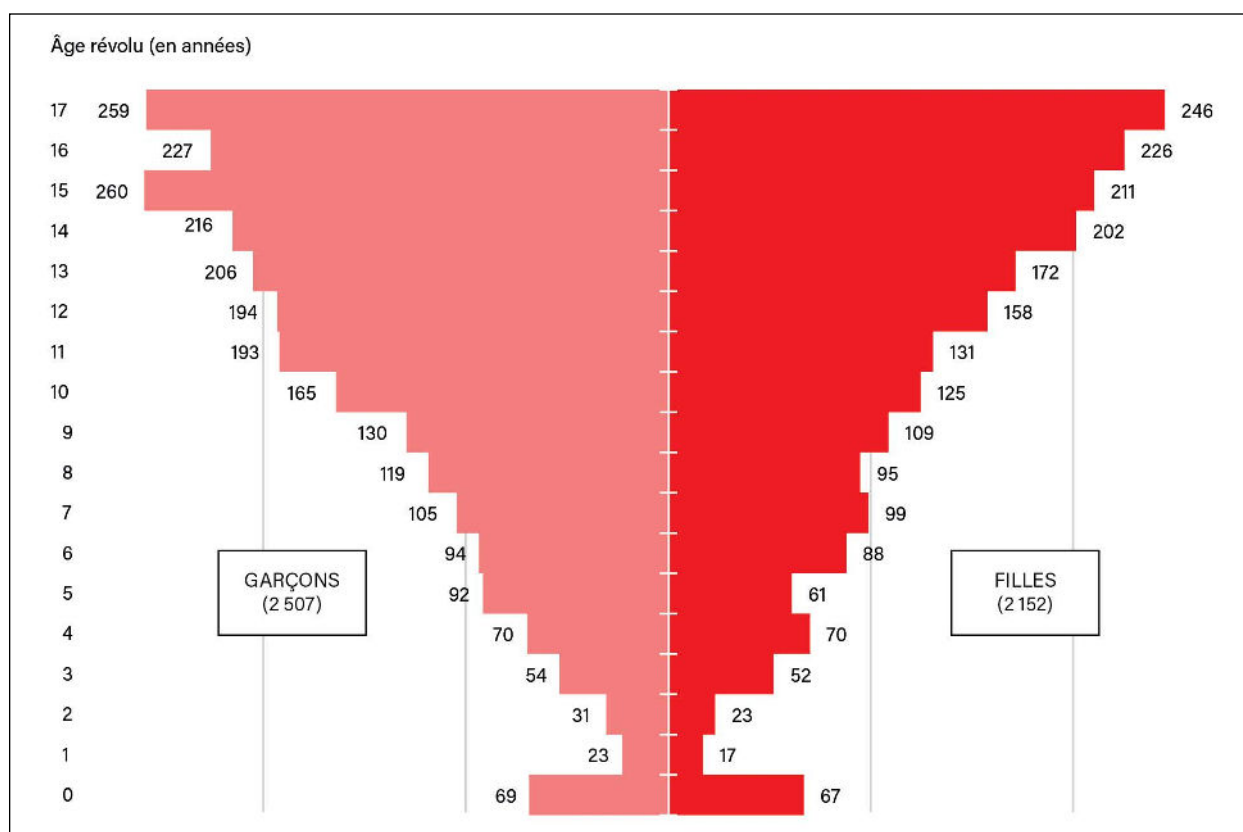
ANNEXE 2.10 Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par année de naissance

Année de naissance	Confiés en vue d'adoption							Non confiés en vue d'adoption									Total des modes d'accueil (I + II)
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Accueil durable et bénévole	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle	Famille de parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévole	Non-répondants	Total II	
2007	10	0	0	0	0	0	10	292	160	16	10	2	9	4	12	505	515
2008	12	0	0	0	0	0	12	269	139	19	8	0	1	7	10	453	465
2009	13	2	0	0	0	0	15	289	133	17	13	2	0	3	14	471	486
2010	8	4	2	0	0	0	14	269	112	13	7	0	0	4	13	418	432
2011	13	3	1	0	0	0	17	255	86	18	4	0	0	1	14	378	395
2012	10	2	0	1	0	0	13	243	68	19	6	0	0	1	15	352	365
2013	12	5	7	0	0	2	26	243	52	11	5	0	1	1	11	324	350
2014	25	10	4	0	0	0	39	208	55	8	3	0	0	3	13	290	329
2015	15	10	7	0	2	0	34	173	43	9	4	1	0	1	8	239	273
2016	23	20	6	0	0	0	49	168	27	4	0	0	0	3	12	214	263
2017	32	23	9	1	0	0	65	155	33	5	5	0	0	0	6	204	269
2018	45	24	4	1	0	0	74	142	16	4	3	0	0	2	15	182	256
2019	29	21	5	1	0	0	56	124	15	4	2	0	0	1	7	153	209
2020	19	34	3	0	1	0	57	109	13	6	1	0	0	1	10	140	197
2021	7	32	5	0	0	0	44	85	11	0	2	0	0	0	8	106	150
2022	5	64	5	0	0	0	74	46	3	0	0	0	0	0	5	54	128
2023	7	220	15	0	0	0	242	32	3	1	1	0	0	0	3	40	282
2024	6	231	11	0	0	0	248	113	21	0	1	0	0	0	2	137	385
Non-répondants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4	4
TOTAL	291	705	84	4	3	2	1089	3215	990	154	75	5	11	32	182	4664	5753
Âge moyen au 31 décembre 2024	8,2	2,2	5,2	7,5	7,3	11	4,6	10,8	12,8	12,3	12,1	14,6	16,3	12,5	10	11,7	10,4

ANNEXE 2.10 bis Âge et sexe des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024



Âge et sexe des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024



Note • Âge et sexe inconnu pour 5 enfants.

ANNEXE 2.11 Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par âge à l'admission

Âge lors de l'admission	Confiés en vue d'adoption							Non confiés en vue d'adoption									Total des modes d'accueil (I + II)
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Accueil durable et bénévolé	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle	Famille de parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévolé	Non-répondants	Total II	
0 an	21	548	35	0	1	0	605	177	39	3	3	0	0	0	5	227	832
1 an	13	24	6	0	0	0	43	63	10	1	3	0	0	1	4	82	125
2 ans	30	23	7	0	1	0	61	127	12	1	1	0	0	0	9	150	211
3 ans	41	23	3	1	0	0	68	153	21	6	2	0	0	1	12	195	263
4 ans	38	23	4	0	0	0	65	218	27	11	3	0	0	2	4	265	330
5 ans	25	22	7	0	0	0	54	222	35	7	4	0	0	2	10	280	334
6 ans	20	13	6	1	0	1	41	254	37	9	2	0	0	1	13	316	357
7 ans	19	12	4	1	1	0	37	229	54	15	3	0	0	1	6	308	345
8 ans	18	5	10	0	0	0	33	263	87	12	3	1	0	1	14	381	414
9 ans	15	3	1	1	0	1	21	273	79	22	6	0	0	6	15	401	422
10 ans	7	2	0	0	0	0	9	239	84	12	4	0	0	0	11	350	359
11 ans	13	4	1	0	0	0	18	228	99	16	6	0	2	1	14	366	384
12 ans	11	3	0	0	0	0	14	221	99	12	11	0	0	4	14	361	375
13 ans	5	0	0	0	0	0	5	192	82	14	6	1	0	5	9	309	314
14 ans	8	0	0	0	0	0	8	151	93	5	6	2	0	0	15	272	280
15 ans	6	0	0	0	0	0	6	121	78	5	8	0	1	3	11	227	233
16 ans	1	0	0	0	0	0	1	68	43	2	1	1	7	4	6	132	133
17 ans	0	0	0	0	0	0	0	16	11	1	3	0	1	0	6	38	38
Non-répondants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4	4
TOTAL	291	705	84	4	3	2	1089	3215	990	154	75	5	11	32	182	4664	5753
Âge moyen lors de l'admission	6,1	1,1	3,3	6,7	3,3	8,1	2,6	8,5	10,5	9,4	10,3	13,5	15,5	10,8	9,5	9	7,8

Pourcentages

Âge lors de l'admission	Confiés en vue d'adoption							Non confiés en vue d'adoption									Total des modes d'accueil (I + II)
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Accueil durable et bénévolé	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle	Famille de parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévolé	Non-répondants	Total II	
Moins d'1 an	65,9	4,2	0	0,1	0	72,7	21,3	4,7	0,4	0,4	0	0	0	0,6	27,3	100	100
1-4 ans	10	2,2	0,1	0,1	0	25,5	60,4	7,5	2	1	0	0	0,4	3,1	74,5	100	100
5-9 ans	2,9	1,5	0,2	0,1	0,1	9,9	66,3	15,6	3,5	1	0,1	0	0,6	3,1	90,1	100	100
10 ans ou plus	0,4	0	0	0	0	2,9	58,4	27,8	3,2	2,1	0,2	0,5	0,8	4,1	97,1	100	100
TOTAL	12,3	1,5	0,1	0,1	0	18,9	55,9	17,2	2,7	1,3	0,1	0,2	0,6	3,2	81,1	100	100

ANNEXE 2.12 Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par durée de prise en charge à l'ASE avant l'admission

Durée de présence à l'ASE avant admission	Confiés en vue d'adoption							Non confiés en vue d'adoption								Total des modes d'accueil (I + II)	
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Accueil durable et bénévole	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle	Famille de parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévole	Non-répondants		Total II
Admission directe	18	532	32	0	1	0	583	150	33	2	3	0	0	0	4	192	775
Moins d'1 an	9	33	8	0	1	0	51	283	123	18	21	0	1	9	37	492	543
1 an	14	19	7	0	0	0	40	107	49	6	4	0	1	3	7	177	217
2 ans	33	24	6	0	0	0	63	205	58	5	6	0	1	1	8	284	347
3 ans	40	22	7	1	0	0	70	235	70	12	5	3	0	3	9	337	407
4 ans	35	18	3	2	0	0	58	301	69	19	2	0	1	1	5	398	456
5 ans	22	15	9	0	0	0	46	265	69	13	2	0	0	6	15	370	416
6 ans	20	6	0	0	0	1	27	275	77	15	6	1	0	1	12	387	414
7 ans	13	3	2	0	0	0	18	220	52	9	3	0	1	1	3	289	307
8 ans	10	1	5	0	0	0	16	227	60	9	4	0	3	1	12	316	332
9 ans	10	2	0	0	0	0	12	175	50	11	4	1	0	0	5	246	258
10 ans	6	2	0	0	0	0	8	130	45	9	1	0	1	0	6	192	200
11 ans	9	2	0	0	0	0	11	115	41	8	0	0	0	1	3	168	179
12 ans	10	0	0	0	0	0	10	100	36	5	1	0	0	1	1	144	154
13 ans	3	0	0	0	0	0	3	64	21	3	0	0	0	2	2	92	95
14 ans	6	0	0	0	0	0	6	46	17	2	0	0	0	0	1	66	72
15 ans	4	0	0	0	0	0	4	44	13	1	0	0	0	0	1	59	63
16 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
17 ans	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Non-répondants	29	26	5	1	1	1	63	272	107	7	13	0	2	2	51	454	517
TOTAL	291	705	84	4	3	2	1089	3215	990	154	75	5	11	32	182	4664	5753
Durée moyenne de présence à l'ASE avant admission (en années)	5,8	3,2	3,7	4,1	0,5	6,9	4,7	6,3	6,1	6,3	3,7	5,4	5,9	4,3	4,6	6,1	6

Pourcentages

Durée de présence à l'ASE avant admission	Confiés en vue d'adoption							Non confiés en vue d'adoption								Total des modes d'accueil (I + II)	
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Accueil durable et bénévole	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle	Famille de parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévole	Non-répondants		Total II
Admission directe	2,3	68,6	4,1	0	0,1	0	75,2	19,4	4,3	0,3	0,4	0	0	0	0,5	24,8	100
0-4 ans	6,6	5,9	1,6	0,2	0,1	0	0	57,4	18,7	3	1,9	0,2	0,2	0,9	3,4	85,7	100
5-9 ans	4,3	1,6	0,9	0	0	0,1	6,9	67,3	17,8	3,3	1,1	0,1	0,2	0,5	2,7	93,1	100
10 ans ou plus	5	0,5	0	0	0	0	5,5	65,4	22,6	3,7	0,3	0	0,1	0,5	1,8	94,5	100
TOTAL	5,1	12,3	1,5	0,1	0,1	0	18,9	55,9	17,2	2,7	1,3	0,1	0,2	0,6	3,2	81,1	100

ANNEXE 2.13 Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par condition d'admission

Conditions d'admission	Confiés en vue d'adoption							Non confiés en vue d'adoption									Total des modes d'accueil (I + II)
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Accueil durable et bénévole	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle	Famille de parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévole	Non-répondants	Total II	
Absence de filiation (1°)	17	509	26	0	1	0	553	136	33	2	1	0	0	1	5	178	731
Remis par personnes qualifiées (2°)	16	25	12	0	0	0	53	159	39	3	2	0	1	1	5	210	263
Remis par un parent (3°)	15	29	1	0	0	0	45	153	66	15	4	0	0	0	7	245	290
Orphelins (4°)	5	15	2	2	1	0	25	295	156	16	40	4	4	14	23	552	577
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	29	6	5	0	0	0	40	381	182	19	6	0	1	1	22	612	652
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	209	121	38	2	1	2	373	2091	514	99	22	1	5	15	117	2864	3237
TOTAL	291	705	84	4	3	2	1089	3215	990	154	75	5	11	32	179	4661	5750

Note • Condition d'admission inconnue pour 3 enfants.

Pourcentages

Conditions d'admission	Confiés en vue d'adoption							Non confiés en vue d'adoption									Total des modes d'accueil (I + II)
	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Accueil durable et bénévole	Autres	Total I	Famille d'accueil	Établissement	Établissement et famille d'accueil	Famille naturelle	Famille de parrainage	Logement autonome	Accueil durable et bénévole	Non-répondants	Total II	
Absence de filiation (1°)	2,3	69,6	3,6	0	0,1	0	75,6	18,6	4,5	0,3	0,1	0	0	0,1	0,7	24,4	100
Remis par personnes qualifiées (2°)	6,1	9,5	4,6	0	0	0	20,2	60,5	14,8	1,1	0,8	0	0,4	0,4	1,9	79,8	100
Remis par un parent (3°)	5,2	10	0,3	0	0	0	15,5	52,8	22,8	5,2	1,4	0	0	0	2,4	84,5	100
Orphelins (4°)	0,9	2,6	0,3	0,3	0,2	0	4,3	51,1	27	2,8	6,9	0,7	0,7	2,4	4	95,7	100
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	4,4	0,9	0,8	0	0	0	6,1	58,4	27,9	2,9	0,9	0	0,2	0,2	3,4	93,9	100
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	6,5	3,7	1,2	0,1	0	0,1	11,5	64,6	15,9	3,1	0,7	0	0,2	0,5	3,6	88,5	100
TOTAL	5,1	12,3	1,5	0,1	0,1	0	18,9	55,9	17,2	2,7	1,3	0,1	0,2	0,6	3,1	81,1	100

ANNEXE 2.14 (1/3) Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 par département

Départements	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non-répondants	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
01-Ain	2	7	1	0	1	8	1	1	0	0	13	0	0	34
02-Aisne	11	10	4	5	10	0	0	8	1	10	9	0	0	68
03-Allier	9	14	0	0	2	0	3	0	0	0	2	0	9	39
04-Alpes-de-Haute-Provence	0	2	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
05-Hautes-Alpes	0	4	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	6
06-Alpes-Maritimes	12	25	8	0	1	1	3	2	0	1	4	0	0	57
07-Ardèche	1	2	0	2	1	0	0	2	0	0	3	0	0	11
08-Ardenne	4	9	0	3	6	0	0	3	0	0	2	0	0	27
09-Ariège	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	4
10-Aube	3	4	0	1	13	1	0	6	1	2	8	0	1	40
11-Aude	21	23	0	0	3	1	0	1	0	1	5	1	0	56
12-Aveyron	1	1	0	3	2	0	0	4	0	2	3	0	0	16
13-Bouches-du-Rhône	21	35	14	4	11	5	0	13	1	2	10	0	9	125
14-Calvados	6	15	8	0	11	8	1	26	0	4	12	1	10	102
15-Cantal	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
16-Charente	5	10	7	0	0	0	0	4	0	0	1	0	0	27
17-Charente-Maritime	7	15	23	1	2	1	0	0	1	2	14	0	0	66
18-Cher	1	11	0	0	0	0	5	0	0	0	7	0	12	36
19-Corrèze	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2
20-Corse	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
21-Côte-d'Or	2	8	2	1	1	3	1	3	1	0	2	0	0	24
22-Côtes-d'Armor	1	11	0	0	4	0	0	0	0	0	6	0	0	22
23-Creuse	0	7	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	9
24-Dordogne	1	0	6	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0	12
25-Doubs	0	6	3	0	21	5	0	15	0	1	2	0	3	56
26-Drôme	1	20	0	1	1	1	0	0	0	0	6	0	12	42
27-Eure	5	9	0	1	12	5	1	4	0	0	5	0	0	42
28-Eure-et-Loir	10	3	14	0	4	4	1	4	0	0	4	0	3	47
29-Finistère	6	27	0	0	1	1	0	0	1	1	13	0	3	53
30-Gard	1	23	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	26
31-Haute-Garonne	16	4	0	1	35	3	0	0	1	4	1	1	0	66
32-Gers	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	5	7
33-Gironde	5	43	5	0	5	2	0	10	0	1	21	0	0	92
34-Hérault	4	4	0	0	5	1	3	4	0	1	6	0	0	28
35-Ille-et-Vilaine	5	39	6	0	17	4	3	14	2	6	6	0	0	102
36-Indre	0	0	4	0	0	0	1	1	0	0	5	0	0	11
37-Indre-et-Loire	3	5	6	0	2	0	0	1	0	0	2	0	0	19

ANNEXE 2.14 (2/3) Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 par département

Départements	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non-répondants	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
38-Isère	7	27	28	2	4	6	3	6	1	1	10	0	0	95
39-Jura	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	5
40-Landes	0	7	3	0	0	1	0	0	0	0	7	0	13	31
41-Loir-et-Cher	0	1	0	0	2	4	1	1	1	0	3	0	0	13
42-Loire	3	16	4	0	9	1	1	7	0	3	6	0	0	50
43-Haute-Loire	3	3	0	0	3	0	0	0	0	4	0	1	0	14
44-Loire-Atlantique	20	30	20	1	2	0	0	1	1	1	8	1	1	86
45-Loiret	1	29	9	0	1	7	1	2	0	0	3	1	0	54
46-Lot	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
47-Lot-et-Garonne	2	6	0	0	2	0	1	1	0	1	8	0	0	21
48-Lozère	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	8
49-Maine-et-Loire	7	51	22	1	8	4	0	14	0	0	29	1	10	147
50-Manche	3	2	0	0	0	0	1	5	2	5	4	0	0	22
51-Marne	6	9	4	0	3	0	0	3	2	2	9	0	0	38
52-Haute-Marne	1	14	5	1	2	2	1	0	0	0	0	0	0	26
53-Mayenne	9	2	4	0	0	1	1	1	0	0	0	1	0	19
54-Meurthe-et-Moselle	23	57	10	0	14	2	0	5	0	0	21	1	12	145
55-Meuse	2	5	0	4	7	2	0	0	0	0	11	0	1	32
56-Morbihan	13	39	9	0	4	1	5	6	2	1	10	0	0	90
57-Moselle	12	25	9	1	7	2	1	1	0	4	3	0	1	66
58-Nièvre	6	15	1	0	4	2	0	5	0	1	2	0	1	37
59-Nord	24	128	20	21	86	37	5	8	1	8	71	2	0	411
60-Oise	3	21	0	0	3	0	0	3	1	0	6	0	0	37
61-Orne	5	19	5	0	0	0	0	0	0	0	3	1	5	38
62-Pas-de-Calais	25	63	66	4	29	0	2	6	3	6	20	0	20	244
63-Puy-de-Dôme	2	8	4	1	6	3	0	2	0	2	0	0	0	28
64-Pyrénées-Atlantiques	1	8	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	11
65-Hautes-Pyrénées	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	6	9
66-Pyrénées-Orientales	3	17	2	0	2	0	0	5	1	5	5	0	0	40
67-Bas-Rhin	7	23	5	4	14	2	3	9	0	0	21	0	4	92
68-Haut-Rhin	13	33	1	5	4	3	0	13	3	0	7	0	0	82
69-Rhône	10	24	3	2	6	2	0	5	2	1	13	0	11	79
70-Haute-Saône	2	4	0	1	0	1	0	9	1	0	2	0	0	20
71-Saône-et-Loire	0	9	0	1	15	1	0	4	0	0	8	0	0	38
72-Sarthe	1	9	5	0	0	0	0	0	1	1	6	0	18	41
73-Savoie	2	1	0	0	0	0	0	5	0	7	1	0	0	16
74-Haute-Savoie	1	22	0	3	5	0	0	1	0	2	6	2	0	42

ANNEXE 2.14 (3/3) Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 par département

Départements	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non-répondants	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
75-Paris	14	33	0	8	3	5	0	2	1	0	18	0	32	116
76-Seine-Maritime	14	15	12	2	5	1	1	2	0	2	22	1	4	81
77-Seine-et-Marne	3	18	12	11	6	5	0	0	0	2	6	0	2	65
78-Yvelines	7	22	4	0	12	1	2	0	2	0	6	1	19	76
79-Deux-Sèvres	2	4	2	0	0	0	1	7	2	5	6	0	0	29
80-Somme	9	14	2	1	0	0	0	0	2	0	2	0	0	30
81-Tarn	1	1	2	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	8
82-Tarn-et-Garonne	7	14	2	1	4	0	0	0	1	0	1	0	0	30
83-Var	7	17	7	0	2	2	2	5	2	3	6	0	0	53
84-Vaucluse	3	13	7	4	5	2	2	4	0	0	3	0	2	45
85-Vendée	4	15	2	0	2	3	0	1	1	0	2	0	0	30
86-Vienne	3	3	1	0	5	0	1	3	0	1	3	0	0	20
87-Haute-Vienne	4	0	0	0	0	0	1	9	0	0	3	0	0	17
88-Vosges	3	13	8	1	0	0	0	2	3	0	24	0	0	54
89-Yonne	0	4	7	0	2	1	0	0	0	0	0	0	15	29
90-Territoire-de-Belfort	0	2	0	0	0	0	0	2	0	4	2	0	0	10
91-Essonnes	6	14	3	1	7	0	0	7	0	1	17	0	0	56
92-Hauts-de-Seine	10	15	5	0	8	2	1	6	0	3	6	1	0	57
93-Seine-Saint-Denis	14	33	3	0	4	1	0	1	1	5	22	0	0	84
94-Val-de-Marne	7	16	2	0	0	0	0	0	1	0	4	0	0	30
95-Val-d'Oise	2	13	7	2	14	0	0	3	0	9	19	0	8	77
FRANCE MÉTROPOLITAINE	503	1414	448	113	499	162	61	308	48	129	657	18	253	4 613
971-Guadeloupe	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	3
972-Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
973-Guyane	0	2	0	1	1	0	0	3	0	0	1	0	0	8
974-Réunion	3	4	19	1	2	1	1	0	2	5	0	0	0	38
976-Mayotte	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
FRANCE ENTIÈRE	508	1420	468	115	502	163	62	311	50	134	660	18	253	4 664

ANNEXE 2.15 **Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 par année de naissance**

Année de naissance	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non-répondants	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
2007	41	304	29	7	40	24	4	15	3	18	14	0	6	505
2008	45	258	37	2	38	15	0	23	6	17	7	0	5	453
2009	40	237	53	7	48	13	4	31	5	10	20	0	3	471
2010	40	191	44	8	37	23	3	25	4	19	12	0	12	418
2011	52	118	48	5	53	11	4	39	8	9	14	0	17	378
2012	48	109	44	8	51	12	1	28	5	10	22	0	14	352
2013	40	77	49	4	38	14	2	39	10	11	19	0	21	324
2014	40	54	44	9	38	11	4	28	3	10	32	3	14	290
2015	27	32	39	4	40	11	6	14	2	9	41	0	14	239
2016	30	18	20	3	42	8	4	16	1	8	39	2	23	214
2017	23	12	24	4	31	6	7	14	1	5	55	3	19	204
2018	30	4	11	3	13	3	5	12	0	4	69	1	27	182
2019	10	4	8	10	15	3	3	14	1	1	61	2	21	153
2020	19	0	12	1	6	3	4	9	0	1	67	1	17	140
2021	8	2	5	2	7	3	5	1	0	2	51	2	18	106
2022	6	0	1	0	4	1	2	3	0	0	25	0	12	54
2023	0	0	0	2	0	1	2	0	1	0	30	0	4	40
2024	9	0	0	36	1	1	2	0	0	0	82	4	2	137
Non-répondants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4
TOTAL	508	1420	468	115	502	163	62	311	50	134	660	18	253	4664
Âge moyen au 31 décembre 2024	11,6	14,8	12,2	7,5	11,9	12,6	8,7	11,8	12,9	13	6,6	5,6	8,6	11,7

ANNEXE 2.16 **Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 par âge à l'admission**

Âge lors de l'admission	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non-répondants	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
0 an	41	4	0	43	4	5	9	1	1	1	110	4	4	227
1 an	15	1	3	2	4	3	3	2	0	1	36	2	10	82
2 ans	29	2	8	0	12	3	7	9	2	2	52	3	21	150
3 ans	33	4	19	2	15	4	6	13	2	4	74	3	16	195
4 ans	43	12	25	3	27	6	2	24	2	7	99	1	14	265
5 ans	35	22	28	7	45	10	5	29	5	6	59	1	28	280
6 ans	30	33	37	3	63	11	9	27	6	16	57	0	24	316
7 ans	51	46	35	2	51	15	4	24	3	12	41	4	20	308
8 ans	48	77	66	7	48	18	6	25	10	19	37	0	20	381
9 ans	34	126	49	7	51	15	4	52	10	19	19	0	15	401
10 ans	32	129	53	5	47	11	0	24	4	14	13	0	18	350
11 ans	36	163	45	8	39	8	1	31	2	5	14	0	14	366
12 ans	27	168	36	5	42	17	4	23	3	7	13	0	16	361
13 ans	18	172	25	10	24	13	0	12	0	9	13	0	13	309
14 ans	21	172	22	6	13	9	0	9	0	6	8	0	6	272
15 ans	8	168	9	2	11	9	2	3	0	4	8	0	3	227
16 ans	6	97	8	2	3	4	0	3	0	1	5	0	3	132
17 ans	1	24	0	1	3	2	0	0	0	1	2	0	4	38
Non-répondants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4
TOTAL	508	1420	468	115	502	163	62	311	50	134	660	18	249	4 664
Âge moyen lors de l'admission	7,4	12,2	9,2	6,3	8,7	9,5	5,7	8,6	7,9	9,1	5,1	3,5	7,8	9

Note • La date d'admission correspond à la date du procès verbal établi lors de l'admission (cas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article L.224-4) ou à la date de jugement (cas 5° et 6° de l'article L.224-4).

ANNEXE 2.17 **Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 par durée de prise en charge à l'ASE**

Durée de prise en charge à l'ASE avant admission	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non-répondants	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
Admission directe	31	2	0	42	4	3	5	0	1	0	97	4	3	192
Moins d'1 an	45	134	59	21	30	56	11	24	8	10	68	0	26	492
1 an	17	37	19	5	11	7	5	25	1	2	32	3	13	177
2 ans	48	54	30	4	26	3	9	26	4	5	53	3	19	284
3 ans	48	62	35	2	43	10	2	23	4	14	74	3	17	337
4 ans	57	80	58	5	37	9	4	31	3	11	87	0	16	398
5 ans	45	89	40	6	45	12	4	32	5	14	56	1	21	370
6 ans	38	111	43	6	59	11	4	31	3	10	46	0	25	387
7 ans	26	84	24	2	48	12	3	32	5	14	26	2	11	289
8 ans	31	132	31	4	45	2	5	20	6	5	20	0	15	316
9 ans	29	99	23	2	30	9	2	19	3	12	12	0	6	246
10 ans	15	94	13	0	30	3	1	10	2	11	6	0	7	192
11 ans	15	85	12	0	22	2	2	7	0	4	14	0	5	168
12 ans	10	93	10	1	8	2	0	4	1	4	5	0	6	144
13 ans	6	49	6	2	10	3	0	3	0	1	7	0	5	92
14 ans	6	43	1	2	5	1	0	4	0	0	3	0	1	66
15 ans	2	36	3	0	6	1	1	1	0	1	7	0	1	59
16 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
17 ans	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Non-répondants	39	135	61	11	43	17	4	19	4	16	47	2	56	454
TOTAL	508	1420	468	115	502	163	62	311	50	134	660	18	253	4 664
Durée moyenne de prise en charge à l'ASE avant admission (en années)	5,6	7,6	5,4	4,2	6,7	4,1	4,5	5,7	5,3	6,4	4,8	3,7	5,4	6,1

Note • La date d'admission correspond à la date du procès verbal établi lors de l'admission (cas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article L.224-4) ou à la date de jugement (cas 5° et 6° de l'article L.224-4).

ANNEXE 2.18 **Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 par condition d'admission**

Conditions d'admission	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non-répondants	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
Absence de filiation (1°)	32	1	0	42	3	0	5	0	1	0	86	3	5	178
Remis par personnes qualifiées (2°)	34	45	8	7	15	8	8	16	10	1	49	4	5	210
Remis par un parent (3°)	23	60	20	26	31	13	4	16	4	3	40	0	5	245
Orphelins (4°)	38	227	61	25	31	79	7	21	0	14	25	0	24	552
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	66	163	119	2	64	16	7	78	3	6	55	2	31	612
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	315	924	260	13	358	47	31	180	32	110	405	9	180	2 864
TOTAL	508	1 420	468	115	502	163	62	311	50	134	660	18	250	4 661

Note • Condition d'admission inconnue pour 3 enfants.

Pourcentages

Conditions d'admission	Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de :			Placement inadapté à la situation du pupille en raison de :							Placement en cours de traitement, dont :		Non-répondants	Total
	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Pupille à titre provisoire	Bonne insertion dans la famille d'accueil	Maintien des liens familiaux ou tutelle	Recours ou situation conflictuelle	Séquelles psychologiques de l'enfant	Échec d'adoption ou de placement	Refus de l'enfant	Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption	Recherche large de familles adoptantes		
Absence de filiation (1°)	18	0,6	0	23,6	1,7	0	2,8	0	0,6	0	48,3	1,7	2,8	100
Remis par personnes qualifiées (2°)	16,2	21,4	3,8	3,3	7,1	3,8	3,8	7,6	4,8	0,5	23,3	1,9	2,4	100
Remis par un parent (3°)	9,4	24,5	8,2	10,6	12,7	5,3	1,6	6,5	1,6	1,2	16,3	0	2	100
Orphelins (4°)	6,9	41,1	11,1	4,5	5,6	14,3	1,3	3,8	0	2,5	4,5	0	4,3	100
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	10,8	26,6	19,4	0,3	10,5	2,6	1,1	12,7	0,5	1	9	0,3	5,1	100
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	11	32,3	9,1	0,5	12,5	1,6	1,1	6,3	1,1	3,8	14,1	0,3	6,3	100
TOTAL	10,9	30,5	10	2,5	10,8	3,5	1,3	6,7	1,1	2,9	14,2	0,4	5,4	100

**ANNEXE 2.19 (1/3) Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2024
par département**

Départements	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Enfants de 10 ans et plus sans fratrie et problème de santé	Total	Proportion d'enfants ayant des besoins spécifiques (en %)
01-Ain	4	8	10	30	20	72	31
02-Aisne	14	13	5	50	36	118	27
03-Allier	9	14	0	21	22	44	52
04-Alpes-de-Haute-Provence	0	2	7	5	2	14	64
05-Hautes-Alpes	0	4	0	4	5	8	50
06-Alpes-Maritimes	15	31	11	13	22	70	81
07-Ardèche	3	2	0	7	4	12	42
08-Ardenne	5	7	4	16	15	32	50
09-Ariège	0	0	0	5	4	5	0
10-Aube	3	4	0	37	23	44	16
11-Aude	21	23	0	13	23	57	77
12-Aveyron	1	2	0	16	12	19	16
13-Bouches-du-Rhône	28	19	31	81	40	159	49
14-Calvados	6	17	11	82	64	116	29
15-Cantal	0	2	0	3	2	5	40
16-Charente	6	10	12	2	9	30	93
17-Charente-Maritime	7	17	28	18	21	70	74
18-Cher	1	11	0	38	30	50	24
19-Corrèze	0	0	0	10	1	10	0
20-Corse	0	0	0	1		1	0
21-Côte-d'Or	4	9	3	16	15	32	50
22-Côtes-d'Armor	1	13	0	13	16	27	52
23-Creuse	0	7	0	2	8	9	78
24-Dordogne	5	2	8	2	1	17	88
25-Doubs	7	18	7	31	29	63	51
26-Drôme	2	20	0	25	23	47	47
27-Eure	7	10	1	27	25	45	40
28-Eure-et-Loir	11	4	14	23	15	52	56
29-Finistère	11	24	2	37	33	74	50
30-Gard	3	26	0	13	26	42	69
31-Haute-Garonne	17	4	0	67	34	88	24
32-Gers	0	0	0	9	4	9	0
33-Gironde	9	49	20	29	46	107	73
34-Hérault	6	9	0	25	11	40	38
35-Ille-et-Vilaine	6	40	28	41	58	115	64

**ANNEXE 2.19 (2/3) Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2024
par département**

Départements	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Enfants de 10 ans et plus sans fratrie et problème de santé	Total	Proportion d'enfants ayant des besoins spécifiques (en %)
36-Indre	0	0	6	8	2	14	43
37-Indre-et-Loire	6	4	9	7	7	26	73
38-Isère	10	23	36	38	40	107	64
39-Jura	1	3	0	5	3	9	44
40-Landes	2	12	3	20	19	37	46
41-Loir-et-Cher	1	2	0	14	8	17	18
42-Loire	8	16	4	28	28	56	50
43-Haute-Loire	4	3	0	8	8	15	47
44-Loire-Atlantique	24	21	34	32	21	111	71
45-Loiret	4	26	13	24	28	67	64
46-Lot	1	0	3	0		4	100
47-Lot-et-Garonne	5	3	0	16	12	24	33
48-Lozère	1	6	0	2	6	9	78
49-Maine-et-Loire	21	49	39	87	71	196	56
50-Manche	5	7	0	25	14	37	32
51-Marne	9	12	6	25	17	52	52
52-Haute-Marne	3	9	12	9	13	33	73
53-Mayenne	12	2	3	6	4	23	74
54-Meurthe-et-Moselle	27	52	20	54	59	153	65
55-Meuse	2	4	5	23	10	34	32
56-Morbihan	18	28	24	31	34	101	69
57-Moselle	22	27	17	33	27	99	67
58-Nièvre	7	15	1	20	24	43	53
59-Nord	25	129	20	308	254	482	36
60-Oise	4	13	10	15	15	42	64
61-Orne	6	17	7	11	19	41	73
62-Pas-de-Calais	21	32	167	94	71	314	95
63-Puy-de-Dôme	3	3	12	16	7	34	53
64-Pyrénées-Atlantiques	2	9	0	8	8	19	58
65-Hautes-Pyrénées	1	3	0	7	8	11	36
66-Pyrénées-Orientales	3	19	2	30	27	54	44
67-Bas-Rhin	9	23	9	67	43	108	38
68-Haut-Rhin	16	30	11	37	36	94	61
69-Rhône	14	27	3	46	42	90	49
70-Haute-Saône	4	15	0	6	16	25	76

**ANNEXE 2.19 (3/3) Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2024
par département**

Départements	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Enfants de 10 ans et plus sans fratrie et problème de santé	Total	Proportion d'enfants ayant des besoins spécifiques (en %)
71-Saône-et-Loire	6	11	0	32	22	49	35
72-Sarthe	2	9	5	40	14	56	29
73-Savoie	2	2	2	16	11	22	27
74-Haute-Savoie	8	25	0	17	25	50	66
75-Paris	18	32	0	94	50	144	35
76-Seine-Maritime	21	13	14	52	35	100	48
77-Seine-et-Marne	4	21	13	44	39	82	46
78-Yvelines	12	17	16	49	38	94	48
79-Deux-Sèvres	3	14	4	16	14	37	57
80-Somme	11	14	6	12	9	43	72
81-Tarn	1	2	4	9	2	16	44
82-Tarn-et-Garonne	9	13	3	7	16	32	78
83-Var	12	25	13	28	24	78	64
84-Vaucluse	6	12	12	22	20	52	58
85-Vendée	5	15	6	8	19	34	76
86-Vienne	7	3	1	14	9	25	44
87-Haute-Vienne	6	1	0	23	11	30	23
88-Vosges	3	14	8	42	21	67	37
89-Yonne	0	4	7	19	12	30	37
90-Territoire-de-Belfort	1	8	0	6	6	15	60
91-Essonne	7	15	5	51	28	78	35
92-Hauts-de-Seine	14	12	11	34	30	71	52
93-Seine-Saint-Denis	20	34	8	43	45	105	59
94-Val-de-Marne	12	21	7	13	13	53	75
95-Val-d'Oise	2	19	7	53	39	81	35
FRANCE MÉTROPOLITAINE	705	1421	830	2 716	2 252	5 672	52
971-Guadeloupe	1	3	0	4	2	8	50
972-Martinique	0	0	0	1	0	1	0
973-Guyane	1	2	8	8	6	19	58
974-Réunion	4	2	25	11	9	42	74
976-Mayotte	1	0	2	8	0	11	27
FRANCE ENTIÈRE	712	1428	865	2 748	2 269	5 753	52
	12%	25%	15%	48%			

**ANNEXE 2.20 Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2024
par année de naissance**

Année de naissance	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Total
2007	52	280	81	102	515
2008	56	239	86	84	465
2009	53	210	109	114	486
2010	52	184	75	121	432
2011	61	122	80	132	395
2012	62	104	71	128	365
2013	53	82	69	146	350
2014	49	60	63	157	329
2015	35	40	54	144	273
2016	38	30	42	153	263
2017	30	21	49	169	269
2018	36	22	28	170	256
2019	19	15	23	152	209
2020	24	5	21	147	197
2021	13	7	9	121	150
2022	15	3	2	108	128
2023	29	3	1	249	282
2024	35	1	2	347	385
Non-répondants	0	0	0	4	4
TOTAL	712	1 428	865	2 748	5 753
Âge moyen au 31 décembre 2024	10,6	14,2	12,4	7,7	10,4

Note • Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y a la possibilité de renseigner deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Pourcentages

Année de naissance	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Total
2007	7,3	19,6	9,4	3,7	9
2008	7,9	16,7	9,9	3,1	8,1
2009	7,4	14,7	12,6	4,1	8,4
2010	7,3	12,9	8,7	4,4	7,5
2011	8,6	8,5	9,2	4,8	6,9
2012	8,7	7,3	8,2	4,7	6,3
2013	7,4	5,7	8	5,3	6,1
2014	6,9	4,2	7,3	5,7	5,7
2015	4,9	2,8	6,2	5,2	4,7
2016	5,3	2,1	4,9	5,6	4,6
2017	4,2	1,5	5,7	6,1	4,7
2018	5,1	1,5	3,2	6,2	4,4
2019	2,7	1,1	2,7	5,5	3,6
2020	3,4	0,4	2,4	5,3	3,4
2021	1,8	0,5	1	4,4	2,6
2022	2,1	0,2	0,2	3,9	2,2
2023	4,1	0,2	0,1	9,1	4,9
2024	4,9	0,1	0,2	12,6	6,7
TOTAL	100	100	100	100	100

**ANNEXE 2.21 Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2024
par âge à l'admission**

Âge lors de l'admission	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Total
0 an	110	10	7	705	832
1 an	23	7	8	87	125
2 ans	37	18	17	139	211
3 ans	44	16	32	171	263
4 ans	51	24	46	209	330
5 ans	43	33	50	208	334
6 ans	44	44	60	209	357
7 ans	60	56	60	169	345
8 ans	56	88	103	167	414
9 ans	41	121	87	173	422
10 ans	43	119	86	111	359
11 ans	47	153	88	96	384
12 ans	40	161	64	110	375
13 ans	24	150	62	78	314
14 ans	26	162	46	46	280
15 ans	14	149	33	37	233
16 ans	7	93	15	18	133
17 ans	2	24	1	11	38
Non-répondants	0	0	0	4	4
TOTAL	712	1428	865	2748	5753
Âge moyen lors de l'admission	6,9	11,7	9,5	5,6	7,8

Note • Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y a la possibilité de renseigner deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Pourcentages

Âge lors de l'admission	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Total
0 an	15,4	0,7	0,8	25,7	14,5
1 an	3,2	0,5	0,9	3,2	2,2
2 ans	5,2	1,3	2	5,1	3,7
3 ans	6,2	1,1	3,7	6,2	4,6
4 ans	7,2	1,7	5,3	7,6	5,7
5 ans	6	2,3	5,8	7,6	5,8
6 ans	6,2	3,1	6,9	7,6	6,2
7 ans	8,4	3,9	6,9	6,1	6
8 ans	7,9	6,2	11,9	6,1	7,2
9 ans	5,8	8,5	10,1	6,3	7,3
10 ans	6	8,3	9,9	4	6,2
11 ans	6,6	10,7	10,2	3,5	6,7
12 ans	5,6	11,3	7,4	4	6,5
13 ans	3,4	10,5	7,2	2,8	5,5
14 ans	3,7	11,3	5,3	1,7	4,9
15 ans	2	10,4	3,8	1,3	4,1
16 ans	1	6,5	1,7	0,7	2,3
17 ans	0,3	1,7	0,1	0,4	0,7
Non-répondants	0	0	0	0,1	0,1
TOTAL	100	100	100	100	100

**ANNEXE 2.22 Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2024
par durée de prise en charge à l'ASE**

Durée de prise en charge à l'ASE avant admission	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Total
Admission directe	94	8	5	668	775
Moins d'1 an	60	138	86	259	543
1 an	26	47	37	107	217
2 ans	62	68	57	160	347
3 ans	56	62	82	207	407
4 ans	73	89	83	211	456
5 ans	54	97	70	195	416
6 ans	52	101	82	179	414
7 ans	38	83	50	136	307
8 ans	41	122	64	105	332
9 ans	34	105	30	89	258
10 ans	18	100	28	54	200
11 ans	21	70	34	54	179
12 ans	13	79	29	33	154
13 ans	10	46	12	27	95
14 ans	6	46	7	13	72
15 ans	8	31	5	19	63
16 ans	0	0	0	0	0
17 ans	0	1	0	0	1
Non-répondants	46	135	104	232	517
TOTAL	712	1 428	865	2 748	5 753
Durée moyenne de prise en charge à l'ASE avant admission	5,7	7,3	5,8	5,3	6

Note - Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y a la possibilité de renseigner deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Pourcentages

Durée de prise en charge à l'ASE avant admission	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Total
Admission directe	13,2	0,6	0,6	24,3	13,5
Moins d'1 an	8,4	9,7	9,9	9,4	9,4
1 an	3,7	3,3	4,3	3,9	3,8
2 ans	8,7	4,8	6,6	5,8	6
3 ans	7,9	4,3	9,5	7,5	7,1
4 ans	10,3	6,2	9,6	7,7	7,9
5 ans	7,6	6,8	8,1	7,1	7,2
6 ans	7,3	7,1	9,5	6,5	7,2
7 ans	5,3	5,8	5,8	4,9	5,3
8 ans	5,8	8,5	7,4	3,8	5,8
9 ans	4,8	7,4	3,5	3,2	4,5
10 ans	2,5	7	3,2	2	3,5
11 ans	2,9	4,9	3,9	2	3,1
12 ans	1,8	5,5	3,4	1,2	2,7
13 ans	1,4	3,2	1,4	1	1,7
14 ans	0,8	3,2	0,8	0,5	1,3
15 ans	1,1	2,2	0,6	0,7	1,1
16 ans	0	0	0	0	0
17 ans	0	0,1	0	0	0
Non-répondants	6,5	9,5	12	8,4	9
TOTAL	100	100	100	100	100

**ANNEXE 2.23 Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2024
par condition d'admission**

Conditions d'admission	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Total
Absence de filiation (1°)	85	5	4	637	731
Remis par personnes qualifiées (2°)	48	58	18	139	263
Remis par un parent (3°)	32	65	30	163	290
Orphelins (4°)	48	214	120	195	577
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	86	152	181	233	652
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	413	934	512	1 378	3 237
TOTAL	712	1 428	865	2 745	5 750

Note • Condition d'admission inconnue pour 3 enfants. Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y a la possibilité de renseigner deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Existence de besoin spécifique pour chaque condition d'admission (en %)

Conditions d'admission	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Total
Absence de filiation (1°)	11,6	0,7	0,5	87,1	100
Remis par personnes qualifiées (2°)	18,3	22,1	6,8	52,9	100
Remis par un parent (3°)	11	22,4	10,3	56,2	100
Orphelins (4°)	8,3	37,1	20,8	33,8	100
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	13,2	23,3	27,8	35,7	100
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	12,8	28,9	15,8	42,6	100
TOTAL	12,4	24,8	15	47,7	100

Conditions d'admission selon le type de besoin spécifique (en %)

Conditions d'admission	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Total
Absence de filiation (1°)	11,9	0,4	0,5	23,2	12,7
Remis par personnes qualifiées (2°)	6,7	4,1	2,1	5,1	4,6
Remis par un parent (3°)	4,5	4,6	3,5	5,9	5
Orphelins (4°)	6,7	15	13,9	7,1	10
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	12,1	10,6	20,9	8,5	11,3
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	58	65,4	59,2	50,2	56,3
TOTAL	100	100	100	100	100

ANNEXE 2.24 Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2024 par modalité d'accueil

Modalités d'accueil	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non-répondants	Total
Enfants confiés en vue d'adoption	100	95	78	816	0	1089
Famille d'accueil	21	48	33	189	0	291
Famille agréée du département	51	39	23	592	0	705
Famille agréée hors département	28	7	19	30	0	84
Famille naturelle	0	0	3	1	0	4
Accueil durable et bénévole	0	1	0	2	0	3
Autres	0	0	0	2	0	2
Enfants non confiés en vue d'adoption (sans les non-répondants)	612	1333	787	1932	0	4664
Famille d'accueil	383	830	509	1493	0	3215
Établissement	167	364	221	238	0	990
Famille et établissement	53	33	27	41	0	154
Famille naturelle	3	20	16	36	0	75
Famille parrainage	0	2	3	0	0	5
Logement autonome	1	10	0	0	0	11
Accueil durable et bénévole	3	15	1	13	0	32
Non-répondants	2	59	10	111	174	182
TOTAL	712	1428	865	2748	0	5753

Note • Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y a la possibilité de renseigner deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Pourcentages

Modalités d'accueil	État de santé ou de handicap	Âge	Fratrie	Aucun besoin spécifique	Non-répondants	Total
Enfants confiés en vue d'adoption	14	7	9	30	0	19
Famille d'accueil	3	3	4	7	0	5
Famille agréée du département	7	3	3	22	0	12
Famille agréée hors département	4	0	2	1	0	1
Famille naturelle	0	0	0	0	0	0
Accueil durable et bénévole	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0
Enfants non confiés en vue d'adoption (sans les non-répondants)	86	93	91	70	100	81
Famille d'accueil	54	58	59	54	0	56
Établissement	23	25	26	9	0	17
Famille et établissement	7	2	3	1	0	3
Famille naturelle	0	1	2	1	0	1
Famille parrainage	0	0	0	0	0	0
Logement autonome	0	1	0	0	0	0
Accueil durable et bénévole	0	1	0	0	0	1
Non-répondants	0	4	1	4	100	3
TOTAL	100	100	100	100	100	100

**ANNEXE 2.25 (1/3) Projets de vie des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption
au 31 décembre 2024 par département**

Départements	Adoption	Parrainage	Accueil durable et bénévole	Maintien lieu de placement	Accompagnement autonomie/majorité	Placement médico-social	Projet de vie en cours	Autres	Pas de projet à ce stade	Non-répondants	Total
01-Ain	4	1	5	15	0	0	7	0	2	0	34
02-Aisne	8	5	0	41	0	1	1	0	12	0	68
03-Allier	3	0	0	21	0	0	2	0	13	0	39
04-Alpes-de-Haute-Provence	0	0	0	9	0	0	0	0	0	0	9
05-Hautes-Alpes	2	0	0	2	0	0	0	0	2	0	6
06-Alpes-Maritimes	7	2	0	25	0	0	3	3	16	1	57
07-Ardèche	3	0	1	3	0	0	2	0	2	0	11
08-Ardenne	2	1	0	12	0	0	0	0	12	0	27
09-Ariège	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
10-Aube	9	0	1	12	0	0	0	7	11	0	40
11-Aude	3	0	2	45	1	0	3	0	2	0	56
12-Aveyron	4	0	0	3	0	0	3	0	6	0	16
13-Bouches-du-Rhône	16	0	2	50	1	4	11	4	37	0	125
14-Calvados	13	13	0	15	1	1	20	0	39	0	102
15-Cantal	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2
16-Charente	6	0	3	15	0	0	0	0	1	2	27
17-Charente-Maritime	10	0	0	3	0	0	9	0	38	6	66
18-Cher	10	0	0	13	0	0	0	0	6	7	36
19-Corrèze	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	2
20-Corse	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
21-Côte-d'Or	3	0	1	4	0	1	0	3	12	0	24
22-Côtes-d'Armor	4	0	0	5	0	0	3	0	0	10	22
23-Creuse	0	0	0	0	0	0	0	0	8	1	9
24-Dordogne	0	0	0	0	0	0	1	0	9	2	12
25-Doubs	7	5	4	34	0	0	5	0	0	1	56
26-Drôme	9	0	0	16	0	0	0	0	0	17	42
27-Eure	10	5	1	6	0	0	4	0	14	2	42
28-Eure-et-Loir	15	0	1	10	0	0	0	0	21	0	47
29-Finistère	13	0	0	0	0	0	0	0	0	40	53
30-Gard	1	0	1	24	0	0	0	0	0	0	26
31-Haute-Garonne	4	0	0	58	0	0	0	0	0	4	66
32-Gers	0	0	1	2	0	0	4	0	0	0	7
33-Gironde	6	1	1	66	0	0	14	1	3	0	92
34-Hérault	7	0	3	11	0	0	0	0	7	0	28
35-Ille-et-Vilaine	0	0	1	41	15	0	13	3	29	0	102
36-Indre	6	0	0	5	0	0	0	0	0	0	11
37-Indre-et-Loire	1	2	0	5	0	0	2	0	9	0	19
38-Isère	9	0	3	33	0	0	3	0	47	0	95

**ANNEXE 2.25 (2/3) Projets de vie des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption
au 31 décembre 2024 par département**

Départements	Adoption	Parrainage	Accueil durable et bénévole	Maintien lieu de placement	Accompagnement autonomie/majorité	Placement médico-social	Projet de vie en cours	Autres	Pas de projet à ce stade	Non-répondants	Total
39-Jura	2	1	0	1	0	0	0	0	1	0	5
40-Landes	5	0	1	22	0	0	0	0	3	0	31
41-Loir-et-Cher	3	0	0	0	0	0	0	0	10	0	13
42-Loire	7	0	0	3	0	0	1	0	2	37	50
43-Haute-Loire	1	0	1	10	0	0	2	0	0	0	14
44-Loire-Atlantique	11	3	1	33	0	0	11	3	24	0	86
45-Loiret	3	0	5	24	0	0	3	3	16	0	54
46-Lot	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	3
47-Lot-et-Garonne	3	0	0	8	0	0	7	1	2	0	21
48-Lozère	2	0	4	0	0	0	0	0	2	0	8
49-Maine-et-Loire	33	5	4	37	1	0	1	6	59	1	147
50-Manche	5	0	1	11	0	0	0	1	4	0	22
51-Marne	4	1	1	19	1	1	7	3	1	0	38
52-Haute-Marne	1	0	0	10	9	3	2	0	1	0	26
53-Mayenne	1	0	0	10	0	0	7	0	0	1	19
54-Meurthe-et-Moselle	18	0	6	38	0	0	12	0	57	14	145
55-Meuse	8	0	0	10	0	1	2	0	0	11	32
56-Morbihan	2	1	1	24	1	0	19	13	29	0	90
57-Moselle	9	13	0	3	0	0	1	1	39	0	66
58-Nièvre	4	0	4	4	1	0	2	0	22	0	37
59-Nord	65	5	8	43	0	0	8	0	282	0	411
60-Oise	3	0	0	5	0	0	2	0	27	0	37
61-Orne	5	0	0	0	0	0	0	1	0	32	38
62-Pas-de-Calais	20	0	0	0	0	0	0	0	0	224	244
63-Puy-de-Dôme	0	0	12	3	0	0	6	0	7	0	28
64-Pyrénées-Atlantiques	2	1	0	2	0	1	0	3	0	2	11
65-Hautes-Pyrénées	1	0	0	3	0	0	0	0	2	3	9
66-Pyrénées-Orientales	5	0	3	8	0	0	0	0	23	1	40
67-Bas-Rhin	18	1	3	69	0	0	0	1	0	0	92
68-Haut-Rhin	5	4	3	36	0	0	14	3	17	0	82
69-Rhône	11	2	0	37	0	0	5	0	7	17	79
70-Haute-Saône	2	0	1	5	0	0	6	6	0	0	20
71-Saône-et-Loire	0	1	0	23	0	0	13	0	1	0	38
72-Sarthe	9	0	0	15	0	0	0	0	8	9	41
73-Savoie	1	0	0	1	0	0	0	0	14	0	16
74-Haute-Savoie	6	0	0	20	0	0	3	0	13	0	42
75-Paris	26	0	1	5	1	0	13	0	34	36	116
76-Seine-Maritime	3	0	0	0	0	0	52	0	4	22	81

**ANNEXE 2.25 (3/3) Projets de vie des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption
au 31 décembre 2024 par département**

Départements	Adoption	Parrainage	Accueil durable et bénévolé	Maintien lieu de placement	Accompagnement autonomie/majorité	Placement médico-social	Projet de vie en cours	Autres	Pas de projet à ce stade	Non-répondants	Total
77-Seine-et-Marne	11	3	0	47	0	0	2	0	2	0	65
78-Yvelines	7	5	10	26	0	0	26	0	2	0	76
79-Deux-Sèvres	4	0	3	4	0	1	3	0	14	0	29
80-Somme	5	0	0	16	0	0	1	0	6	2	30
81-Tarn	1	0	0	2	0	0	5	0	0	0	8
82-Tarn-et-Garonne	1	0	0	24	0	0	0	0	4	1	30
83-Var	6	0	2	25	0	1	3	3	10	3	53
84-Vaucluse	3	2	2	4	0	0	7	0	20	7	45
85-Vendée	1	2	0	13	3	0	1	0	10	0	30
86-Vienne	3	0	0	10	1	0	0	1	4	1	20
87-Haute-Vienne	2	0	0	5	0	0	1	9	0	0	17
88-Vosges	24	0	0	0	0	0	0	0	0	30	54
89-Yonne	0	0	1	0	0	0	0	0	1	27	29
90-Territoire-de-Belfort	1	0	0	3	0	0	6	0	0	0	10
91-Essonne	17	1	0	3	1	0	0	0	34	0	56
92-Hauts-de-Seine	4	1	0	36	0	0	13	1	2	0	57
93-Seine-Saint-Denis	21	1	0	19	0	0	6	0	37	0	84
94-Val-de-Marne	0	0	0	24	0	0	6	0	0	0	30
95-Val-d'Oise	17	0	25	4	0	1	1	1	0	28	77
FRANCE MÉTROPOLITAINE	633	88	134	1414	37	16	393	81	1215	602	4 613
971-Guadeloupe	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	3
972-Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
973-Guyane	1	0	0	1	0	0	1	0	5	0	8
974-Réunion	0	0	0	1	0	0	0	0	33	4	38
976-Mayotte	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2
FRANCE ENTIÈRE	636	88	134	1417	37	16	394	81	1255	606	4 664

Annexe 3.

Données statistiques sur les pupilles de l'État au cours de l'année 2024

ANNEXE 3.1 (1/3) Nombre d'admissions et de sorties du statut de pupille de l'État en 2024 par département

Départements	Nombre de pupilles admis en 2024	Nombre de pupilles sortis en 2024	Nombre de naissances vivantes en 2024 (Insee)	Proportion d'admissions pour 100 000 naissances
01-Ain	18	10	6 214	290
02-Aisne	23	25	4 696	490
03-Allier	15	7	2 498	600
04-Alpes-de-Haute-Provence	8	4	1 276	627
05-Hautes-Alpes	4	4	1 122	357
06-Alpes-Maritimes	31	18	9 920	313
07-Ardèche	6	5	2 466	243
08-Ardenne	12	4	2 161	555
09-Ariège	6	5	1 024	586
10-Aube	25	10	2 594	964
11-Aude	9	11	2 794	322
12-Aveyron	6	6	1 869	321
13-Bouches-du-Rhône	54	35	22 488	240
14-Calvados	44	19	5 792	760
15-Cantal	3	1	929	323
16-Charente	13	14	2 662	488
17-Charente-Maritime	13	8	4 619	281
18-Cher	29	2	2 374	1 222
19-Corrèze	6	3	1 614	372
20-Corse	1	2	2 477	40
21-Côte-d'Or	13	11	4 333	300
22-Côtes-d'Armor	8	5	4 599	174
23-Creuse	1	1	713	140
24-Dordogne	6	3	2 669	225
25-Doubs	32	14	4 976	643
26-Drôme	22	24	4 722	466
27-Eure	7	10	5 461	128
28-Eure-et-Loir	17	7	3 990	426
29-Finistère	16	20	7 119	225
30-Gard	14	14	6 546	214
31-Haute-Garonne	24	19	14 454	166
32-Gers	6	4	1 243	483
33-Gironde	40	26	15 392	260
34-Hérault	17	22	10 734	121
35-Ille-et-Vilaine	43	26	10 702	402
36-Indre	4	9	1 533	196

**ANNEXE 3.1 (2/3) Nombre d'admissions et de sorties du statut de pupille de l'État en 2024
par département**

Départements	Nombre de pupilles admis en 2024	Nombre de pupilles sortis en 2024	Nombre de naissances vivantes en 2024 (Insee)	Proportion d'admissions pour 100 000 naissances
37-Indre-et-Loire	7	12	5 423	129
38-Isère	27	26	12 459	217
39-Jura	4	3	1 895	211
40-Landes	20	6	3 085	616
41-Loir-et-Cher	4	2	2 671	112
42-Loire	19	14	7 304	260
43-Haute-Loire	4		1 729	231
44-Loire-Atlantique	42	28	14 582	288
45-Loiret	19	8	6 960	273
46-Lot	0	1	1 072	0
47-Lot-et-Garonne	18	4	2 564	702
48-Lozère	5	0	501	998
49-Maine-et-Loire	68	23	7 786	873
50-Manche	23	14	3 948	583
51-Marne	15	17	5 146	291
52-Haute-Marne	5	5	1 250	400
53-Mayenne	14	8	2 841	493
54-Meurthe-et-Moselle	25	39	5 858	427
55-Meuse	11	9	1 297	848
56-Morbihan	32	23	5 974	536
57-Moselle	28	15	8 693	322
58-Nièvre	14	6	1 339	1 046
59-Nord	149	129	26 558	561
60-Oise	11	11	8 455	130
61-Orne	17	15	2 150	791
62-Pas-de-Calais	79	70	13 903	568
63-Puy-de-Dôme	11	8	5 415	203
64-Pyrénées-Atlantiques	11	12	5 360	187
65-Hautes-Pyrénées	3	7	1 665	180
66-Pyrénées-Orientales	31	9	4 045	742
67-Bas-Rhin	40	14	10 408	384
68-Haut-Rhin	18	19	6 633	271
69-Rhône	32	22	21 420	149
70-Haute-Saône	11	15	1 784	617
71-Saône-et-Loire	7	11	4 094	171
72-Sarthe	31	13	5 088	609

ANNEXE 3.1 (3/3) Nombre d'admissions et de sorties du statut de pupille de l'État en 2024 par département

Départements	Nombre de pupilles admis en 2024	Nombre de pupilles sortis en 2024	Nombre de naissances vivantes en 2024 (Insee)	Proportion d'admissions pour 100 000 naissances
73-Savoie	8	11	3 902	205
74-Haute-Savoie	19	8	8 818	215
75-Paris	46	8	21 484	209
76-Seine-Maritime	33	8	12 254	245
77-Seine-et-Marne	29	19	17 109	170
78-Yvelines	47	26	17 002	276
79-Deux-Sèvres	8	10	2 847	281
80-Somme	11	11	5 026	219
81-Tarn	10	3	2 818	355
82-Tarn-et-Garonne	1	5	2 222	45
83-Var	22	25	9 435	233
84-Vaucluse	23	11	5 401	426
85-Vendée	10	18	5 143	194
86-Vienne	18	7	3 631	496
87-Haute-Vienne	11	9	2 919	377
88-Vosges	39	9	2 655	1 469
89-Yonne	9	7	2 687	335
90-Territoire-de-Belfort	9	3	1 214	741
91-Essonnes	16	28	17 071	94
92-Hauts-de-Seine	30	18	19 804	151
93-Seine-Saint-Denis	36	20	24 946	144
94-Val-de-Marne	13	14	17 687	74
95-Val-d'Oise	24	19	17 445	138
971-Guadeloupe	1	1	3 608	28
972-Martinique	0	3	2 898	0
973-Guyane	5	5	6 849	73
974-Réunion	4	9	11 818	34
976-Mayotte	3	6	8 908	34
FRANCE ENTIÈRE	1 936	1 353	659 731	293

ANNEXE 3.1 bis (1/3) Nombre de pupilles de l'État admis et nés en 2024 par département

Départements	Nombre de pupilles admis 2024	Dont nés et admis en 2024	Part des pupilles nés en 2023 parmi l'ensemble des admis en 2024 (en %)	Nombre de naissances vivantes en 2024 (Insee)	Proportion d'admissions pour 100 000 naissances
01-Ain	18	3	17	6 214	48
02-Aisne	23	2	9	4 696	43
03-Allier	15	0	0	2 498	0
04-Alpes-de-Haute-Provence	8	4	50	1 276	313
05-Hautes-Alpes	4	2	50	1 122	178
06-Alpes-Maritimes	31	6	19	9 920	60
07-Ardèche	6	2	33	2 466	81
08-Ardenne	12	1	8	2 161	46
09-Ariège	6	1	17	1 024	98
10-Aube	25	4	16	2 594	154
11-Aude	9	1	11	2 794	36
12-Aveyron	6	2	33	1 869	107
13-Bouches-du-Rhône	54	16	30	22 488	71
14-Calvados	44	8	18	5 792	138
15-Cantal	3	1	33	929	108
16-Charente	13	2	15	2 662	75
17-Charente-Maritime	13	2	15	4 619	43
18-Cher	29	4	14	2 374	168
19-Corrèze	6	5	83	1 614	310
20-Corse	1	1	100	2 477	40
21-Côte-d'Or	13	6	46	4 333	138
22-Côtes-d'Armor	8	1	13	4 599	22
23-Creuse	1	1	100	713	140
24-Dordogne	6	4	67	2 669	150
25-Doubs	32	2	6	4 976	40
26-Drôme	22	5	23	4 722	106
27-Eure	7	2	29	5 461	37
28-Eure-et-Loir	17	2	12	3 990	50
29-Finistère	16	8	50	7 119	112
30-Gard	14	5	36	6 546	76
31-Haute-Garonne	24	6	25	14 454	42
32-Gers	6	1	17	1 243	80
33-Gironde	40	9	23	15 392	58
34-Hérault	17	7	41	10 734	65
35-Ille-et-Vilaine	43	5	12	10 702	47

ANNEXE 3.1 bis (2/3) **Nombre de pupilles de l'État admis et nés en 2024 par département**

Départements	Nombre de pupilles admis 2024	Dont nés et admis en 2024	Part des pupilles nés en 2023 parmi l'ensemble des admis en 2024 (en %)	Nombre de naissances vivantes en 2024 (Insee)	Proportion d'admissions pour 100 000 naissances
36-Indre	4	1	25	1533	65
37-Indre-et-Loire	7	3	43	5 423	55
38-Isère	27	7	26	12 459	56
39-Jura	4	0	0	1895	0
40-Landes	20	2	10	3 085	65
41-Loir-et-Cher	4	2	50	2 671	75
42-Loire	19	7	37	7 304	96
43-Haute-Loire	4	0	0	1 729	0
44-Loire-Atlantique	42	7	17	14 582	48
45-Loiret	19	5	26	6 960	72
46-Lot	0	0	-	1 072	0
47-Lot-et-Garonne	18	2	11	2 564	78
48-Lozère	5	0	0	501	0
49-Maine-et-Loire	68	8	12	7 786	103
50-Manche	23	6	26	3 948	152
51-Marne	15	6	40	5 146	117
52-Haute-Marne	5	2	40	1 250	160
53-Mayenne	14	3	21	2 841	106
54-Meurthe-et-Moselle	25	6	24	5 858	102
55-Meuse	11	2	18	1 297	154
56-Morbihan	32	4	13	5 974	67
57-Moselle	28	8	29	8 693	92
58-Nièvre	14	2	14	1 339	149
59-Nord	149	28	19	26 558	105
60-Oise	11	5	45	8 455	59
61-Orne	17	3	13	2 150	140
62-Pas-de-Calais	79	13	16	13 903	94
63-Puy-de-Dôme	11	4	36	5 415	74
64-Pyrénées-Atlantiques	11	6	55	5 360	112
65-Hautes-Pyrénées	3	0	0	1 665	0
66-Pyrénées-Orientales	31	4	13	4 045	99
67-Bas-Rhin	40	15	38	10 408	144
68-Haut-Rhin	18	6	33	6 633	90
69-Rhône	32	14	44	21 420	65
70-Haute-Saône	11	3	27	1 784	168

ANNEXE 3.1 bis (3/3) Nombre de pupilles de l'État admis et nés en 2024 par département

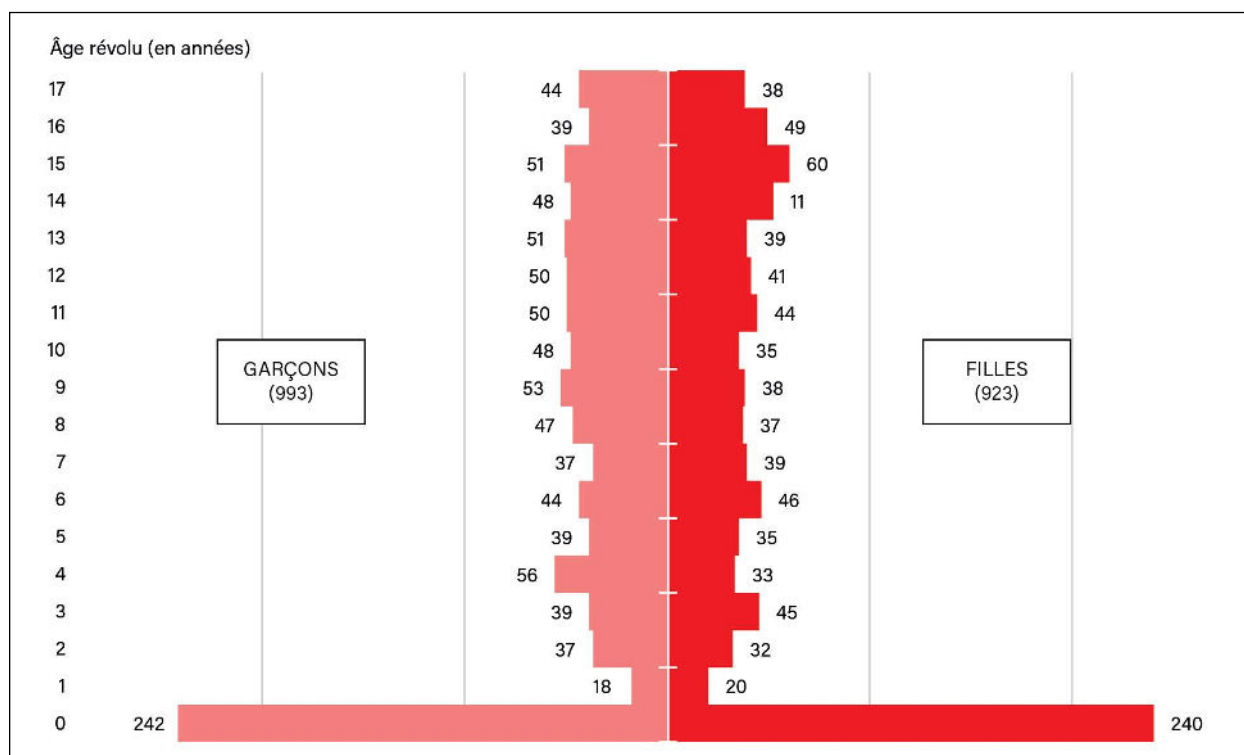
Départements	Nombre de pupilles admis 2024	Dont nés et admis en 2024	Part des pupilles nés en 2023 parmi l'ensemble des admis en 2024 (en %)	Nombre de naissances vivantes en 2024 (Insee)	Proportion d'admissions pour 100 000 naissances
71-Saône-et-Loire	7	2	29	4 094	49
72-Sarthe	31	9	29	5 088	177
73-Savoie	8	3	38	3 902	77
74-Haute-Savoie	19	10	53	8 818	113
75-Paris	46	14	30	21 484	65
76-Seine-Maritime	33	11	33	12 254	90
77-Seine-et-Marne	29	13	45	17 109	76
78-Yvelines	47	6	13	17 002	35
79-Deux-Sèvres	8	2	25	2 847	70
80-Somme	11	5	45	5 026	99
81-Tarn	10	5	50	2 818	177
82-Tarn-et-Garonne	1	1	100	2 222	45
83-Var	22	5	23	9 435	53
84-Vaucluse	23	8	35	5 401	148
85-Vendée	10	1	10	5 143	19
86-Vienne	18	5	28	3 631	138
87-Haute-Vienne	11	4	36	2 919	137
88-Vosges	39	4	10	2 655	151
89-Yonne	9	0	0	2 687	0
90-Territoire-de-Belfort	9	1	11	1 214	82
91-Essonne	16	6	38	17 071	35
92-Hauts-de-Seine	30	8	27	19 804	40
93-Seine-Saint-Denis	36	12	33	24 946	48
94-Val-de-Marne	13	8	62	17 687	45
95-Val-d'Oise	24	6	25	17 445	34
971-Guadeloupe	1	0	0	3 608	0
972-Martinique	0	0	-	2 898	0
973-Guyane	5	1	20	6 849	15
974-Réunion	4	3	75	11 818	25
976-Mayotte	3	3	100	8 908	34
FRANCE ENTIÈRE	1 936	471	24	659 731	71

ANNEXE 3.2 Âge à l'admission et sexe des pupilles de l'État admis en 2024

Âge révolu lors de l'admission	Garçons	Filles	Total	% par âge lors de l'admission
0 an	242	240	482	26,7
dont dans le 1 ^{er} mois	226	231	457	24,9
1 an	18	20	38	2,3
2 ans	37	32	69	3
3 ans	39	45	84	3,4
4 ans	56	33	89	4,8
5 ans	39	35	74	4,4
6 ans	44	46	90	4,2
7 ans	37	39	76	3,4
8 ans	47	37	84	4,2
9 ans	53	38	91	5
10 ans	48	35	83	3,3
11 ans	50	44	94	5,2
12 ans	50	41	91	5,2
13 ans	51	39	90	4
14 ans	48	52	100	4,9
15 ans	51	60	111	5,4
16 ans	39	49	88	6,8
17 ans	44	38	82	4
TOTAL	993	923	1916	100
% par sexe	52,4	47,6		

Âge lors de l'admission	% cumulés par âge lors de l'admission
Moins d'1 mois	24,9
Moins d'1 an	26,7
Moins de 2 ans	29
Moins de 3 ans	32
Moins de 4 ans	35,4
Moins de 5 ans	40,2
Moins de 6 ans	44,6
Moins de 7 ans	48,7
Moins de 8 ans	52,1
Moins de 9 ans	56,3
Moins de 10 ans	61,2
Moins de 11 ans	64,5
Moins de 12 ans	69,7
Moins de 13 ans	74,9
Moins de 14 ans	78,9
Moins de 15 ans	83,8
Moins de 16 ans	89,2
Moins de 17 ans	96
Moins de 18 ans	100

Note - Âge inconnu pour 4 enfants, sexe inconnu pour 20 enfants.



ANNEXE 3.3 Conditions d'admission des pupilles de l'État admis en 2024 par âge révolu lors de l'admission

Âge révolu lors de l'admission	Absence de filiation (1°)	Remis par personnes qualifiées (2°)	Remis par un parent (3°)	Orphelins (4°)	Retrait total de l'autorité parentale (5°)	Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	Total
0 an	453	21	23	1	0	2	500
dont dans le 1er mois	449	11	14	0	0	0	474
1 an	1	11	8	4	2	11	37
2 ans	0	5	4	2	3	55	69
3 ans	0	5	5	4	13	57	84
4 ans	1	4	5	3	12	64	89
5 ans	0	3	11	2	5	53	74
6 ans	0	6	4	6	11	63	90
7 ans	0	1	8	8	14	45	76
8 ans	0	2	8	11	13	50	84
9 ans	0	4	11	11	13	52	91
10 ans	0	2	8	12	13	48	83
11 ans	0	6	8	5	11	64	94
12 ans	0	2	9	13	8	59	91
13 ans	0	6	5	19	8	52	90
14 ans	0	5	9	23	15	48	100
15 ans	0	4	10	30	10	57	111
16 ans	0	2	3	28	10	45	88
17 ans	0	4	4	20	9	45	92
TOTAL	455	93	143	202	170	870	1933
Part selon les conditions d'admission (en %)	23,5	4,8	7,4	10,5	8,8	45	100
Âge moyen lors de l'admission	1 mois	6,6	7,9	12,7	10,1	9,6	7,5

Note • Âge et condition admission inconnu pour 3 enfants.

ANNEXE 3.4 Situation au 31 décembre 2024 des pupilles de l'État admis en 2024 par âge lors de l'admission

Âge lors de l'admission	Pupilles de l'État au 31 décembre 2024		Sortis durant l'année			Ensemble
	Confiés en vue d'adoption	Non confiés en vue d'adoption	Adoptés : jugements prononcés	Retour dans la famille (reprise ou tutelle)	Autre (majorité, changement de statut à l'ASE, décès)	
0 an	264	142	1	90	6	503
1 an	6	29	0	3	0	38
2 ans	6	63	0	0	0	69
3 ans	5	77	0	2	0	84
4 ans	5	80	0	4	0	89
5 ans	6	65	0	3	0	74
6 ans	8	80	0	2	0	90
7 ans	3	69	0	4	0	76
8 ans	1	76	0	7	0	84
9 ans	3	84	0	3	1	91
10 ans	2	78	0	3	0	83
11 ans	3	89	0	2	0	94
12 ans	1	87	0	3	0	91
13 ans	0	88	0	2	0	90
14 ans	0	98	0	2	0	100
15 ans	2	104	0	4	1	111
16 ans	0	79	0	2	7	88
17 ans	0	37	0	2	39	78
Non-répondants	0	3	0	0	0	3
TOTAL	315	1428	1	138	54	1936
Pourcentages	16,3	73,8	0	7,1	2,8	100

Situation au 31 décembre 2024 selon le groupe d'âge (en %)

Âge révolu lors de l'admission	Adoptés ou confiés en vue d'adoption	Non confiés en vue d'adoption	Sortis durant l'année (hors adoption)	Ensemble
Moins d'1 an	52,7	28,2	19,1	100
1-4 ans	7,9	88,9	3,2	100
5-9 ans	5,1	90,1	4,8	100
10-17 ans	1,1	89,8	9,1	100
TOTAL	16,3	73,8	9,9	100

ANNEXE 3.5 Besoins spécifiques des pupilles de l'État admis en 2024 selon différentes caractéristiques

		Enfants à besoins spécifiques			Aucun besoin spécifique	Total	Proportion d'enfants à besoins spécifiques (en %)
		État de santé ou handicap	Âge	Fratric			
Sexe	Garçons	90	206	107	590	993	40,6
	Filles	53	217	86	567	923	38,6
Âge lors de l'admission	Moins d'1 an	43	2	3	455	483	5,8
	1-4 ans	18	7	20	235	280	16,1
	5-9 ans	26	47	66	276	415	33,5
	10-17 ans	56	367	104	215	742	71
Conditions d'admission*	Absence de filiation (1°)	33	1	3	402	439	8,4
	Remis par personnes qualifiées (2°)	11	21	0	61	93	34,4
	Remis par un parent (3°)	7	26	6	104	143	27,3
	Orphelins (4°)	12	86	37	67	202	66,8
	Retrait total autorité parentale (5°)	16	39	45	70	170	58,8
	Déclaration judiciaire d'abandon (6°)	64	250	102	454	870	47,8
Modalités d'accueil au 31 décembre 2024	Adoptés ou confiés en vue d'adoption	19	5	5	286	315	9,2
	dont famille d'accueil	2	1	1	27	31	12,9
	dont famille agréée du département	15	4	0	251	270	7
	dont famille agréée hors département	2	0	2	7	11	36,4
	dont famille naturelle	0	0	2	0	2	100
	dont accueil durable et bénévole	0	0	0	1	1	0
	Non confiés en vue d'adoption	113	386	183	747	1429	47,7
	dont famille d'accueil	68	215	115	554	952	41,8
	dont établissement	36	102	53	88	279	68,5
	dont famille d'accueil et établissement	9	6	0	13	28	53,6
	dont famille naturelle	0	9	6	11	26	58
	dont famille de parrainage	0	1	0	0	1	100
	dont logement autonome	0	6	0	0	6	100
	Autres	0	5	0	7	12	42
	Non-répondants	0	42	9	70	121	42,1
	Sortis durant l'année (hors adoption)	10	34	5	147	196	25
TOTAL		143	423	193	1176	1936	39,3
Répartition des pupilles en fonction de l'existence de besoin spécifique (en %)		7,4	21,8	10	60,8	100	

Note • Âge et sexe inconnu pour 4 enfants, sexe inconnu pour 20 enfants.

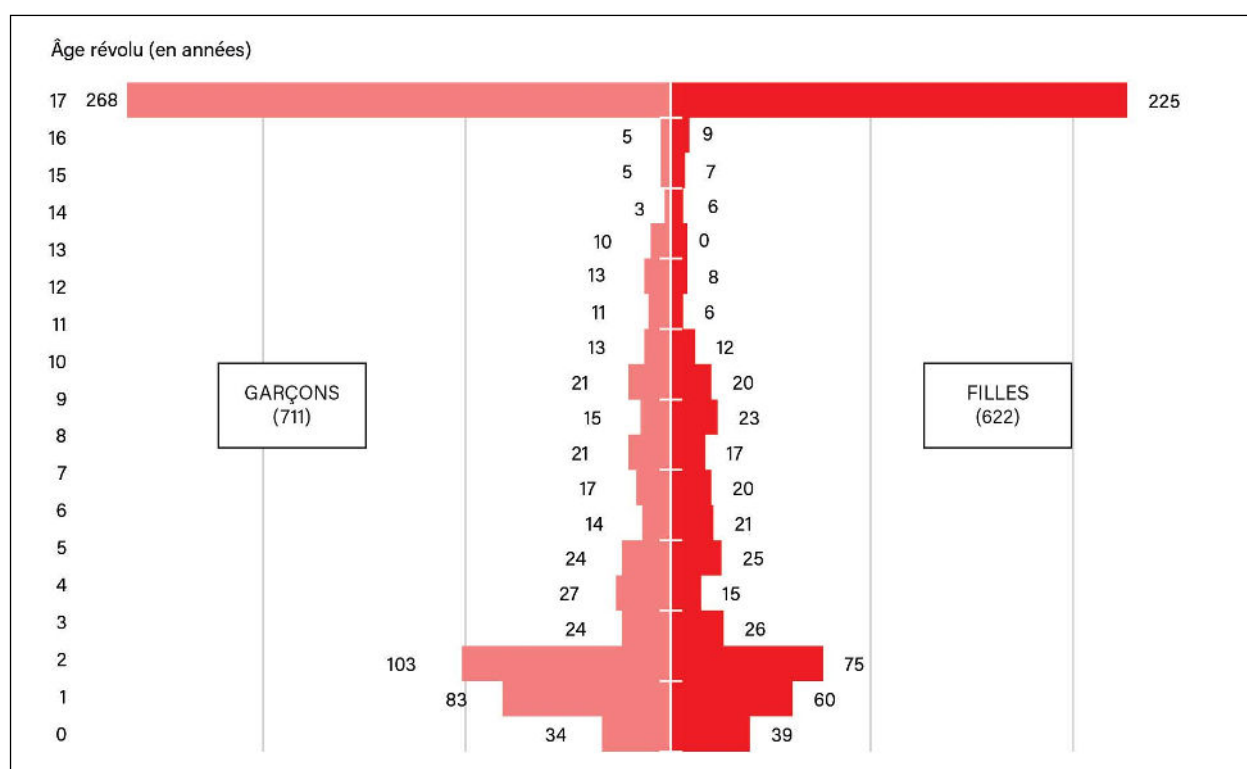
*L'information croisée entre les conditions d'admission et les besoins spécifiques n'est pas disponible pour 23 enfants.

ANNEXE 3.6 Âge et sexe des enfants ayant quitté le statut de pupille de l'État au cours de l'année 2024

Âge au 31 décembre 2024	Garçons	Filles	Total	% par âge
0 an	34	39	73	7
1 an	83	60	143	12,4
2 ans	103	75	178	13,9
3 ans	24	26	50	2,6
4 ans	27	15	42	3,3
5 ans	24	25	49	3,4
6 ans	14	21	35	2,5
7 ans	17	20	37	2,2
8 ans	21	17	38	2,3
9 ans	15	23	38	1,8
10 ans	21	20	41	1,9
11 ans	13	12	25	1,7
12 ans	11	6	17	1
13 ans	13	8	21	1,5
14 ans	10	8	18	1
15 ans	3	6	9	1,1
16 ans	5	7	12	0,7
17 ans	5	9	14	1,5
18 ans	268	225	493	38,3
TOTAL	711	622	1333	100
% par sexe	53,3%	46,7%		

Âge au 31 décembre 2024	% cumulés par âge
Moins d'1 an	5,5
Moins de 2 ans	16,2
Moins de 3 ans	29,6
Moins de 4 ans	33,3
Moins de 5 ans	36,5
Moins de 6 ans	40,1
Moins de 7 ans	42,8
Moins de 8 ans	45,5
Moins de 9 ans	48,4
Moins de 10 ans	51,2
Moins de 11 ans	54,3
Moins de 12 ans	56,2
Moins de 13 ans	57,5
Moins de 14 ans	59
Moins de 15 ans	60,4
Moins de 16 ans	61,1
Moins de 17 ans	62
Moins de 18 ans	63
ENSEMBLE	100

Note - Sexe inconnu pour 20 enfants non inclus dans le tableau.



ANNEXE 3.7 **Modalités de sortie du statut de pupille de l'État au cours de l'année 2024**
par année de naissance

Année de naissance	Jugement d'adoption plénier	Jugement d'adoption simple	Majorité	Reprise par les parents avant le délai légal	Reprise par les parents après le délai légal	Jugement restituant l'autorité parentale à la suite d'un retrait de l'autorité parentale	Tutelle familiale	Changement de statut de l'enfant remis à l'ASE	Décès	Transfert dans autre département	Total	%
2006	4	0	489	0	0	0	1	0	0	0	494	36,5
2007	10	0	0	1	0	0	1	1	0	0	13	1
2008	3	0	0	2	0	0	2	3	2	0	12	0,9
2009	5	0	0	3	0	0	0	1	0	0	9	0,7
2010	12	1	0	1	0	0	1	1	0	2	18	1,3
2011	11	5	0	1	1	0	2	0	1	0	21	1,6
2012	8	3	0	3	1	0	1	1	0	0	17	1,3
2013	21	1	0	1	1	0	0	1	0	0	25	1,8
2014	33	3	0	4	0	0	0	0	0	1	41	3
2015	31	1	0	3	0	0	1	0	0	2	38	2,8
2016	29	1	0	3	1	1	2	1	0	0	38	2,8
2017	34	0	0	1	1	0	1	0	0	0	37	2,7
2018	30	0	0	5	0	0	0	0	0	0	35	2,6
2019	44	2	0	1	1	0	0	1	0	0	49	3,6
2020	33	6	0	2	0	0	1	0	0	0	42	3,1
2021	45	0	0	3	0	0	2	0	0	0	50	3,7
2022	173	2	0	1	0	0	2	0	0	0	178	13,2
2023	128	3	0	10	1	0	0	1	0	0	143	10,6
2024	0	0	0	86	1	0	0	1	5	0	93	6,9
TOTAL	654	28	489	131	8	1	17	12	8	5	1353	100
%	48,3	2,1	36,1	9,7	0,6	0,1	1,3	0,9	0,6	0,4	100	

ANNEXE 3.8 Modalités de sortie du statut de pupille de l'État au cours de l'année 2024
par année d'admission

Année d'admission	Jugement d'adoption plénier	Jugement d'adoption simple	Majorité	Reprise par les parents avant le délai légal	Reprise par les parents après le délai légal	Jugement restituant l'autorité parentale à la suite d'un retrait de l'autorité parentale	Tutelle familiale	Changement de statut de l'enfant remis à l'ASE	Décès	Transfert dans autre département	Total	%
2006	1	0	4	1	0	0	1	0	0	0	7	0,5
2007	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2008	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2009	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2	0,1
2010	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2	0,1
2011	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	6	0,4
2012	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0	8	0,6
2013	0	1	8	0	0	0	0	0	0	0	9	0,7
2014	1	0	9	0	0	0	0	0	0	0	10	0,7
2015	0	0	17	0	0	0	0	0	0	0	17	1,3
2016	3	0	19	0	0	0	0	0	0	0	22	1,6
2017	8	0	24	0	0	0	0	0	0	0	32	2,4
2018	7	0	42	0	0	0	0	0	0	0	49	3,6
2019	35	4	36	0	0	0	0	1	0	0	76	5,6
2020	46	7	37	0	0	1	0	0	0	0	91	6,7
2021	131	2	67	1	0	0	0	0	0	0	201	14,9
2022	263	7	73	0	1	0	3	1	0	2	350	25,9
2023	159	7	91	10	1	0	5	7	2	2	284	21
2024	0	0	44	119	6	0	8	3	6	1	187	13,8
TOTAL	654	28	489	131	8	1	17	12	8	5	1353	100
%	49,1	2,1	36,7	8,3	0,6	0,1	1,3	0,9	0,6	0,4	100	
Âge moyen lors de l'admission	2,5	4,5	14	2,5	6,9	4,3	9,5	10	5,3	9,9	7	

ANNEXE 3.9 (1/3) Nombre de pupilles de l'État confiés en vue d'adoption en 2024 par département

Départements	Pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2024	Pupilles de l'État au cours de l'année 2024	Part des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption (en %)
01-Ain	7	62	11,3
02-Aisne	14	107	13,1
03-Allier	6	51	11,8
04-Alpes-de-Haute-Provence	5	18	27,8
05-Hautes-Alpes	2	12	16,7
06-Alpes-Maritimes	9	88	10,2
07-Ardèche	0	17	0
08-Ardenne	4	36	11,1
09-Ariège	1	10	10
10-Aube	4	54	7,4
11-Aude	1	68	1,5
12-Aveyron	4	25	16
13-Bouches-du-Rhône	17	194	8,8
14-Calvados	15	135	11,1
15-Cantal	3	6	50
16-Charente	1	44	2,3
17-Charente-Maritime	3	78	3,8
18-Cher	9	52	17,3
19-Corrèze	2	13	15,4
20-Corse	0	3	0
21-Côte-d'Or	6	43	14
22-Côtes-d'Armor	3	32	9,4
23-Creuse	0	10	0
24-Dordogne	4	20	20
25-Doubs	4	77	5,2
26-Drôme	2	71	2,8
27-Eure	2	55	3,6
28-Eure-et-Loir	2	59	3,4
29-Finistère	15	94	16
30-Gard	14	56	25
31-Haute-Garonne	10	107	9,3
32-Gers	3	13	23,1
33-Gironde	20	133	15
34-Hérault	3	58	5,2
35-Ille-et-Vilaine	12	141	8,5
36-Indre	2	22	9,1

ANNEXE 3.9 (2/3) Nombre de pupilles de l'État confiés en vue d'adoption en 2024 par département

Départements	Pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2024	Pupilles de l'État au cours de l'année 2024	Part des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption (en %)
37-Indre-et-Loire	4	38	10,5
38-Isère	7	133	5,3
39-Jura	1	12	8,3
40-Landes	3	42	7,1
41-Loir-et-Cher	3	19	15,8
42-Loire	6	70	8,6
43-Haute-Loire	1	15	6,7
44-Loire-Atlantique	10	139	7,2
45-Loiret	8	75	10,7
46-Lot	1	5	20
47-Lot-et-Garonne	5	28	17,9
48-Lozère	0	9	0
49-Maine-et-Loire	14	219	6,4
50-Manche	11	51	21,6
51-Marne	10	69	14,5
52-Haute-Marne	3	38	7,9
53-Mayenne	4	31	12,9
54-Meurthe-et-Moselle	8	192	4,2
55-Meuse	2	43	4,7
56-Morbihan	9	124	7,3
57-Moselle	13	114	11,4
58-Nièvre	0	49	0
59-Nord	32	611	5,2
60-Oise	4	53	7,5
61-Orne	2	54	3,7
62-Pas-de-Calais	38	384	9,9
63-Puy-de-Dôme	4	42	9,5
64-Pyrénées-Atlantiques	6	30	20
65-Hautes-Pyrénées	0	18	0
66-Pyrénées-Orientales	1	62	1,6
67-Bas-Rhin	11	122	9
68-Haut-Rhin	9	113	8
69-Rhône	8	112	7,1
70-Haute-Saône	6	40	15
71-Saône-et-Loire	10	60	16,7
72-Sarthe	9	69	13

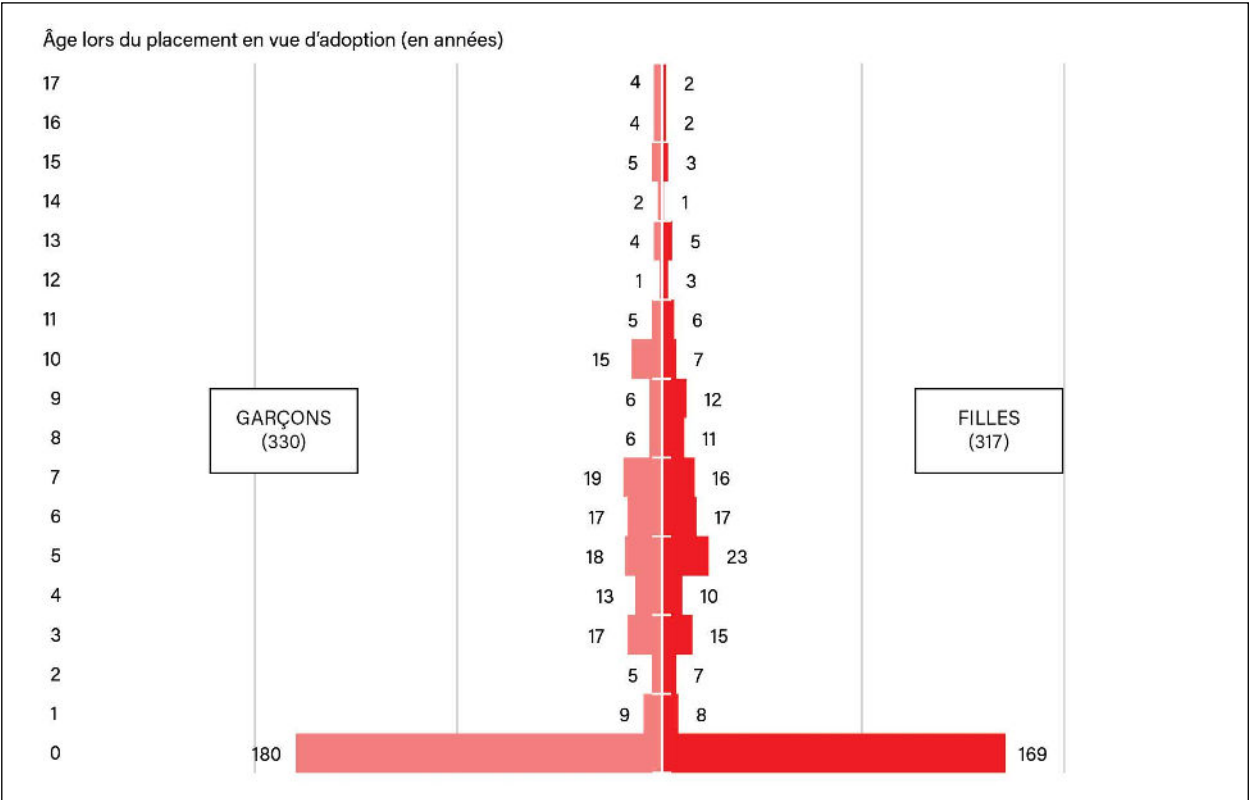
ANNEXE 3.9 (3/3) Nombre de pupilles de l'État confiés en vue d'adoption en 2024 par département

Départements	Pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2024	Pupilles de l'État au cours de l'année 2024	Part des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption (en %)
73-Savoie	5	33	15,2
74-Haute-Savoie	7	58	12,1
75-Paris	6	151	4
76-Seine-Maritime	5	105	4,8
77-Seine-et-Marne	9	101	8,9
78-Yvelines	13	120	10,8
79-Deux-Sèvres	6	47	12,8
80-Somme	12	54	22,2
81-Tarn	7	19	36,8
82-Tarn-et-Garonne	1	37	2,7
83-Var	11	103	10,7
84-Vaucluse	7	63	11,1
85-Vendée	4	52	7,7
86-Vienne	5	32	15,6
87-Haute-Vienne	11	39	28,2
88-Vosges	7	76	9,2
89-Yonne	1	37	2,7
90-Territoire-de-Belfort	4	18	22,2
91-Essonnes	9	106	8,5
92-Hauts-de-Seine	8	89	9
93-Seine-Saint-Denis	13	125	10,4
94-Val-de-Marne	9	67	13,4
95-Val-d'Oise	1	100	1
FRANCE MÉTROPOLITAINE	633	6 981	9,1
971-Guadeloupe	3	9	33,3
972-Martinique	1	4	25
973-Guyane	6	24	25
974-Réunion	2	51	3,9
976-Mayotte	4	17	23,5
FRANCE ENTIÈRE	649	7 086	9,2

ANNEXE 3.10 Âge et sexe des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2024

Âge lors du placement	Garçons	Filles	Total	% par âge au placement	Âge lors du placement	% cumulés par âge lors du placement
0 an	180	169	349	53,9	Moins d'1 an	53,9
1 an	9	8	17	2,6	Moins de 2 ans	56,6
2 ans	5	7	12	1,9	Moins de 3 ans	58,4
3 ans	17	15	32	4,9	Moins de 4 ans	63,4
4 ans	13	10	23	3,6	Moins de 5 ans	66,9
5 ans	18	23	41	6,3	Moins de 6 ans	73,3
6 ans	17	17	34	5,3	Moins de 7 ans	78,5
7 ans	19	16	35	5,4	Moins de 8 ans	83,9
8 ans	6	11	17	2,6	Moins de 9 ans	86,6
9 ans	6	12	18	2,8	Moins de 10 ans	89,3
10 ans	15	7	22	3,4	Moins de 11 ans	92,7
11 ans	5	6	11	1,7	Moins de 12 ans	94,4
12 ans	1	3	4	0,6	Moins de 13 ans	95,1
13 ans	4	5	9	1,4	Moins de 14 ans	96,4
14 ans	2	1	3	0,5	Moins de 15 ans	96,9
15 ans	5	3	8	1,2	Moins de 16 ans	98,1
16 ans	4	2	6	0,9	Moins de 17 ans	99,1
17 ans	4	2	6	0,9	Moins de 18 ans	100
TOTAL	330	317	647	100		
% par sexe	51%	49%				

Note • Âge au placement en vue d'adoption inconnu pour 2 enfants.



ANNEXE 3.11 **Lieu de placement des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption
au cours de l'année 2024 selon les conditions d'admission**

Conditions d'admission	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autre (accueil bénévole et durable, parrainage)	Total	Part en %
Absence de filiation(1°)	9	308	14	0	1	332	51,2
Remis par les personnes qualifiées (2°)	9	14	9	0	0	32	4,9
Remis par un parent (3°)	7	21	0	0	0	28	4,3
Orphelins (4°)	4	5	1	2	1	13	2
Retrait total de l'autorité parentale (5°)	21	6	2	0	0	29	4,5
Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°)	119	72	20	2	2	215	33,1
TOTAL	169	426	46	4	4	649	100
Pourcentages	26	65,6	7,1	0,6	0,6	100	

ANNEXE 3.12 Types de familles adoptives des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2024 en fonction de l'existence de besoin spécifique

Besoins spécifiques	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autre	Total
Aucun besoin spécifique	109	358	15	1	3	486
Besoins spécifiques, dont :	60	68	31	3	1	163
État de santé ou de handicap	13	34	15	0	0	62
Âge	32	24	4	0	1	61
Fratrie	15	10	12	3	0	40
TOTAL	169	426	46	4	4	649

Pourcentages

Besoins spécifiques	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autre	Total
Aucun besoin spécifique	22,4	73,7	3,1	0,2	0,6	100
Besoins spécifiques, dont :	36,8	41,7	19	1,8	0,6	100
État de santé ou de handicap	21	54,8	24,2	0	0	100
Âge	52,5	39,3	6,6	0	1,6	100
Fratrie	37,5	25	30	7,5	0	100
TOTAL	1	8	7,1	0,6	0,6	100

Lecture • 22,4% des enfants placés en vue d'adoption en 2024 ne présentant aucun besoin spécifique vivent en famille d'accueil (soit 109 enfants sur 486). Cette proportion est de 36,8% pour ceux présentant des besoins spécifiques.

Besoins spécifiques	Famille d'accueil	Famille agréée du département	Famille agréée hors département	Famille naturelle	Autre	Total
Aucun besoin spécifique	64,5	84	32,6	25	75	74,9
Besoins spécifiques, dont :	35,5	16	67,4	75	25	25,1
État de santé ou de handicap	7,7	8	32,6	0	0	9,6
Âge	18,9	5,6	8,7	0	25	9,4
Fratrie	8,9	2,3	26,1	75	0	6,2
TOTAL	100	100	100	100	100	100

Lecture • 64,5% des enfants placés en vue d'adoption en famille d'accueil en 2024 ne présentent aucun besoin spécifique (soit 109 enfants sur 169).

Annexe 4.

Données statistiques sur les naissances sous le secret, les enfants trouvées et les enfants remis en 2024

ANNEXE 4 (1/3) Situation de certains pupilles de l'État admis au titre des articles L. 224-4, 1°, 2° et 3° du CASF en 2024 par département

Départements	Enfants dont la mère a demandé le secret de son identité lors de l'accouchement	Proportion de naissances sous le secret pour 100 000 naissances (en %)	Enfants trouvés	Nouveau-nés remis en vue d'adoption avec une filiation établie	Enfants remis en vue d'adoption suite à un échec d'adoption
01-Ain	2	32	0	0	0
02-Aisne	2	43	0	0	0
03-Allier	0	0	0	0	0
04-Alpes-de-Haute-Provence	4	313	0	0	0
05-Hautes-Alpes	2	178	1	0	0
06-Alpes-Maritimes	6	60	0	0	0
07-Ardèche	2	81	0	0	0
08-Ardenne	1	46	0	0	0
09-Ariège	1	98	0	0	0
10-Aube	4	154	0	0	0
11-Aude	1	36	0	0	0
12-Aveyron	2	107	0	0	0
13-Bouches-du-Rhône	15	67	0	0	0
14-Calvados	8	138	0	0	0
15-Cantal	1	108	0	0	0
16-Charente	1	38	0	0	0
17-Charente-Maritime	3	65	0	0	0
18-Cher	4	168	0	0	0
19-Corrèze	5	310	0	0	0
20-Corse	1	40	0	0	0
21-Côte-d'Or	6	138	0	0	0
22-Côtes-d'Armor	0	0	0	1	0
23-Creuse	1	140	0	0	0
24-Dordogne	3	112	0	0	0
25-Doubs	2	40	0	0	0
26-Drôme	5	106	0	0	0
27-Eure	2	37	0	0	0
28-Eure-et-Loir	1	25	0	0	0
29-Finistère	8	112	0	0	0
30-Gard	5	76	0	0	0
31-Haute-Garonne	6	42	0	0	0
32-Gers	1	80	0	0	0
33-Gironde	9	58	0	0	0
34-Hérault	7	65	0	0	0

ANNEXE 4 (2/3) Situation de certains pupilles de l'État admis au titre des articles L. 224-4, 1°, 2° et 3° du CASF en 2024 par département

Départements	Enfants dont la mère a demandé le secret de son identité lors de l'accouchement	Proportion de naissances sous le secret pour 100 000 naissances (en %)	Enfants trouvés	Nouveau-nés remis en vue d'adoption avec une filiation établie	Enfants remis en vue d'adoption suite à un échec d'adoption
35-Ille-et-Vilaine	5	47	0	0	2
36-Indre	0	0	0	0	0
37-Indre-et-Loire	3	55	0	0	0
38-Isère	6	48	0	1	0
39-Jura	0	0	0	0	0
40-Landes	2	65	0	0	0
41-Loir-et-Cher	2	75	0	0	0
42-Loire	6	82	0	1	0
43-Haute-Loire	0	0	0	0	0
44-Loire-Atlantique	7	48	0	1	0
45-Loiret	4	57	0	0	0
46-Lot	0	0	0	0	0
47-Lot-et-Garonne	0	0	0	2	0
48-Lozère	0	0	0	0	0
49-Maine-et-Loire	8	103	0	1	0
50-Manche	6	152	0	1	0
51-Marne	6	117	0	0	0
52-Haute-Marne	2	160	0	0	0
53-Mayenne	2	70	0	1	0
54-Meurthe-et-Moselle	6	102	0	0	0
55-Meuse	2	154	0	0	0
56-Morbihan	4	67	0	0	0
57-Moselle	8	92	0	0	0
58-Nièvre	2	149	0	0	0
59-Nord	26	98	0	0	0
60-Oise	5	59	0	0	0
61-Orne	3	140	0	1	0
62-Pas-de-Calais	15	108	0	0	0
63-Puy-de-Dôme	7	129	0	0	0
64-Pyrénées-Atlantiques	6	112	0	0	1
65-Hautes-Pyrénées	0	0	0	0	0
66-Pyrénées-Orientales	3	74	0	0	0
67-Bas-Rhin	15	144	0	0	0
68-Haut-Rhin	6	90	0	0	0

ANNEXE 4 (3/3) Situation de certains pupilles de l'État admis au titre des articles L. 224-4, 1°, 2° et 3° du CASF en 2024 par département

Départements	Enfants dont la mère a demandé le secret de son identité lors de l'accouchement	Proportion de naissances sous le secret pour 100 000 naissances	Enfants trouvés	Nouveau-nés remis en vue d'adoption avec une filiation établie	Enfants remis en vue d'adoption suite à un échec d'adoption
69-Rhône	12	56	0	2	0
70-Haute-Saône	2	112	0	0	0
71-Saône-et-Loire	2	49	0	0	0
72-Sarthe	6	118	1	2	0
73-Savoie	5	128	0	0	0
74-Haute-Savoie	9	102	0	1	0
75-Paris	14	65	0	0	0
76-Seine-Maritime	11	90	0	0	0
77-Seine-et-Marne	13	76	0	0	0
78-Yvelines	6	35	0	0	0
79-Deux-Sèvres	3	105	3	0	2
80-Somme	5	99	0	0	0
81-Tarn	5	177	0	0	0
82-Tarn-et-Garonne	1	45	0	0	0
83-Var	4	42	0	0	0
84-Vaucluse	8	148	0	0	0
85-Vendée	1	19	0	0	1
86-Vienne	4	110	0	1	0
87-Haute-Vienne	4	137	0	1	1
88-Vosges	3	113	0	0	0
89-Yonne	0	0	0	0	0
90-Territoire-de-Belfort	1	82	0	0	0
91-Essonnes	6	35	0	0	0
92-Hauts-de-Seine	8	40	0	0	0
93-Seine-Saint-Denis	10	40	0	2	0
94-Val-de-Marne	6	34	0	1	0
95-Val-d'Oise	6	34	0	1	0
971-Guadeloupe	0	0	0	0	0
972-Martinique	0	0	0	0	0
973-Guyane	1	15	0	0	0
974-Réunion	3	25	0	0	0
976-Mayotte	3	34	0	0	0
TOTAL	450	68	5	21	7

Annexe 5.

Données statistiques sur l'activité des conseils de famille

ANNEXE 5.1 (1/4) **Fonctionnement et composition des conseils de famille en 2024**

n° de département	Départements	Nombre de conseils de famille	Effectif confié aux conseils de famille	Présidence du conseil de famille					Nombre de réunions	Nombre de réunions incomplètes	Absences des membres par catégorie				
				Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées			Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées
1	Ain	1	52	0	0	1	0	0	10	6	1	2	0	3	2
2	Aisne (1/2)	2	41	0	0	0	0	1	10	10	1	4	2	1	10
2	Aisne (2/2)		41	0	0	0	1	0	9	9	5	2	2	3	5
3	Allier	1	44	0	1	0	0	0	10	NR	NR	NR	NR	NR	NR
4	Alpes-de-Haute-Provence	1	14	0	0	0	1	0	10	10	3	11	1	2	12
5	Hautes-Alpes	1	8	0	1	0	0	0	9	0	1	1	1	4	0
6	Alpes-Maritimes	1	70	0	1	0	0	0	12	8	1	0	1	6	4
7	Ardèche	1	12	0	1	0	0	0	3	3	1	0	0	3	2
8	Ardennes	1	32	0	0	0	1	0	9	6	4	2	2	2	3
9	Ariège	1	5	0	0	0	1	0	7	7	7	0	0	7	0
10	Aube	1	44	0	0	0	0	1	11	9	9	0	0	4	2
11	Aude	1	57	0	0	0	1	0	7	1	0	1	0	0	0
12	Aveyron	1	19	0	0	0	1	0	6	4	2	1	1	1	2
13	Bouches-du-Rhône (1/2)	2	78	0	0	0	0	1	12	10	3	3	0	5	0
13	Bouches-du-Rhône (2/2)		81	0	0	0	0	1	11	11	6	0	8	3	1
14	Calvados (1/2)	2	56	0	0	0	1	0	12	NR	NR	NR	NR	NR	NR
14	Calvados (2/2)		60	0	0	0	1	0	11	NR	NR	NR	NR	NR	NR
15	Cantal	1	5	0	0	0	0	1	6	0	0	0	0	0	0
16	Charente	1	30	0	0	1	0	0	8	5	1	0	1	3	1
17	Charente-Maritime	1	70	0	0	0	1	0	15	6	0	2	0	5	2
18	Cher	1	50	0	0	0	1	0	6	6	6	0	1	1	0
19	Corrèze	1	10	1	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	2
20	Corse	1	1	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0
21	Côte-d'Or	1	32	0	0	0	0	1	7	6	2	0	0	4	6
22	Côtes-d'Armor	1	27	0	0	0	0	1	15	0	0	0	0	0	0
23	Creuse	1	9	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
24	Dordogne	1	17	0	1	0	0	0	12	11	0	4	3	11	5
25	Doubs	1	63	0	0	0	1	0	16	8	16	4	1	1	3
26	Drôme	1	47	0	0	1	0	0	12	9	1	0	0	9	2
27	Eure	1	45	0	1	0	0	0	11	9	2	1	2	6	3
28	Eure-et-Loir	1	52	0	1	0	0	0	14	NR	2	3	2	3	1
29	Finistère	1	74	0	0	0	1	0	12	12	3	3	0	14	6
30	Gard	1	42	0	1	0	0	NR	11	7	1	0	0	7	0
31	Haute-Garonne	1	88	0	1	0	0	0	20	14	4	1	1	7	14
32	Gers	1	9	0	0	0	0	1	7	2	0	0	1	1	0
33	Gironde	1	107	0	1	0	0	0	15	15	3	0	6	24	12
34	Hérault	1	40	1	0	0	0	0	11	11	0	5	2	8	2

ANNEXE 5.1 (2/4) **Fonctionnement et composition des conseils de famille en 2024**

n° de département	Départements	Nombre de conseils de famille	Effectif confié aux conseils de famille	Présidence du conseil de famille					Nombre de réunions	Nombre de réunions incomplètes	Absences des membres par catégorie				
				Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées			Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées
35	Ille-et-Vilaine (1/3)	3	50	0	0	0	0	1	18	17	8	12	6	14	4
35	Ille-et-Vilaine (2/3)		44	0	0	0	0	1	18	18	0	4	3	21	2
35	Ille-et-Vilaine (3/3)		21	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0
36	Indre	1	14	0	0	0	1	0	11	11	1	7	5	0	1
37	Indre-et-Loire	1	26	0	1	0	0	0	11	0	3	0	1	8	2
38	Isère (1/2)	2	54	0	1	0	0	0	10	10	10	0	5	6	3
38	Isère (2/2)		53	0	1	0	0	0	9	9	9	3	2	15	4
39	Jura	1	9	0	0	0	1	0	4	4	1	1	0	2	3
40	Landes	1	37	0	0	0	1	0	4	0	0	0	0	0	0
41	Loir-et-Cher	1	17	0	0	0	1	0	9	6	8	1	5	4	6
42	Loire	1	56	0	1	0	0	0	19	NR	13	0	11	3	13
43	Haute-Loire	1	15	0	1	0	0	0	5	5	2	0	2	2	4
44	Loire-Atlantique (1/2)	2	65	0	0	0	0	1	14	2	7	4	2	19	3
44	Loire-Atlantique (2/2)		46	0	1	0	0	0	5	0	1	2	0	5	1
45	Loiret	1	67	0	1	0	0	0	12	12	0	1	1	9	4
46	Lot	1	4	0	1	0	0	0	1	1	NR	NR	NR	NR	NR
47	Lot-et-Garonne	1	24	1	0	0	0	0	8	8	0	6	0	5	8
48	Lozère	1	9	0	0	0	0	1	3	2	NR	NR	NR	NR	NR
49	Maine-et-Loire (1/2)	2	93	0	1	0	0	0	11	11	NR	2	4	9	9
49	Maine-et-Loire (2/2)		103	0	0	1	0	0	11	11	NR	2	0	7	6
50	Manche	1	37	0	0	0	0	1	11	5	2	0	2	5	3
51	Marne	1	52	0	1	0	0	0	16	13	6	4	0	13	4
52	Haute-Marne	1	33	0	1	0	0	0	12	12		9	1	1	4
53	Mayenne	1	23	1	0	0	0	0	11	9	2	3	0	8	7
54	Meurthe-et-Moselle (1/3)	3	51	1	0	0	0	0	11	9	2	4	2	6	7
54	Meurthe-et-Moselle (2/3)		62	1	0	0	0	0	11	11	0	7	3	20	3
54	Meurthe-et-Moselle (3/3)		40	1	0	0	0	0	9	8	2	6	0	5	0
55	Meuse	1	34	1	0	0	0	0	15	11	2	5	3	4	5
56	Morbihan	1	101	0	0	0	1	0	11	8	2	0	1	1	7
57	Moselle	1	99	0	0	0	1	0	10	10	6	1	10	10	12
58	Nièvre	1	43	0	0	0	1	0	11	6	0	1	1	2	5
59	Nord (1/6)	6	101	0	0	0	0	1	10	9	4	3	1	11	11
59	Nord (2/6)		88	0	0	0	0	1	10	1	1	2	1	6	3
59	Nord (3/6)		98	0	0	0	0	1	10	10	10	0	1	14	1
59	Nord (4/6)		93	0	0	0	0	1	11	1	2	11	4	19	0
59	Nord (5/6)		60	0	0	0	0	1	8	5	2	2	3	10	0
59	Nord (6/6)		42	0	0	0	0	1	8	0	0	0	0	2	0

ANNEXE 5.1 (3/4) **Fonctionnement et composition des conseils de famille en 2024**

n° de département	Départements	Nombre de conseils de famille	Effectif confié aux conseils de famille	Présidence du conseil de famille					Nombre de réunions	Nombre de réunions incomplètes	Absences des membres par catégorie				
				Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées			Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées
60	Oise	1	42	0	0	0	0	1	9	7	1	1	1	4	4
61	Orne	1	41	0	0	0	1	0	9	8	5	1	NR	NR	9
62	Pas-de-Calais (1/6)	6	80	0	0	0	0	1	10	10	9	8	1	9	4
62	Pas-de-Calais (2/6)		66	0	0	0	0	1	12	12	7	0	2	23	5
62	Pas-de-Calais (3/6)		30	0	0	0	0	1	8	8	1	4	7	14	4
62	Pas-de-Calais (4/6)		60	0	1	0	0	0	10	10	10	2	0	13	16
62	Pas-de-Calais (5/6)		37	0	0	0	1	0	9	9	5	2	2	6	2
62	Pas-de-Calais (6/6)		41	0	1	0	0	0	7	7	5	2	2	6	2
63	Puy-de-Dôme	1	34	1	0	0	0	0	12	4	1	1	0	3	3
64	Pyrénées-Atlantiques	1	19	0	1	0	0	0	11	6	2	2	0	4	2
65	Hautes-Pyrénées	1	11	0	1	0	0	0	4	NR	NR	NR	NR	NR	NR
66	Pyrénées-Orientales	1	54	0	1	0	0	0	11	NR	4	2	0	15	13
67	Bas-Rhin	1	108	1	0	0	0	0	17	17	1	4	2	17	8
68	Haut-Rhin (1/2)	2	47	1	0	0	0	0	10	10	2	1	4	13	8
68	Haut-Rhin (1/2)		47	0	0	1	0	0	11	11	0	0	0	13	13
69	Rhône	1	90	0	1	0	0	0	18	14	3	5	1	12	8
70	Haute-Saône	1	25	0	0	0	1	0	11	10	0	2	2	1	10
71	Saône-et-Loire	1	49	0	0	0	0	1	27	13	4	0	1	11	0
72	Sarthe	1	56	0	0	0	0	1	11	0	0	0	0	0	0
73	Savoie	1	22	0	0	0	1	0	11	10	5	3	1	6	0
74	Haute-Savoie	1	50	1	0	0	0	0	11	11	1	0	0	20	10
75	Paris (1/3)	3	48	1	1	0	0	0	10	10	0	0	0	13	2
75	Paris (2/3)		51	0	1	0	0	0	10	10	0	5	0	17	1
75	Paris (3/3)		45	0	1	0	0	0	8	3	0	0	0	0	4
76	Seine-Maritime	1	100	0	1	0	0	0	14	NR	4	9	3	13	5
77	Seine-et-Marne	1	82	1	0	0	0	0	32	32	7	6	15	57	10
78	Yvelines (1/2)	2	48	0	0	0	1	0	12	10	6	0	1	2	6
78	Yvelines (2/2)		46	0	1	0	0	0	12	9	8	1	0	2	1
79	Deux-Sèvres	1	37	0	0	0	0	1	16	16	6	2	0	22	8
80	Somme	1	43	0	1	0	0	0	11	11	7	0	2	20	2
81	Tarn	1	16	0	0	0	0	1	8	7	0	1	0	5	3
82	Tarn-et-Garonne	1	32	0	0	0	1	0	7	7	0	3	1	7	1
83	Var (1/2)	2	36	0	1	0	0	0	13	13	1	0	1	22	5
83	Var (2/2)		42	1	0	0	0	0	10	10	1	0	1	19	4
84	Vaucluse	1	52	1	0	0	0	0	12	12	2	2	4	6	3
85	Vendée	1	34	1	0	0	0	0	11	NR	NR	NR	NR	NR	NR

ANNEXE 5.1 (4/4) **Fonctionnement et composition des conseils de famille en 2024**

n° de département	Départements	Nombre de conseils de famille	Effectif confié aux conseils de famille	Présidence du conseil de famille					Nombre de réunions	Nombre de réunions incomplètes	Absences des membres par catégorie				
				Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées			Anciens pupilles	Associations familiales	Assistants familiaux	Conseil départemental	Personnalités qualifiées
86	Vienne	1	25	0	0	0	1	0	16	14	1	0	0	11	11
87	Haute-Vienne	1	30	0	0	0	0	1	11	11	NR	NR	NR	NR	NR
88	Vosges	1	67	0	0	0	1	0	13	NR	1	0	2	5	5
89	Yonne	1	30	0	1	0	0	0	8	NR	NR	NR	NR	NR	NR
90	Territoire-de-Belfort	1	15	0	0	0	1	0	10	6	3	3	2	0	3
91	Essonne (1/2)	2	39	0	1	0	0	0	19	17	2	0	4	14	2
91	Essonne (2/2)		39	0	0	0	0	1	19	15	10	0	6	7	1
92	Hauts-de-Seine (1/2)	2	36	0	0	1	0	0	13	13	0	13	0	10	3
92	Hauts-de-Seine (2/2)		35	0	0	0	1	0	15	15	5	0	0	3	10
93	Seine-Saint-Denis (1/2)	2	47	0	0	0	0	1	11	11	3	4	2	13	1
93	Seine-Saint-Denis (2/2)		58	0	1	0	0	0	11	11	0	2	4	5	1
94	Val-de-Marne	1	53	0	1	0	0	0	14	14	4	0	0	23	0
95	Val-d'Oise	1	81	0	1	0	0	0	8	0	0	0	0	0	0
971	Guadeloupe	1	8	0	0	0	0	1	6	3	0	0	0	3	0
972	Martinique	1	1	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	1
973	Guyane	1	19	0	0	0	0	1	4	4	0	1	2	3	3
974	Réunion (1/2)	2	21	0	1	0	0	0	5	0	4	2	4	2	5
974	Réunion (2/2)		21	0	0	0	1	0	5	0	1	1	0	3	3
976	Mayotte	1	11	0	0	1	0	0	6	6	4	0	0	10	2
Total		129	5 753	18	40	8	30	34	1 349	939	338	248	199	922	474
			Effectif moyen par conseil	Répartition de la présidence des conseils (en %)					Nombre moyen par conseil	% de réunions incomplètes	Proportion d'absence des membres des conseils par catégorie (en %)				
			44,6	14	31	6	23	26	10,5	80	27	10	16	36	19

NR : non-répondants.

ANNEXE 5.2 (1/3) Examens de situations par les conseils de famille en 2024

Départements	Nombre total de pupilles au cours de l'année 2024	Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, sortis en 2024	Demandes par les parents de restitution de l'enfant en 2024	Enfants ayant le statut provisoire au 31 décembre 2024	Enfants dont la situation a été examinée en 2024 (hors confiés et restitués)	Nombre total d'enfants dont la situation a été examinée en 2024	Proportion d'enfants dont la situation a été examinée en 2024 (en %)
01-Ain	62	6	0	5	45	56	91
02-Aisne	107	14	1	2	80	97	84
03-Allier	51	4	0	0	40	44	79
04-Alpes-de-Haute-Provence	18	3	0	0	15	18	100
05-Hautes-Alpes	12	4	0	0	6	10	64
06-Alpes-Maritimes	88	15	2	4	67	88	96
07-Ardèche	17	2	0	2	13	17	69
08-Ardenne	36	2	1	1	25	29	81
09-Ariège	10	4	1	0	1	6	40
10-Aube	54	6	0	1	35	42	97
11-Aude	68	4	0	0	62	66	NR
12-Aveyron	25	2	0	0	23	25	100
13-Bouches-du-Rhône	194	19	1	2	140	162	89
14-Calvados	135	9	3	1	114	127	100
15-Cantal	6	0	0	3	3	6	100
16-Charente	44	7	2	0	31	40	100
17-Charente-Maritime	78	0	2	2	72	76	100
18-Cher	52	0	0	2	36	38	100
19-Corrèze	13	0	0	3	2	5	64
20-Corse	3	2	0	0	1	3	100
21-Côte-d'Or	43	8	0	0	27	35	85
22-Côtes-d'Armor	32	0	3	1	28	32	100
23-Creuse	10	0	0	1	0	1	0
24-Dordogne	20	2	1	1	16	20	100
25-Doubs	77	9	0	1	59	69	92
26-Drôme	71	15	0	2	44	61	70
27-Eure	55	6	1	1	0	8	79
28-Eure-et-Loir	59	3	1	0	48	52	NR
29-Finistère	94	6	3	3	82	94	100
30-Gard	56	5	0	1	50	56	72
31-Haute-Garonne	107	8	5	5	49	67	79
32-Gers	13	2	0	0	9	11	100
33-Gironde	133	12	1	1	99	113	89
34-Hérault	58	17	1	0	36	54	85
35-Ille-et-Vilaine	141	8	4	7	119	138	81
36-Indre	22	6	0	0	13	19	86
37-Indre-et-Loire	38	8	0	2	28	38	100
38-Isère	133	11	2	0	119	132	94

ANNEXE 5.2 (2/3) Examens de situations par les conseils de famille en 2024

Départements	Nombre total de pupilles au cours de l'année 2024	Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, sortis en 2024	Demandes par les parents de restitution de l'enfant en 2024	Enfants ayant le statut provisoire au 31 décembre 2024	Enfants dont la situation a été examinée en 2024 (hors confiés et restitués)	Nombre total d'enfants dont la situation a été examinée en 2024	Proportion d'enfants dont la situation a été examinée en 2024 (en %)
39-Jura	12	3	1	0	8	12	100
40-Landes	42	5	0	0	25	30	100
41-Loir-et-Cher	19	1	0	1	17	19	90
42-Loire	70	7	6	0	57	70	100
43-Haute-Loire	15	0	0	0	15	15	100
44-Loire-Atlantique	139	9	3	1	139	152	100
45-Loiret	75	4	1	9	57	71	97
46-Lot	5	1	0	0	4	5	100
47-Lot-et-Garonne	28	0	0	0	20	20	71
48-Lozère	9	0	0	0	5	5	88
49-Maine-et-Loire	219	1	2	13	106	122	83
50-Manche	51	8	1	3	22	34	72
51-Marne	69	9	3	2	55	69	100
52-Haute-Marne	38	3	0	0	35	38	92
53-Mayenne	31	0	1	6	24	31	100
54-Meurthe-et-Moselle	192	13	2	4	143	162	91
55-Meuse	43	5	2	2	34	43	100
56-Morbihan	124	9	0	1	100	110	92
57-Moselle	114	12	1	2	99	114	100
58-Nièvre	49	0	0	1	42	43	97
59-Nord	611	45	11	0	400	456	78
60-Oise	53	6	0	3	44	53	NR
61-Orne	54	6	4	2	42	54	65
62-Pas-de-Calais	384	33	0	6	337	376	88
63-Puy-de-Dôme	42	5	0	1	20	26	62
64-Pyrénées-Atlantiques	30	8	2	0	10	20	100
65-Hautes-Pyrénées	18	6	0	3	9	18	94
66-Pyrénées-Orientales	62	6	0	0	46	52	68
67-Bas-Rhin	122	9	0	4	107	120	100
68-Haut-Rhin	113	6	2	3	100	111	100
69-Rhône	112	11	4	9	86	110	100
70-Haute-Saône	40	6	1	9	24	40	100
71-Saône-et-Loire	60	8	1	1	50	60	95
72-Sarthe	69	11	0	0	36	47	82
73-Savoie	33	5	0	3	25	33	97
74-Haute-Savoie	58	4	1	5	32	42	71
75-Paris	151	0	0	5	111	116	85
76-Seine-Maritime	105	0	2	4	106	112	90

ANNEXE 5.2 (3/3) Examens de situations par les conseils de famille en 2024

Départements	Nombre total de pupilles au cours de l'année 2024	Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2023, sortis en 2024	Demandes par les parents de restitution de l'enfant en 2024	Enfants ayant le statut provisoire au 31 décembre 2024	Enfants dont la situation a été examinée en 2024 (hors confiés et restitués)	Nombre total d'enfants dont la situation a été examinée en 2024	Proportion d'enfants dont la situation a été examinée en 2024 (en %)
77-Seine-et-Marne	101	10	0	13	78	101	100
78-Yvelines	120	14	1	4	101	120	100
79-Deux-Sèvres	47	5	2	6	34	47	95
80-Somme	54	10	2	3	28	43	75
81-Tarn	19	2	1	1	15	19	100
82-Tarn-et-Garonne	37	4	0	1	32	37	88
83-Var	103	15	3	3	62	83	74
84-Vaucluse	63	2	1	9	51	63	100
85-Vendée	52	6	0	3	35	44	100
86-Vienne	32	3	1	3	24	31	100
87-Haute-Vienne	39	7	0	1	23	31	74
88-Vosges	76	6	0	2	68	76	76
89-Yonne	37	4	0	0	9	13	100
90-Territoire-de-Belfort	18	2	1	0	15	18	100
91-Essonnes	106	13	1	0	70	84	76
92-Hauts-de-Seine	89	9	3	1	76	89	99
93-Seine-Saint-Denis	125	8	0	0	75	83	71
94-Val-de-Marne	67	6	1	0	49	56	60
95-Val-d'Oise	100	9	0	7	19	35	71
971-Guadeloupe	9	1	1	0	6	8	69
972-Martinique	4	2	0	0	1	3	75
973-Guyane	24	3	0	0	17	20	76
974-Réunion	51	6	0	4	41	51	100
976-Mayotte	17	0	0	0	17	17	100
FRANCE	7 086	641	121	218	5 175	6 155	88

NR : non-répondants.

ANNEXE 5.3 (1/3) Consultations des dossiers et auditions par les conseils de famille en 2024

Départements	Consultation des dossiers pour :				Audition par le conseil de famille	Personnes, éventuellement, entendues :							Auteur de la demande d'audition :					
	Dossiers pupilles par l'ensemble des membres du conseil	Candidats proposés à l'adoption par l'ensemble membres du conseil	Dossiers pupilles par au moins 1 membre du conseil	Candidats proposés à l'adoption par au moins un membre du conseil		Famille d'adoption à laquelle le pupille est confié	Établissements	PCG ou référent ASE	Pupille de l'État	Famille d'accueil	Autres	Nombre d'enfants entendus	Enfant	Tuteur	Membre du conseil	ASE	Établissement d'accueil	Famille d'accueil
01-Ain	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	13	NON	OUI	NON	OUI	NON	NON
02-Aisne	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	12	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
03-Allier	NON	NON	NON	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI	NON	OUI	0	NR	NR	NR	NR	NR	NR
04-Alpes-de-Haute-Provence	NON	OUI	NON	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON	1	NON	NON	NON	OUI	NON	NON
05-Hautes-Alpes	OUI	OUI	NON	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON	1	NON	NON	OUI	NON	NON	NON
06-Alpes-Maritimes	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	43	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
07-Ardèche	NON	NON	NON	NON	OUI	NON	NON	OUI	NON	NON	NON	0	NR	NR	NR	NR	NR	NR
08-Ardenne	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	NON	NON	NON	0	NON	OUI	OUI	NON	NON	NON
09-Ariège	NON	OUI	NON	OUI	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	0	NON	NON	NON	NON	NON	NON
10-Aube	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	35	NON	OUI	OUI	NON	NON	NON
11-Aude	NON	OUI	NON	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	15	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
12-Aveyron	NON	OUI	OUI	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI	NON	NON	6	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
13-Bouches-du-Rhône	NON	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	33	NON	NON	NON	NON	NON	NON
14-Calvados	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	41	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
15-Cantal	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	NON	3	OUI	OUI	NON	NON	NON	NON
16-Charente	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	13	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	NON
17-Charente-Maritime	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	70	NON	OUI	OUI	NON	NON	NON
18-Cher	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	NON	OUI	0	NON	NON	NON	NON	NON	NON
19-Corrèze	NON	NON	NON	NON	OUI	NON	NON	OUI	NON	NON	NON	0	NON	NON	NON	NON	NON	NON
20-Corse	NON	NON	OUI	OUI	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	0	NON	NON	NON	NON	NON	NON
21-Côte-d'Or	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	5	NON	OUI	OUI	NON	NON	NON
22-Côtes-d'Armor	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NR	NR	NR	NR	NR	NR	30	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
23-Creuse	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	0	NON	NON	NON	NON	NON	NON
24-Dordogne	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	1	OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON
25-Doubs	NON	OUI	NON	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	6	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
26-Drôme	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	44	NON	OUI	NON	OUI	NON	NON
27-Eure	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON		NON	OUI	NON	OUI	NON	NON
28-Eure-et-Loir	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	40	NON	OUI	OUI	NON	NON	NON
29-Finistère	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	20	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
30-Gard	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON	56	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
31-Haute-Garonne	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	8	OUI	OUI	NON	OUI	NON	NON
32-Gers	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON	2	NR	OUI	NR	NR	NR	NR
33-Gironde	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	36	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
34-Hérault	NON	NON	NON	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	14	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
35-Ille-et-Vilaine	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
36-Indre	NON	NON	NON	NON	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON	5	NON	OUI	NON	OUI	NON	NON

ANNEXE 5.3 (2/3) Consultations des dossiers et auditions par les conseils de famille en 2024

Départements	Consultation des dossiers pour :				Audition par le conseil de famille	Personnes, éventuellement, entendues :							Auteur de la demande d'audition :					
	Dossiers pupilles par l'ensemble des membres du conseil	Candidats proposés à l'adoption par l'ensemble membres du conseil	Dossiers pupilles par au moins 1 membre du conseil	Candidats proposés à l'adoption par au moins un membre du conseil		Famille d'adoption à laquelle le pupille est confié	Établissements	PCG ou référent ASE	Pupille de l'État	Famille d'accueil	Autres	Nombre d'enfants entendus	Enfant	Tuteur	Membre du conseil	ASE	Établissement d'accueil	Famille d'accueil
37-Indre-et-Loire	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	20	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
38-Isère	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	91	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
39-Jura	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	NON	OUI	NON	0	NON	OUI	NON	NON	NON	NON
40-Landes	OUI	NON	OUI	NON	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	NON	NON	1	OUI	NON	NON	NON	NON	NON
41-Loir-et-Cher	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	3	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
42-Loire	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	61	OUI	OUI	NON	NON	NON	NON
43-Haute-Loire	NON	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	3	OUI	OUI	NON	NON	OUI	NON
44-Loire-Atlantique	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	46	OUI	OUI	NON	OUI	NON	NON
45-Loiret	NON	NON	NON	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	42	NON	OUI	NON	OUI	NON	NON
46-Lot	NON	NON	OUI	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	1	OUI	NON	NON	NON	NON	NON
47-Lot-et-Garonne	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	14	NON	OUI	OUI	NON	NON	NON
48-Lozère	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	NON	NON	2	OUI	OUI	NON	NON	NON	NON
49-Maine-et-Loire	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	36	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
50-Manche	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	21	NON	OUI	OUI	NON	NON	NON
51-Marne	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	30	NON	OUI	NON	OUI	NON	NON
52-Haute-Marne	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	30	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
53-Mayenne	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	1	OUI	NON	NON	OUI	NON	NON
54-Meurthe&Mos.	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	25	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
55-Meuse	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON	44	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
56-Morbihan	NON	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	29	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
57-Moselle	NON	NON	NON	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	3	NON	OUI	NON	OUI	NON	NON
58-Nièvre	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	7	OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON
59-Nord	NON	OUI	NON	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	400	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
60-Oise	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	35	NON	NON	NON	NON	NON	NON
61-Orne	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NR	NR	NR	NR	NR	NR	30	OUI	OUI	NON	OUI	NON	NON
62-Pas-de-Calais	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	69	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
63-Puy-de-Dôme	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	15	NON	NON	OUI	NON	NON	NON
64-Pyr.-Atlantiques	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	7	NON	OUI	OUI	NON	NON	OUI
65-Hautes-Pyrénées	NON	NON	NON	NON	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON	3	NON	NON	NON	NON	NON	NON
66-Pyr.-Orientales	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	14	OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON
67-Bas-Rhin	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NR	82	NON	OUI	NON	OUI	NON	NON
68-Haut-Rhin	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	65	NON	OUI	OUI	NON	NON	NON
69-Rhône	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	NON	NON	NON	86	NON	OUI	OUI	OUI	NON	NON
70-Haute-Saône	NON	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	3	NON	OUI	NON	NON	NON	NON
71-Saône-et-Loire	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	9	OUI	OUI	NON	NON	NON	NON
72-Sarthe	NON	NON	NON	OUI	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	0	NON	NON	NON	NON	NON	NON

ANNEXE 5.3 (3/3) Consultations des dossiers et auditions par les conseils de famille en 2024

Départements	Consultation des dossiers pour :				Audition par le conseil de famille	Personnes, éventuellement, entendues :							Auteur de la demande d'audition :					
	Dossiers pupilles par l'ensemble des membres du conseil	Candidats proposés à l'adoption par l'ensemble membres du conseil	Dossiers pupilles par au moins 1 membre du conseil	Candidats proposés à l'adoption par au moins un membre du conseil		Famille d'adoption à laquelle le pupille est confié	Établissements	PCG ou référent ASE	Pupille de l'État	Famille d'accueil	Autres	Nombre d'enfants entendus	Enfant	Tuteur	Membre du conseil	ASE	Établissement d'accueil	Famille d'accueil
73-Savoie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	12	OUI	OUI	NON	OUI	NON	NON
74-Haute-Savoie	NON	NON	NON	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	10	OUI	OUI	NON	OUI	NON	NON
75-Paris	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	13	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
76-Seine-Maritime	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	18	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
77-Seine-et-Marne	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	66	NON	OUI	OUI	OUI	NON	NON
78-Yvelines	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	83	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
79-Deux-Sèvres	NON	NR	OUI	NR	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	7	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
80-Somme	OUI	NR	NR	NR	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	24	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
81-Tarn	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON	3	OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON
82-Tarn-et-Garonne	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NR	OUI	OUI	OUI	OUI	5	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
83-Var	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	40	NR	OUI	NON	NON	NON	OUI
84-Vaucluse	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	22	NON	OUI	NON	NON	NON	NON
85-Vendée	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	19	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
86-Vienne	NON	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	13	NON	NON	NON	OUI	NON	NON
87-Haute-Vienne	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	2	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
88-Vosges	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON	NON		NON	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
89-Yonne	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	9	OUI	OUI	NON	OUI	NON	NON
90-T.-de-Belfort	NON	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	NON	NON	1	NON	NON	OUI	NON	NON	NON
91-Essonne	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	70	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
92-Hauts-de-Seine	NON	NON	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	59	NON	OUI	OUI	OUI	NON	NON
93-Seine-St-Denis	NON	NON	NON	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	18	OUI	NON	NON	OUI	OUI	OUI
94-Val-de-Marne	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	21	NON	OUI	OUI	OUI	NON	NON
95-Val-d'Oise	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	2	NON	NON	OUI	NON	NON	NON
971-Guadeloupe	NON	NON	NON	NON	OUI	NON	NON	NON	OUI	OUI	NON	2	NON	NON	NON	OUI	NON	NON
972-Martinique	NON	NON	OUI	OUI	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON	0	NON	NON	NON	NON	NON	NON
973-Guyane	NON	NON	NON	NON	OUI	NON	OUI	OUI	NON	OUI	NON	12	NON	OUI	NON	OUI	NON	NON
974-Réunion	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON	OUI	NON	NON	33	OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON
976-Mayotte	NON	NON	NR	NR	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	3	NON	NON	OUI	NON	NON	NON
TOTAL	50	55	72	77	95	47	67	89	86	81	35	2448	49	76	52	56	20	18

NR : non-répondants.

ANNEXE 5.4 (1/3) **Contenu des délibérations des conseils de famille en 2024**

Départements	Enfants dont la situation a été examinée au moins une fois dans l'année	Décisions de placements en vue d'adoption		Projets d'adoption écartés	Demandes de droit de visite	Demandes de modification du lieu de placement		Demandes par les parents de restitution de l'enfant		Situations examinées conformément à			
		Total	dont enfants à besoins spécifiques			Total	dont échec et retrait de l'enfant	Total	dont acceptées	art. 12	art. 13	art. 14	art. 24
01-Ain	45	7	2	7	0	4	0	0	0	19	0	5	0
02-Aisne	80	13	2	20	8	10	0	2	2	18	0	2	30
03-Allier	40	3	0	0	2	2	0	0	0	16	0	0	0
04-Alpes-de-Haute-Provence	15	5	0	0	2	0	0	0	0	8	0	0	0
05-Hautes-Alpes	6	2	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0
06-Alpes-Maritimes	67	9	3	25	9	12	0	0	0	23	5	3	16
07-Ardèche	13	0	0	0	0	0	0	0	0	4	NR	2	NR
08-Ardenne	25	4	0	0	1	2	0	0	0	10	0	0	2
09-Ariège	1	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
10-Aube	35	4	0	0	0	0	0	1	1	23	NR	0	3
11-Aude	62	2	0	2	30	2	0	0	0	9	0	0	1
12-Aveyron	23	3	0	0	0	4	0	1	1	3	1	0	37
13-Bouches-du-Rhône	140	25	8	0	NR	9	NR	2	2	49	5	4	NR
14-Calvados	114	10	4	1	9	6	0	1	0	38	0	0	56
15-Cantal	3	3	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0
16-Charente	31	1	0	6	3	4	0	0	0	10	1	1	25
17-Charente-Maritime	72	4	0	0	0	2	0	0	0	0	4	8	0
18-Cher	36	9	NR	7	NR	2	NR	2	2	3	NR	NR	NR
19-Corrèze	2	2	0	0	0	0	0	3	3	1	0	0	0
20-Corse	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21-Côte-d'Or	27	5	0	1	6	3	0	0	0	8	0	0	4
22-Côtes-d'Armor	28	3	0	0	1	3	0	2	2	11	1	2	2
23-Creuse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
24-Dordogne	16	4	3	0	0	0	0	1	1	2	1	0	0
25-Doubs	59	4	1	1	3	12	0	2	2	4	0	0	13
26-Drôme	44	3	0	0	0	0	0	1	1	0	3	0	NR
27-Eure	0	3	2	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1
28-Eure-et-Loir	48	2	1	NR	24	3	1	0	0	17	0	0	5
29-Finistère	82	13	2	NR	NR	NR	NR	1	1	15	1	1	NR
30-Gard	50	13	6	1	0	1	1	0	0	8	0	0	0
31-Haute-Garonne	49	0	0	0	10	4	1	1	1	21	1	1	22
32-Gers	9	3	0	0	0	0	0	0	0	3	0	1	0
33-Gironde	99	18	13	12	11	3	0	1	1	10	0	3	10
34-Hérault	36	4	1	0	0	1	0	0	0	13	0	0	0
35-Ille-et-Vilaine	119	14	3	6	7	0	0	1	1	6	0	0	0
36-Indre	13	4	1	1	0	4	1	0	0	0	0	0	0
37-Indre-et-Loire	28	4	3	0	3	4	0	2	2	8	2	0	0
38-Isère	119	7	1	0	1	0	0	0	0	23	2	4	4

ANNEXE 5.4 (2/3) **Contenu des délibérations des conseils de famille en 2024**

Départements	Enfants dont la situation a été examinée au moins une fois dans l'année	Décisions de placements en vue d'adoption		Projets d'adoption écartés	Demandes de droit de visite	Demandes de modification du lieu de placement		Demandes par les parents de restitution de l'enfant		Situations examinées conformément à			
		Total	dont enfants à besoins spécifiques			Total	dont échec et retrait de l'enfant	Total	dont acceptées	art. 12	art. 13	art. 14	art. 24
39-Jura	8	2	0	0	0	0	0	0	0	4	0	2	0
40-Landes	25	3	2	0	0	1	1	0	0	14	0	1	NR
41-Loir-et-Cher	17	3	0	0	2	3	1	0	0	3	0	0	10
42-Loire	57	9	2	4	5	2	0	3	3	15	1	2	0
43-Haute-Loire	15	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	12
44-Loire-Atlantique	139	17	17	NR	NR	NR	NR	1	1	12	0	0	13
45-Loiret	57	7	1	0	24	11	0	0	0	12	0	0	0
46-Lot	4	1	1	3	0	0	0	0	0	1	0	0	0
47-Lot-et-Garonne	20	5	2	2	3	2	0	0	0	5	2	3	4
48-Lozère	5	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0
49-Maine-et-Loire	106	14	1	1	6	14	0	10	10	3	0	0	17
50-Manche	22	10	0	1	2	1	1	3	3	8	7	4	4
51-Marne	55	12	2	1	0	14	1	1	1	12	0	0	12
52-Haute-Marne	35	3	1	1	13	7	0	0	0	1	0	0	0
53-Mayenne	24	4	0	0	0	1	0	4	4	11	2	6	0
54-Meurthe-et-Moselle	143	9	0	NR	NR	NR	0	4	4	9	1	3	14
55-Meuse	34	2	0	0	0	2	0	0	0	0		2	8
56-Morbihan	100	4	1	0	12	0	0	1	1	27	1	2	44
57-Moselle	99	13	1	3	0	4	0	2	2	25	1	7	0
58-Nièvre	42	1	0	0	0	4	0	1	1	42	1	0	23
59-Nord	400	63	0	337	0	40	0	26	26	128	0	0	400
60-Oise	44	5	3	1	0	0	0	2	2	4	0	0	5
61-Orne	42	3	1	NR	5	6	NR	2	2	0	11	0	0
62-Pas-de-Calais	337	38	14	0	45	NR	4	3	3	14	0	5	69
63-Puy-de-Dôme	20	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	1	0
64-Pyrénées-Atlantiques	10	6	0	1	0	2	0	0	0	6	0	2	0
65-Hautes-Pyrénées	9	2	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
66-Pyrénées-Orientales	46	10	0	0	0	2	1	0	0	8	0	0	0
67-Bas-Rhin	107	18	2	1	1	3	0	0	0	39	13	6	81
68-Haut-Rhin	100	9	3	0	0	9	0	0	0	18	1	NR	NR
69-Rhône	86	10		10	0	NR	NR	6	6	25	3	1	23
70-Haute-Saône	24	8	4	11	1	3	1	3	3	10	2	2	18
71-Saône-et-Loire	50	11	0	0	0	5	0	0	0	5	0	1	0
72-Sarthe	36	6	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
73-Savoie	25	6	3	2	2	1	0	1	1	6	2	0	1
74-Haute-Savoie	32	7	4	7	16	11	0	1	1	17	0	0	41
75-Paris	111	7	1	6	1	3	2	0	0	33	0	4	NR
76-Seine-Maritime	106	15	8	0	2	13	0	1	1	8	0	0	25

ANNEXE 5.4 (3/3) **Contenu des délibérations des conseils de famille en 2024**

Départements	Enfants dont la situation a été examinée au moins une fois dans l'année	Décisions de placements en vue d'adoption*		Projets d'adoption écartés	Demandes de droit de visite	Demandes de modification du lieu de placement		Demandes par les parents de restitution de l'enfant		Situations examinées conformément à			
		Total	dont enfants à besoins spécifiques			Total	dont échec et retrait de l'enfant	Total	dont acceptées	art. 12	art. 13	art. 14	art. 24
77-Seine-et-Marne	78	9	0	0	7	5	0	2	2	21	0	2	0
78-Yvelines	101	11	5	2	55	28	1	3	3	49	0	8	24
79-Deux-Sèvres	34	8	6	28	5	6	2	0	0	6	0	0	5
80-Somme	28	12	6	0	3	4	0	0	0	10	0	0	0
81-Tarn	15	7	0	0	0	0	0	1	1	5	0	0	0
82-Tarn-et-Garonne	32	1	1	29	11	5	0	0	0	0	0	0	9
83-Var	62	10	5	NR	3	2	3	3	3	21	NR	NR	NR
84-Vaucluse	51	9	3	4	0	0	0	1	1	22	0	0	0
85-Vendée	35	3	2	0	NR	NR	1	0	0	6	0	0	NR
86-Vienne	24	7	2	4	0	0	0	3	3	14	0	0	0
87-Haute-Vienne	23	5	0	2	1	2	2	0	0	7	0	0	0
88-Vosges	68	5	8	1	2	2	1	0	0	39	1	2	NR
89-Yonne	9	5	NR	NR	NR	NR	NR	0	0	9	NR	NR	NR
90-Territoire-de-Belfort	15	4	2	0	1	3	0	0	0	9	0	0	0
91-Essonnes	70	10	1	2	0	6	0	0	0	9	0	0	73
92-Hauts-de-Seine	76	8	1	0	1	1	0	1	1	29	0	0	12
93-Seine-Saint-Denis	75	12	9	0	0	23	0	1	1	0	0	0	0
94-Val-de-Marne	49	9	6	0	3	13	0	2	2	11	1	2	22
95-Val-d'Oise	19	5	0	0	1	0	0	2	2	6	5	1	0
971-Guadeloupe	6	1	1	0	1	0	0	1	0	1	0	1	0
972-Martinique	1	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
973-Guyane	17	3	1	2	0	0	1	0	0	11	0	0	0
974-Réunion	41	2	1	0	0	0	0	2	2	0	0	3	0
976-Mayotte	17	4	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0
TOTAL	5175	706	190	557	365	363	27	121	119	1207	83	111	1200

NR : non-répondants.

*Le nombre de décisions de placements diffère des données de l'annexe 3-9 qui dénombre un nombre de placements en vue d'adoption « effectif » en 2024 lié au fait que les décisions de placements prise en fin d'année ne peuvent devenir effectives qu'au début de l'année suivante.

Annexe 6.

Données statistiques sur les agréments d'adoption

ANNEXE 6 (1/3) Agréments d'adoption en 2024 par département

Départements	Nombre d'agréments en cours de validité au 31 décembre 2024	Nombre de couples ou de personnes seules ayant assisté à une réunion d'information en 2024	Nombre de dossiers de nouvelles demandes déposés en 2024	Nombre d'agréments accordés en 2024	Nombre de refus d'agrément en 2024	Nombre de retraits d'agrément en 2024	Dont suite à une absence de confirmation annuelle	Nombre de recours contentieux devant le tribunal administratif en 2024	Nombre de décisions de refus d'agrément annulées en 2024 suite à un recours contentieux
01-Ain	74	40	53	25	1	19	11	0	0
02-Aisne	82	47	35	21	0	6	6	0	0
03-Allier	48	16	12	16	5	3	3	0	0
04-Alpes-de-Haute-Provence	20	0	11	4	2	1	0	0	0
05-Hautes-Alpes	26	12	6	1	1	0	0	0	0
06-Alpes-Maritimes	145	110	52	32	1	0	0	1	0
07-Ardèche	38	11	5	6	0	2	0	0	0
08-Ardenne	19	9	7	3	1	2	1	0	0
09-Ariège	23	17	9	4	1	3	0	0	0
10-Aube	43	27	27	9	3	2	1	0	0
11-Aude	45	28	21	4	4	0	0	0	0
12-Aveyron	23	17	9	4	1	3	0	0	0
13-Bouches-du-Rhône	292	251	87	76	16	12	3	1	0
14-Calvados	80	51	37	14	0	5	0	0	0
15-Cantal	24	10	5	3	0	1	1	0	0
16-Charente	40	35	22	19	1	1	0	0	0
17-Charente-Maritime	93	59	28	21	4	3	3	0	0
18-Cher	30	24	4	7	1	0	0	1	0
19-Corrèze	14	24	NR	4	2	3	0	0	0
20-Corse	41	22	22	9	1	4	2	0	0
21-Côte-d'Or	123	41	28	35	2	15	2	0	0
22-Côtes-d'Armor	124	38	34	28	2	4	0	1	0
23-Creuse	17	10	2	2	0	0	0	0	0
24-Dordogne	53	38	21	10	0	1	1	0	0
25-Doubs	66	23	16	17	4	10	7	0	0
26-Drôme	86	48	46	20	5	0	0	0	0
27-Eure	71	51	31	14	1	11	6	0	0
28-Eure-et-Loir	43	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
29-Finistère	98	59	37	22	3	6	2	0	0
30-Gard	89	56	34	33	0	7	7	NR	NR
31-Haute-Garonne	216	136	98	52	17	5	0	0	0
32-Gers	40	29	15	10	0	1	1	0	0
33-Gironde	59	131	85	47	6	0	0	1	0
34-Hérault	203	91	61	44	1	2	0	NR	NR
35-Ille-et-Vilaine	121	122	72	45	4	5	0	0	1
36-Indre	11	11	15	3	5	2	0	1	0

ANNEXE 6 (2/3) Agréments d'adoption en 2024 par département

Départements	Nombre d'agréments en cours de validité au 31 décembre 2024	Nombre de couples ou de personnes seules ayant assisté à une réunion d'information en 2024	Nombre de dossiers de nouvelles demandes déposés en 2024	Nombre d'agréments accordés en 2024	Nombre de refus d'agrément en 2024	Nombre de retraits d'agrément en 2024	Dont suite à une absence de confirmation annuelle	Nombre de recours contentieux devant le tribunal administratif en 2024	Nombre de décisions de refus d'agrément annulées en 2024 suite à un recours contentieux
37-Indre-et-Loire	119	90	36	33	4	3	3	0	0
38-Isère	137	114	71	47	17	17	9	0	0
39-Jura	34	20	NR	10	2	0	0	0	0
40-Landes	51	43	11	15	0	3	0	0	0
41-Loir-et-Cher	11	8	5	2	1	0	0	0	0
42-Loire	60	61	23	10	9	0	0	0	0
43-Haute-Loire	43	14	5	2	0	0	0	0	0
44-Loire-Atlantique	169	291	73	37	17	5	4	0	0
45-Loiret	87	41	60	32	3	0	0	0	0
46-Lot	33	5	5	7	2	0	0	0	0
47-Lot-et-Garonne	50	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
48-Lozère	8	6	2	1	2	0	0	0	0
49-Maine-et-Loire	65	77	49	12	9	6	5	0	0
50-Manche	72	35	27	23	2	4	0	0	0
51-Marne	87	44	24	32	1	10	0	0	0
52-Haute-Marne	12	11	9	3	2	0	0	0	0
53-Mayenne	62	25	8	17	9	1	0	1	0
54-Meurthe-et-Moselle	119	69	53	38	4	16	8	0	0
55-Meuse	16	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
56-Morbihan	90	57	39	27	5	9	4	0	0
57-Moselle	117	91	45	36	6	17	8	0	0
58-Nièvre	32	17	11	6	0	3	0	0	0
59-Nord	295	308	145	67	11	29	29	0	0
60-Oise	68	60	38	16	3	8	4	0	0
61-Orne	28	28	15	7	2	0	0	0	0
62-Pas-de-Calais	131	94	56	30	28	5	1	0	0
63-Puy-de-Dôme	57	61	3	15	10	0	0	0	0
64-Pyrénées-Atlantiques	79	20	27	18	2	8	4	0	0
65-Hautes-Pyrénées	20	2	6	4	2	0	0	0	0
66-Pyrénées-Orientales	57	26	18	14	1	4	0	0	0
67-Bas-Rhin	123	106	34	30	9	24	24	0	0
68-Haut-Rhin	82	67	30	28	1	6	2	0	0
69-Rhône	265	298	109	56	34	7	4	0	3
70-Haute-Saône	28	14	7	3	1	2	2	0	0
71-Saône-et-Loire	52	41	20	12	7	1	1	0	0
72-Sarthe	33	NR	NR	NR	NR	NR	NR	0	0

ANNEXE 6 (1/3) Agréments d'adoption en 2024 par département

Départements	Nombre d'agréments en cours de validité au 31 décembre 2024	Nombre de couples ou de personnes seules ayant assisté à une réunion d'information en 2024	Nombre de dossiers de nouvelles demandes déposés en 2024	Nombre d'agréments accordés en 2024	Nombre de refus d'agrément en 2024	Nombre de retraits d'agrément en 2024	Dont suite à une absence de confirmation annuelle	Nombre de recours contentieux devant le tribunal administratif en 2024	Nombre de décisions de refus d'agrément annulées en 2024 suite à un recours contentieux
73-Savoie	37	36	16	14	3	2	1	0	0
74-Haute-Savoie	78	86	53	15	18	11	4	0	0
75-Paris	339	565	138	80	10	29	NR	0	1
76-Seine-Maritime	127	101	56	21	23	11	8	0	0
77-Seine-et-Marne	136	170	62	52	6	18	18	2	1
78-Yvelines	207	137	56	68	14	0	0	0	0
79-Deux-Sèvres	12	29	19	2	0	0	0	0	0
80-Somme	50	50	22	11	3	0	0	0	0
81-Tarn	58	32	15	7	3	0	0	0	0
82-Tarn-et-Garonne	17	18	7	5	1	0	0	0	0
83-Var	137	86	40	34	1	6	6	0	0
84-Vaucluse	37	68	19	6	5	4	2	0	0
85-Vendée	80	49	18	18	4	5	2	0	0
86-Vienne	67	26	16	14	1	10	4	0	0
87-Haute-Vienne	58	78	18	16	0	1	0	0	0
88-Vosges	61	29	18	17	1	0	0	0	0
89-Yonne	43	NR	NR	NR	NR	NR	NR	0	0
90-Territoire-de-Belfort	23	12	6	3	2	0	0	0	0
91-Essonnes	112	134	54	35	4	1	1	0	0
92-Hauts-de-Seine	234	176	72	57	21	1	0	0	0
93-Seine-Saint-Denis	206	319	111	38	11	2	1	NR	NR
94-Val-de-Marne	117	258	84	21	18	0	0	0	0
95-Val-d'Oise	146	211	51	24	3	0	0	0	0
971-Guadeloupe	41	26	12	12	1	0	0	0	0
972-Martinique	41	33	13	13	0	0	0	0	0
973-Guyane	42	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
974-Réunion	138	51	23	21	1	0	0	1	0
976-Mayotte	6	7	6	2	0	0	0	0	0
FRANCE ENTIÈRE	8 062	6 725	3 116	1 960	455	428	216	10	6

NR : non-répondants

Liste des figures et annexes

Figures

1.1	Évolution du nombre de pupilles de l'État en France entre 2014 et 2024	9
1.2	Nombre de pupilles de l'État par département au 31 décembre 2024	10
1.3	Taux de pupilles de l'État parmi l'ensemble des mineurs au 31 décembre 2024 par département	11
1.4	Évolution des admissions et sorties du statut de pupilles entre 2014 et 2024	11
1.5	Évolution du nombre de pupilles de l'État confiés et non confiés en vue d'adoption au 31 décembre entre 2014 et 2024	12
1.6	Répartition par âges des pupilles de l'État confiés et non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024	13
2.1	Évolution des conditions d'admission des enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre entre 2014 et 2024	16
2.2	Part des pupilles admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental au 31 décembre 2024 par département	17
2.3	Part des pupilles admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale au 31 décembre 2024 par département	17
2.4	Part des pupilles admis à la suite d'une décision judiciaire au 31 décembre 2024 par département	18
2.5	Évolution des admissions annuelles de pupilles de l'État entre 2014 et 2024	19
2.6	Évolution des admissions des enfants nés sous le secret ou remis avec une filiation établie entre 2014 et 2024	20
2.7	Taux de naissances avec demande de secret de l'identité de la mère en 2024 par département	21

3.1	Âge moyen des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 et âge à l'admission, selon le mode d'entrée	23
3.2	Évolution des âges moyens des pupilles de l'État et de leur âge moyen à l'admission entre le 31 décembre 2014 et 2024	24
3.3	Répartition par sexe et âge des pupilles de l'État au 31 décembre 2014 et 2024	25
3.4	Part des pupilles de l'État ayant connu une durée de prise en charge à l'ASE de 5 ans et plus, selon les conditions d'admission, en 2014 et 2024	26
4.1	Modalités de placement en vue d'adoption des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 selon le mode d'admission	29
4.2	Évolution des modalités d'accueil des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au 31 décembre entre 2014 et 2024	30
4.3	Évolution des modalités de placements en vue d'adoption des pupilles de l'État par millésime, entre 2014 et 2024	32
4.4	Existence de besoins spécifique pour les enfants confiés en vue d'adoption en 2024	33
5.1	Modalités d'accueil des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 selon le mode d'admission	35
5.2	Évolution des modalités d'accueil des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre entre 2014 et 2024	36
5.3	Types d'établissements accueillant les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024	38
5.4	Caractéristiques des enfants accueillis selon le type d'établissement au 31 décembre 2024	39
5.5	Répartition des projets de vie des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024	40
6.1	Motifs de sortie du statut de pupille de l'État en 2024	41
6.2	Évolution des motifs de sortie du statut de pupille de l'État entre 2014 et 2024	42
6.3	Motifs de sortie du statut de pupille de l'État en 2024 selon les conditions d'admission	43
6.4	Répartition par sexe et âge des sortants du statut de pupilles de l'État en 2024	43
7.1	Agréments, évolution des demandes et des accords entre 2014 et 2024	45
7.2	Évolution des taux d'agréments accordés et en cours de validité entre 2014 et 2024	46
7.3	Taux d'agréments en vue d'adoption accordés pour 100 000 adultes en 2024 par département	46

7.4	Taux d'agréments en vue d'adoption en cours de validité au 31 décembre 2024 par département	47
7.5	Âge moyen des adoptants et des enfants à leur placement en vue d'adoption au 31 décembre 2024, selon le type de famille adoptive	48
7.6	Âge moyen des adoptants et des enfants à leur placement en vue d'adoption au 31 décembre 2024, selon le mode d'admission	49
7.7	Âge moyen des adoptants et des enfants à leur placement en vue d'adoption au 31 décembre 2024, selon l'existence de besoins spécifiques	49
7.8	Âge moyen des adoptants et des enfants à leur placement en vue d'adoption au 31 décembre 2024, selon l'âge à l'admission	50
8.1	Répartition des conseils de famille au 31 décembre 2024 par département	51
8.2	Respect du seuil de 50 pupilles de l'État par conseil de famille au 31 décembre 2024 par département	52
8.3	Présidence des conseils de famille au 31 décembre 2024	54

Annexes

ANNEXE 2.1	Nombre de Pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par département	70
ANNEXE 2.2	Âge et sexe des pupilles de l'État au 31 décembre 2024	73
ANNEXE 2.3	Âge et sexe des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 lors de leur admission	74
ANNEXE 2.4	Durée de prise en charge par l'ASE avant l'admission comme pupille de l'État au 31 décembre 2024 selon le sexe	75
ANNEXE 2.5	Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par département	76
ANNEXE 2.6	Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par année de naissance	79
ANNEXE 2.7	Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par âge à l'admission	80
ANNEXE 2.8	Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par durée de prise en charge antérieure à l'ASE	81
ANNEXE 2.9	Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par département	82
ANNEXE 2.10	Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par année de naissance	85
ANNEXE 2.10 bis	Âge et sexe des pupilles de l'État confiés et non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024	86

ANNEXE 2.11	Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par âge à l'admission	87
ANNEXE 2.12	Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par durée de prise en charge à l'ASE avant l'admission	88
ANNEXE 2.13	Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31 décembre 2024 par condition d'admission	89
ANNEXE 2.14	Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 par département	90
ANNEXE 2.15	Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 par année de naissance	93
ANNEXE 2.16	Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 par âge à l'admission	94
ANNEXE 2.17	Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 par durée de prise en charge à l'ASE	95
ANNEXE 2.18	Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 par condition d'admission	96
ANNEXE 2.19	Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2024 par département	97
ANNEXE 2.20	Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2024 par année de naissance	100
ANNEXE 2.21	Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2024 par âge à l'admission	101
ANNEXE 2.22	Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2024 par durée de prise en charge à l'ASE	102
ANNEXE 2.23	Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2024 par condition d'admission	103
ANNEXE 2.24	Pupilles de l'État présentant des besoins spécifiques au 31 décembre 2024 par modalité d'accueil	104
ANNEXE 2.25	Projets de vie des pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2024 par département	105
ANNEXE 3.1	Nombre d'admissions et de sorties du statut de pupille de l'État en 2024 par département	110
ANNEXE 3.1 bis	Nombre de pupilles de l'État admis et nés en 2024 par département	113
ANNEXE 3.2	Âge à l'admission et sexe des pupilles de l'État admis en 2024	116
ANNEXE 3.3	Conditions d'admission des pupilles de l'État admis en 2024 par âge révolu lors de l'admission	117

ANNEXE 3.4	Situation au 31 décembre 2024 des pupilles de l'État admis en 2024 par âge lors de l'admission	118
ANNEXE 3.5	Besoins spécifiques des pupilles de l'État admis en 2024 selon différentes caractéristiques	119
ANNEXE 3.6	Âge et sexe des enfants ayant quitté le statut de pupille de l'État au cours de l'année 2024	120
ANNEXE 3.7	Modalités de sortie du statut de pupille de l'État au cours de l'année 2024 par année de naissance	121
ANNEXE 3.8	Modalités de sortie du statut de pupille de l'État au cours de l'année 2024 par année d'admission	122
ANNEXE 3.9	Nombre de pupilles de l'État confiés en vue d'adoption en 2024 par département	123
ANNEXE 3.10	Âge et sexe des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2024	126
ANNEXE 3.11	Lieu de placement des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2024 selon les conditions d'admission	127
ANNEXE 3.12	Types de familles adoptives des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2024 en fonction de l'existence de besoin spécifique	128
ANNEXE 4	Situation de certains pupilles de l'État admis au titre des articles L. 224-4, 1°, 2° et 3° du CASF en 2024 par département	130
ANNEXE 5.1	Fonctionnement et composition des conseils de famille en 2024	134
ANNEXE 5.2	Examens de situations par les conseils de famille en 2024	138
ANNEXE 5.3	Consultations des dossiers et auditions par les conseils de famille en 2024	141
ANNEXE 5.4	Contenu des délibérations des conseils de famille en 2024	144
ANNEXE 6	Agréments d'adoption en 2024 par département	148

Chaque année, l'ONPE collecte, auprès de l'ensemble des services déconcentrés de l'État et des conseils départementaux, des données exhaustives relatives à la situation des pupilles de l'État, au fonctionnement des conseils de famille, ainsi qu'aux agréments d'adoption. Cette enquête permet de suivre l'évolution du nombre et du profil des pupilles de l'État au 31 décembre de chaque année, tout en apportant un éclairage sur les modalités de leur admission et de leur sortie de ce statut. L'édition réalisée en 2025 porte sur la situation des pupilles de l'État au cours de l'année 2024.

Observatoire national de la protection de l'enfance

GIP France enfance protégée

onpe.france-enfance-protgee.fr

ISSN (en ligne) : 2827-0355 • ISSN (imprimé) : 2826-6404

S'inscrire à la
Lettre de l'ONPE

